



Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur,
de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique
Département de l'Éducation Nationale



Cadre stratégique de développement du système éducatif

Sommaire

Sigles et abréviations	5
Avant-propos	6
Introduction	8
Chapitre 1 : Analyse de la situation	11
I. Nature des progrès réalisés	11
1- L'enseignement préscolaire	11
2- L'enseignement primaire	12
3- L'enseignement secondaire collégial	14
4- L'enseignement secondaire qualifiant	15
5- L'alphabétisation et l'éducation non formelle	16
II. Réformes institutionnelles	17
1- La restructuration des structures centrales	17
2- La décentralisation et la déconcentration	18
3- La valorisation matérielle et professionnelle	19
III. Contraintes et opportunités	20
1- Contraintes	20
2- Opportunités	21
Chapitre 2 : Perspectives critiques de l'évolution du système éducatif	23
I. Scénarios d'évolution future	23
1- Hypothèses de base	23
2- Résultats des projections	25
II. Financement du développement du système éducatif	31
1- Ressources mobilisables	31
2- Les options d'optimisation des dépenses	34
Chapitre 3 : Les objectifs stratégiques et les grandes priorités	43
I. Les grands objectifs et les objectifs spécifiques	43
1- L'enseignement préscolaire	43
2- L'enseignement primaire	44
3- L'enseignement secondaire collégial	44
4- L'enseignement secondaire qualifiant	45
5- L'enseignement originel	46
6- L'alphabétisation	46
7- L'éducation non formelle	47
8- La gestion pédagogique, administrative et financière	47
9- L'égalité des chances et l'égalité entre les sexes	50
10- La communication	50
II. Les grandes priorités	51
1- Les priorités de perfectionnement de l'existant	51
2- Les priorités de maîtrise des défis d'avenir	52

Sommaire

Chapitre 4 : Plan d'action à moyen terme	54
I. Les principales actions et mesures	54
1- L'enseignement préscolaire	54
2- L'enseignement primaire	54
3- L'enseignement secondaire collégial	55
4- L'enseignement secondaire qualifiant	56
5- L'enseignement originel	56
6- L'alphabétisation et l'éducation non formelle	57
7- La gestion pédagogique, administrative et financière	57
8- L'égalité des chances et l'égalité entre les sexes	58
9- La communication	58
II. La mise en oeuvre du plan d'action	58
1- Approche	58
2- Les modalités d'exécution	59
3- Planning d'exécution du PMT	59
Chapitre 5 : La coordination, le suivi, la mesure et l'évaluation de la planification stratégique	80
I. Le partage des responsabilités de gestion du cadre stratégique	80
II. Le système et la structure de gestion du cadre stratégique	80
1- Au niveau central	81
2- Au niveau régional	81
3- Au niveau provincial	81
III. La mesure, l'évaluation et le feedback	82
1- La mesure	82
2- L'évaluation	82
3- Le feedback	83
4- Un exemple d'application de l'instrument de mesure et d'évaluation	83
IV. Indicateurs de suivi du développement du système éducatif	85
1- L'enseignement préscolaire	85
2- L'enseignement primaire	86
3- L'enseignement secondaire collégial	88
4- L'enseignement secondaire qualifiant	90
5- L'enseignement originel	92
6- L'alphabétisation	92
7- L'éducation non formelle	93
8- La gestion pédagogique, administrative et financière	94
9- L'égalité des chances et l'égalité entre les sexes	112
10- La communication	113
Annexes	115
Bibliographie	151

Sigles et abréviations

ADS :	Agence de Développement Social
APTE :	Association des Parents et Tuteurs des Élèves
AREF :	Académie Régionale de l'Éducation et de la Formation
ACDI :	Agence canadienne de développement international
BTS :	Brevet de Technicien Supérieur
DEN :	Département de l'Éducation Nationale
DAGBP :	Direction des Affaires Générales du Budget et du Patrimoine
DCPEP :	Direction de la Coopération et de la Promotion de l'Enseignement Scolaire Privé
DAJC :	Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux
DSSP :	Direction de la Stratégie, de la Statistique et de la Planification
DC :	Direction des Curricula
DEOVSFCA :	Direction de l'Évaluation, de l'Organisation de la Vie Scolaire et des Formations Communes entre Académies
DRHFC :	Direction des Ressources Humaines et de la Formation des Cadres
DPSS :	Direction de la Promotion du Sport Scolaire
DSI :	Direction de l'Administration du Système d'Informatisation
CNIPE :	Centre National de l'Innovation Pédagogique et de l'Expérimentation
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PMT :	Plan à Moyen Terme
REF :	Réseau d'Éducation et de Formation
IRCAM :	Institut Royal de la Culture Amazigh
IGEF :	Inspection Générale d'Éducation et de Formation
COPE :	Centre d'Orientation et de la Planification de l'Éducation
ENS :	Ecole Normale Supérieure
CPR :	Centre Pédagogique Régional
CFI :	Centre de Formation des Instituteurs
CIO :	Centre d'Information et d'Orientation
CCO :	Centre de Conseil et d'Orientation
CPDI :	Cellule de Production de Documents d'Information
CERED :	Centre d'Études et de Recherches Démographiques

Avant-propos

Le système d'éducation et de formation marocain d'une manière générale, dont le système éducatif en particulier, constitue un élément-clé de la stratégie de développement économique et social nationale.

C'est de la nature des performances des progrès qui y sont et seront réalisés que dépendent les opportunités de développement économique, social, technique et technologique de notre pays, et de relève des obstacles qui pourraient s'y opposer.

Conscients de ces enjeux, les pouvoirs publics placent le secteur éducatif national comme priorité après l'intégrité territoriale.

Les hautes orientations de Feu Sa Majesté Hassan II et de Sa Majesté Mohammed VI, ont largement indiqué les grands choix et directions de développement du système éducatif pour l'édification d'une société prospère, démocratique et moderne.

La Charte Nationale d'Éducation et de Formation représente une traduction de ces orientations à moyen et long terme. Résultant d'un consensus national, elle constitue la base fondamentale des stratégies, politiques et programmes de développement du secteur éducatif au cours de la décennie 2000-2009.

Les efforts déployés par le gouvernement d'alternance ont permis de lancer les premiers chantiers requis pour atteindre les finalités et les objectifs assignés au système national d'éducation et de formation. Le gouvernement qui lui a succédé s'est engagé à poursuivre les efforts en vue de généraliser l'enseignement primaire, de développer l'enseignement secondaire collégial et qualifiant et de promouvoir l'enseignement privé afin qu'il contribue d'une manière efficace à la généralisation de l'enseignement. Le présent gouvernement a aussi retenu la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'éducation non formelle et l'intensification des programmes d'alphabétisation. Il s'est fixé comme objectif de réformer et de moderniser les méthodes d'enseignement, d'introduire les nouvelles technologies d'information et de communication, d'élargir les passerelles d'enseignement et de formation, et de renforcer les filières scientifiques et techniques. L'amélioration de la gestion du système éducatif notamment par la poursuite du processus de décentralisation, de déconcentration et de valorisation des ressources humaines, est l'un des principaux objectifs du gouvernement. La réduction des disparités de scolarisation en milieux urbain et rural et entre les deux sexes, ainsi que la promotion de l'égalité des chances constituent des objectifs de base qui sous-tendent tous les autres objectifs poursuivis.

Bien que des efforts aient été accomplis depuis l'année 2000 en voie de réalisation des finalités et des grands objectifs définis par la Charte, il s'avère nécessaire, au terme des quatre premières années de cette décennie, de faire le point sur les progrès réalisés, et les obstacles rencontrés, de définir les perspectives et les priorités d'action à moyen et long terme pour atteindre les objectifs éducatifs escomptés.

Considérant que l'année 2005 constitue une étape décisive dans la trajectoire de mise en œuvre de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation, et partant de ses missions et attributions, le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique (Département de l'Éducation Nationale : DEN) est déterminé à œuvrer d'une manière intégrée et optimale pour réaliser les finalités et les objectifs assignés au système éducatif.

Le présent document relatif au « Cadre stratégique de développement du système éducatif » représente une base stratégique et opérationnelle pour la gestion progressive intégrée des projets et programmes devant permettre d'atteindre ces objectifs.

Ses grandes lignes ont été élaborées dans le cadre d'un processus participatif auquel ont été associés, dans une première étape, 300 cadres et responsables du Département de l'Éducation Nationale (DEN) relevant des niveaux central et régional, avec l'appui fort appréciable de l'Agence canadienne de Développement international (ACDI). Les documents issus de cette étape ont servi de base pour l'élaboration d'un premier projet de document. Celui-ci, soumis aux différentes directions centrales pour examen et suggestion, a été finalisé et édité en une version préliminaire comportant 600 copies en arabe et 600 autres en français. Il a fait l'objet d'un exposé dans un séminaire national ayant réuni les responsables centraux et régionaux. A cette occasion, il a été diffusé auprès des structures centrales et régionales (AREF) qui ont été sollicitées de l'étudier et de faire parvenir à la Direction de la Stratégie de la Statistique et de la Planification leurs commentaires et observations finales. La prise en compte des suggestions formulées lors du séminaire national et par les structures centrales et régionales a permis de mettre en forme ce document, lequel a été à la base des exposés, débats et ateliers du programme de travail des forums de réformes organisés aux niveaux régional, provincial et local au cours du deuxième trimestre 2004.

Une étape décisive dans ce cheminement fut la conduite d'investigations approfondies concernant le 2^{ème} chapitre, et ce, en coopération avec la Banque Mondiale dans le cadre de la préparation du projet de Programme d'Appui à la Réforme du Système Educatif Marocain (PARSEM). Les travaux de cette étape ont permis d'explorer les tendances prospectives lourdes et les phases critiques du développement futur du système éducatif sur les plans quantitatif, qualitatif et financier.

Enfin, ce processus a permis de disposer d'éléments-clés devant présider aux politiques et programmes d'action du DEN en matière de développement du système éducatif.

Ainsi, se basant sur ces éléments, il a été possible de formuler ce cadre stratégique par sous-système du système éducatif, tout en précisant les priorités d'action, vues sous leur interaction systémique, devant assurer les exigences d'un équilibre du triplet quantité-qualité-efficience de l'action éducative.

Comme le montre le contenu de ce document, la satisfaction de cet équilibre, relève de la responsabilité et de la contribution de toutes les structures du DEN, mais aussi de celle d'autres départements gouvernementaux, de l'adhésion et la contribution effectives des autres partenaires relevant des environnements directs et indirects du système éducatif.

Le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique compte, au moyen de ce travail de base, créer une synergie d'action et de coopération en vue de réussir d'une manière synchronisée les aspirations attendues du système éducatif.

Enfin, il m'est agréable d'exprimer ici ma reconnaissance à l'égard de toutes les personnes qui se sont investies dans les nombreux travaux qui ont mené à la publication du présent cadre stratégique de développement du système éducatif. Je leur adresse aussi mes plus sincères remerciements.

*Le Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur,
de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique
Habib EL MALKI*

Introduction

Le présent cadre stratégique de développement du système éducatif s'inscrit dans le processus de mise en œuvre de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation et des politiques éducatives conséquentes devant être poursuivies à moyen et long terme. Il repose sur les principaux leviers de cette Charte, dont notamment ceux relatifs à la généralisation de la scolarisation, à la qualité, aux ressources humaines et à la gouvernance. Perçu dans une optique managériale systémique, il revêt un caractère à la fois stratégique et opérationnel. Il a pour objet principal d'offrir pour une démarche de planification stratégique, démarche nécessaire pour le pilotage des activités et des enjeux qui marqueront la trajectoire de mise en œuvre du développement du système éducatif compte tenu de la Charte, des politiques gouvernementales et des évolutions des environnements directs et indirects de ce système.

Partant d'une analyse diagnostique des forces et faiblesses caractérisant la situation du système éducatif après quatre années de la décennie nationale d'éducation et de formation, et d'une exploration des perspectives d'avenir de ce système, ce cadre précise les tendances d'évolution du système éducatif à l'horizon 2020 en terme d'élèves scolaires, de besoins physiques et humains et de besoins de financement selon différents scénarios et options d'optimisation. Il rappelle les grands objectifs stratégiques par sous-système éducatif, précise les objectifs spécifiques ou opérationnels relatifs à chaque grand objectif. Il présente les actions prioritaires conséquentes à mettre en œuvre selon une programmation chronologique et suivant les structures qui ont la responsabilité de veiller à leur exécution.

Ainsi, les sous-systèmes distingués sont :

- l'enseignement préscolaire ;
- l'enseignement primaire ;
- l'enseignement secondaire collégial ;
- l'enseignement secondaire qualifiant ;
- l'enseignement originel ;
- l'alphabétisation et l'éducation non formelle.

Ce cadre appréhende aussi les questions de la gestion pédagogique, administrative et financière, et de l'égalité des chances et l'égalité entre les sexes en précisant les différentes possibilités d'action dans ces domaines et les mesures adéquates pouvant être prises en vue de les renforcer.

Il accorde une importance capitale à la coordination, au suivi et à l'évaluation des réalisations et des progrès qui seront effectués à moyen et long terme. L'objectif étant qu'à l'issue d'une étape d'exécution, un feedback puisse être fait pour tirer les leçons et les enseignements utiles et de procéder aux réajustements appropriés.

A cette fin, le cadre stratégique de développement du système éducatif sera mis en œuvre par plans d'action successifs de moyen terme dont le premier couvre la période 2004-2008. Celui-ci porte sur des actions ciblées, prioritaires et fondamentales dans la trajectoire de mise en œuvre de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation et du développement harmonieux des sous-systèmes du système éducatif et de ses domaines vitaux.

Le système de coordination, de suivi et d'évaluation permettra, grâce à une batterie d'indicateurs de suivi appropriés, de mesurer l'état d'avancement, les résultats et les performances atteints et d'introduire les correctifs nécessaires au début de chaque année d'exécution.

• FONDEMENTS ET FINALITES DU SYSTEME EDUCATIF

Le présent cadre stratégique de développement prend appui sur la mission et les valeurs attendues du système éducatif marocain. Celles-ci émanent des fondements et des finalités privilégiées dans la Charte Nationale d'Éducation et de Formation dont un extrait est présenté ci-après.

Fondements constants

Le système éducatif du Royaume du Maroc se fonde sur les principes et les valeurs de la foi islamique. Il vise à former un citoyen vertueux, modèle de rectitude, de modération et de tolérance, ouvert à la science et à la connaissance et doté de l'esprit d'initiative, de créativité et d'entreprise.

Le système éducatif du Royaume du Maroc respecte et révèle l'identité ancestrale de la Nation, il en manifeste les valeurs sacrées et intangibles ; la foi en Dieu, l'amour de la Patrie et l'attachement à la Monarchie Constitutionnelle.

Sur ces fondements, l'éducation cultive les valeurs de citoyenneté qui permettent à tous de participer pleinement aux affaires publiques et privées en parfaite connaissance des droits et devoirs de chacun. Le système d'éducation assure à tous la maîtrise orale et écrite de la langue arabe, langue officielle du pays et, complémentairement, s'ouvre à l'utilisation des langues étrangères les plus largement utilisées dans le monde.

L'éducation s'attache aussi à développer un esprit de dialogue ; elle apprend à accepter la différence et conduit à la pratique démocratique dans le cadre de l'État de Droit.

Le système éducatif s'enracine dans le patrimoine culturel du Maroc. Il respecte la variété de ses composantes régionales qui s'enrichissent mutuellement. Il conserve et développe la spécificité de ce patrimoine, dans ses dimensions éthiques et culturelles.

Le système éducatif marocain participe au développement général du pays, fondé sur la conciliation positive entre la fidélité aux traditions et l'aspiration à la modernité. Il assure une interaction dynamique entre le patrimoine culturel du Maroc et les grands principes universels des droits de l'Homme et du respect de sa dignité.

Le système d'éducation et de formation aspire à faire avancer le pays dans la conquête de la science et dans la maîtrise des technologies avancées. Il contribue ainsi à renforcer sa compétitivité et son développement économique, social et humain, à une époque caractérisée par l'ouverture sur le monde.

Finalités majeures

La réforme de l'éducation et de la formation place l'apprenant, en général, et l'enfant en particulier, au centre de la réflexion et de l'action pédagogiques. Dans cette perspective, elle se doit d'offrir aux enfants du Maroc les conditions nécessaires à leur éveil et à leur épanouissement.

Elle doit, en outre, mettre en place les structures permettant aux citoyens d'apprendre toute leur vie durant.

La réalisation de ces objectifs nécessite la prise en compte des attentes et des besoins des enfants, sur les plans psychique, affectif, cognitif, physique, artistique et social ; elle exige un comportement pédagogique adéquat au sein de la famille, à l'école, puis dans la vie active.

Partant, les éducateurs et la société en entier adoptent envers les apprenants en général, et les enfants en particulier, une attitude de compréhension, de guidance et d'aide à l'affermissement progressif de leurs démarches intellectuelles et opératoires, tout au long du processus d'apprentissage, de socialisation et d'intériorisation des normes religieuses, civiques et sociétales.

Se basant sur la finalité précédente, le système d'éducation et de formation doit s'acquitter intégralement de ses fonctions envers les individus et la société :

- envers les individus, en leur offrant l'occasion d'acquérir les valeurs, les connaissances et les habiletés qui les préparent à s'intégrer dans la vie active et leur offre l'occasion de poursuivre leur apprentissage, chaque fois qu'ils répondent aux conditions et détiennent les compétences requises, ainsi que l'opportunité d'exceller et de se distinguer chaque fois que leurs aptitudes et leurs efforts les y habilitent ;
- envers la société, en lui fournissant des travailleurs et des cadres qualifiés, compétents et aptes à contribuer efficacement à la construction continue de leur pays, sur tous les plans. De surcroît, la société est en droit d'attendre du système d'éducation-formation qu'il prépare une élite de savants et de hauts cadres de gestion, capables de piloter l'essor du pays et de le conduire à gravir les échelons du progrès scientifique, technique, économique et culturel.

Pour que le système d'éducation et de formation puisse remplir ces missions avec succès, ses acteurs et partenaires doivent converger vers, et toujours garder en vue la formation du citoyen dont le profil est défini ci-dessus.

La nouvelle école nationale marocaine travaille à devenir :

- une école vivante, grâce à une approche pédagogique fondée sur l'apprentissage actif, non la réception passive ; la coopération, la discussion et l'effort collectifs, non le travail individuel seul ;
- une école ouverte sur son environnement, grâce à une approche pédagogique fondée sur l'accueil de la société au sein de l'école, et la sortie de l'école vers la société avec tout ce qui peut être engendré comme bénéfique pour la nation ; cela nécessite de tisser de nouveaux liens solides, entre l'école et son environnement social, culturel et économique.

Chapitre 1 : Analyse de la situation



L'analyse de la situation du système éducatif à l'issue des quatre années écoulées de la décennie nationale d'éducation et de formation (2000-2009) permet de relever la nature des progrès réalisés, les réformes institutionnelles introduites, les difficultés rencontrées, les faiblesses et les limites à la réalisation satisfaisante des politiques et programmes éducatifs devant découler des stipulations de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation.

I. Nature des progrès réalisés

1. L'enseignement préscolaire

L'enseignement préscolaire est dispensé par une multitude d'établissements et d'acteurs. Il comprend, outre les établissements modernes autorisés, le Msid, le Kouttab et autres institutions.

Cet ordre d'enseignement, ouvert principalement aux enfants âgés de 4 à 5 ans, a marqué une régression. En effet, les effectifs inscrits dans les établissements autorisés et recensés par le DEN sont passés de 817 054 à 684 783 élèves entre 1999-2000 et 2003-2004. Ainsi, on note une décroissance annuelle moyenne de l'ordre de 5 % par an au niveau national, contre 8,7 % en milieu rural et 1,7 % en milieu urbain.

Les taux nets de préscolarisation qui en découlent sont en 1999-2000 de 55,20 % au niveau national, 67,5 % en milieu urbain et 44,2 % en milieu rural, contre respectivement 50,1 %, 64,6 % et 35,7 % en 2003-2004 (annexe 1).

Cette baisse est naturelle dans la mesure où l'enseignement préscolaire n'accueille plus les enfants de 6 ans, voire de 7 ans et plus car ils ont été intégrés dans l'enseignement primaire. On peut aussi l'expliquer aussi par le fait que les enfants possibles à préscolariser ont été vite absorbés par le système. Mais, d'autres actions et mesures spécifiques sont à entreprendre.

L'examen de la répartition des préscolarisés, par milieu de résidence et par sexe, montre que les déficits accusés se situent en milieu rural, principalement en raison de la non préscolarisation des filles. En effet, au cours des années 2000 à 2003, le rapport moyen des filles dans les effectifs d'élèves préscolarisés âgés de 4 à 5 ans avoisinait 36,5 % au niveau national, 46 % en milieu urbain et seulement 21,1 % en milieu rural.

Examiné par région économique et suivant le taux net de préscolarisation, l'enseignement préscolaire reste sous-développé. Les taux nets de préscolarisation par région se présentent comme suit : l'Oriental (28 %), Doukkala-Abda (38 %), Fès-Boulmane (39 %), Guelmim-Essmara (43 %), Marrakech-Tensift-Al Haouz (44 %), Taza-Al Hoceima-Taounat (46 %), Tadla-Azilal (46 %) et Tanger-Tétouan (49 %).

Au regard de ces résultats, il apparaît que les actions d'accélération du développement de l'enseignement préscolaire sont intimement liées au degré d'intensification des efforts déployés en vue de son développement en milieu rural, en particulier celui relevant des régions mentionnées ci-dessus et surtout en ce qui concerne la préscolarisation des filles.

Le programme entrepris par le DEN, visant la création de 1 500 classes du préscolaire, rentre dans cette préoccupation. Dans le cadre de ce programme, 382 salles de classe ont été identifiées en partenariat avec des

ONGs et sont en cours d'équipement par l'Agence de Développement Social (ADS). Il en est de même de 440 autres salles. L'ensemble permettra de disposer de près de 1 230 classes d'enseignement préscolaire.

Sur le plan institutionnel, les initiatives suivantes ont été prises :

- L'adoption de la loi 05-00 sur le statut de l'enseignement préscolaire publié dans le bulletin Officiel n° 4798 du 25 mai 2000 ;
- La promulgation de la circulaire relative à l'obligation de la déclaration des enfants ayant atteint 4 ans conformément aux dispositions de la note du Ministère de l'Intérieur n° 100 du 26 juin 2000 ;
- La publication du décret d'application de cette loi en juin 2001 ;
- La publication de l'arrêté ministériel n° 1535.03 du juillet 2003 relatif aux conditions d'ouverture des établissements du préscolaire et au profil des ressources humaines opérant dans ces établissements.

De même, il a été procédé à la mise en place de 14 centres de ressources destinés à apporter un appui pédagogique et didactique à l'enseignement préscolaire. Cela a permis de disposer de 47 centres opérationnels, avec une équipe centrale composée de 20 formateurs, des équipes régionales et locales. Ainsi, au terme de l'année 2002, et grâce à la diversification des partenaires et à leur appui en faveur de l'enseignement préscolaire, il a été possible d'assurer une formation à 13 inspecteurs-coordonateurs, 28 animateurs, 140 conseillers et 5 396 éducateurs et éducatrices.

En général, il se dégage que la formation «sur le tas» au moyen du réseau de centres de ressources, est peu coûteuse et plus opérationnelle. Elle mérite d'être soutenue et perfectionnée au cours de toutes les étapes de généralisation de l'enseignement préscolaire.

2. L'enseignement primaire

Entre 1999-2000 et 2003-2004, le nombre de salles de classe dans l'enseignement primaire public a été augmenté de 8 385 dont 85 % dans le milieu rural. Autrement dit, la capacité d'accueil en nombre de salles de classe a augmenté de près de 2 096 salles en moyenne annuelle.

Globalement le nombre des cantines scolaires est passé de 11 183 en 1999-2000 à 12 350 cantines en 2003-2004, dont, pour cette dernière année, 94,4 % en milieu rural. 390 cantines ont donc été créées par an en moyenne.

Les effectifs scolarisés dans l'enseignement primaire public et privé ont atteint au niveau national 4 070 177 élèves en 2003-2004 contre 3 669 605 en 1999-2000, soit un accroissement annuel moyen de 2,62 %. Au cours de cette période, l'accroissement des effectifs scolarisés a été plus important en milieu rural (3,9 %) qu'en milieu urbain (1,4 %) en moyenne par an.

L'effectif total des enfants âgés de 6 à 11 ans scolarisés dans le primaire est passé de 3 026 040 à 3 316 216 élèves, soit une croissance annuelle moyenne de 2,3 % au niveau national, 3,2 % en milieu rural et 1,6 % en milieu urbain.

Le taux de scolarisation global des enfants de cette catégorie d'âge est passé de 79 % en 1999-2000 à 92,2 % en 2003-2004, soit respectivement 69,5 % et 87,8 % en milieu rural, 90 % et 96,6 % en milieu urbain.

Quant au pourcentage de filles dans l'ensemble des effectifs d'élèves scolarisés et âgés de 6 à 11 ans, il se situe, au cours de la période 2001 à 2004, à près de 47,3 % au niveau national, 48,9 % en milieu urbain et 45,5 % en milieu rural.

Les effectifs d'élèves scolarisés dans l'enseignement primaire privé sont passés de 171 679 élèves en 1999-2000 à 223 227 élèves en 2003-2004, soit un taux d'accroissement annuel moyen de l'ordre de 6,8 %. Au cours de cette période, la part annuelle moyenne des élèves inscrits dans les établissements privés par rapport aux effectifs globaux du primaire s'élève à 5 %.

Sur le plan de la gestion pédagogique de l'enseignement primaire public, certaines caractéristiques importantes méritent d'être examinées.

Au niveau des taux d'écoulement des effectifs, il est à noter que le taux moyen de promotion s'élevait à 80,8 % en 2001-2002 contre 81,5 % en 1999-2000. Quant aux taux moyens de redoublement et d'abandon, ils sont estimés respectivement à 14 % et 12,8 % et à 5,2 % et 5,7 %.

Concernant le nombre d'élèves par classe, il est à remarquer qu'il n'a pas subi de changement significatif puisque le ratio moyen élèves/classe est passé de 28,9 en 1999-2000 à 29 en 2003-2004. Le nombre d'élèves par enseignant a connu une légère baisse, en passant de 28,7 en 1999-2000 à 28,4 en 2003-2004.

Quant à la répartition de l'emploi du temps hebdomadaire des enseignants, on relève qu'au cours de l'année 2002-2003 :

- 1 641 enseignants (1,2 %) n'avaient pas d'emploi du temps ;
- 131 709 enseignants (97,4 %) avaient un emploi du temps légal à savoir 30 heures par semaine ;
- 1 849 enseignants (1,4 %) avaient un emploi du temps de 27 heures en moyenne par semaine.

Ce qui correspond à un potentiel de 1 826 enseignants pouvant être redéployés pour l'encadrement pédagogique de l'enseignement primaire.

En matière d'amélioration de la qualité de l'enseignement, de nouveaux programmes ont été introduits en 2002-2003 au niveau de la 1^{ère} année et en 2003-2004 au niveau des 2^{ème} et 4^{ème} années primaires.

Par ailleurs, les manuels scolaires ont fait l'objet d'une réforme fondamentale sur la base des approches pédagogiques des nouveaux programmes. Dans le but d'en améliorer la qualité, le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique (DEN) a aussi opté pour le développement de la concurrence transparente entre les éditeurs, les auteurs et les créateurs. A la base, des cahiers de charges précisent toutes les caractéristiques pédagogiques, techniques et esthétiques des ouvrages, ainsi que les aspects organisationnels et juridiques qui président à la production des livres scolaires.

Il faut signaler que, si le lancement de la réforme s'est effectué avec la production des livres de 5 matières de la 1^{ère} année primaire pour l'année scolaire 2002-2003, le Ministère est passé en 2003-2004 à une période de croissance de la réforme par l'adoption 65 livres nouveaux concernant quatre autres niveaux.

Pour le renforcement de l'enseignement des langues, les principales mesures suivantes ont été prises :

- En 2003-2004, introduction de l'enseignement de l'amazigh à partir de la 1^{ère} année primaire dans 345 écoles primaires ;
- En 2002-2003, introduction de l'enseignement du français à partir de la 2^{ème} année primaire et non plus à partir de la 3^{ème} année.

Concernant les aspects organisationnels, d'importants textes législatifs et réglementaires ont été promulgués en vue d'institutionnaliser les nouvelles orientations préconisées par la Charte Nationale d'Éducation et de Formation. Il y a lieu de retenir en particulier, au cours du mois de mai 2000, la promulgation de la loi sur l'obligation de l'enseignement fondamental.

Au sens de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation, l'enseignement secondaire collégial, d'une durée de trois années, est destiné aux jeunes issus de l'enseignement primaire et titulaires du certificat d'études primaires.

Globalement, l'enseignement secondaire collégial public et privé assure la scolarisation de 1 161 319 élèves en 2003-2004 contre 992 225 en 1999-2000, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 4 %. En milieu urbain, ce taux atteint 2,6 % contre 11 % en milieu rural. La part annuelle moyenne des élèves scolarisés dans le milieu rural avoisine, de 2000-2001 à 2003-2004, près de 18 %.

Le taux de scolarisation des enfants âgés de 12 à 14 ans est passé au niveau national de 58 % en 1999-2000 à 68,8 % en 2003-2004, de 83,2 % à 87,3 % en milieu urbain et de 34,8 % à 50 % en milieu rural.

La part moyenne des filles par rapport aux effectifs globaux de cette catégorie de scolarisés atteint entre 2001-2004, près de 44 % au niveau national, 37,6 % en milieu rural et 47,15 % en milieu urbain.

L'enseignement secondaire collégial public est dispensé dans des collèges, des annexes de collèges et des lycées. En 2003-2004, la carte scolaire collégiale se compose de 1 155 collèges, 51 annexes de collèges et 183 lycées dont respectivement 395 (34 %), 29 (57 %) et 55 (30 %) se trouvent en milieu rural.

A la même année, il dispose de 183 internats dont 99 en milieu rural avec un effectif global de 36 837 internes dont 40 % sont ruraux. Sachant que ce nombre n'était que de 127 en 1999-2000, le nombre additionnel annuel moyen d'internats au cours des quatre dernières années s'élève à 14 internats.

Le nombre de salles de classe est passé de 22 235 en 1999-2000 à 25 889 salles en 2003-2004, soit en moyenne près de 913 salles supplémentaires par an.

Au cours de cette période, l'effectif d'élèves est passé globalement de 978 520 à 1 134 152 élèves, soit 3,75 % d'accroissement annuel moyen.

La part des élèves scolarisés en milieu rural reste faible. Elle s'établit à 18 % en moyenne annuelle en passant de 16 % en 2000-2001, à près de 19,8 % en 2003-2004.

Sur le plan du fonctionnement pédagogique et de l'efficacité interne, l'enseignement collégial public est marqué par des facteurs préoccupants.

Les taux de redoublement et d'abandon sont élevés pour les trois années d'études. En effet, au cours des années 1999-2000 à 2001-2002, les taux moyens de redoublement sont estimés à environ 12,7 % en 1^{ère} année, à 11,7 % en 2^{ème} année et à 33 % en 3^{ème} année ; ceux d'abandon avoisinent respectivement 11,7 %, 10 % et 20,7 %.

Examinés au cours de la période 2001-2003, les ratios moyens d'élèves par salle, par classe et par enseignant sont respectivement d'environ 43,7 ; 33 et 20.

L'analyse de la répartition de l'emploi du temps hebdomadaire des enseignants au cours de l'année 2002-2003 révèle que :

- 559 enseignants (1 %) n'avaient pas d'emploi du temps ;
- 33 160 enseignants (61,4 %) avaient un emploi du temps légal à savoir 24 heures par semaine ;
- 20 293 enseignants (37,6 %) avaient un emploi du temps de 16 heures et demi en moyenne par semaine.

Ce qui représente un potentiel équivalent à 6 900 enseignants réallouables à l'exercice effectif dans ce cycle d'enseignement.

En matière d'amélioration du contenu pédagogique de l'enseignement collégial, le DEN a introduit en 2002-2003 de nouveaux programmes en 1^{ère} année. Il a aussi introduit la deuxième langue étrangère en 3^{ème} année, ainsi que l'informatique dont 50 % des élèves de la 3^{ème} année du secondaire collégial bénéficient. L'informatique est dispensée aussi dans d'autres classes des 1^{ère} et 2^{ème} années. Le premier groupe d'enseignants chargés d'enseigner et d'utiliser l'informatique a été formé en 2001-2002.

En ce qui concerne l'organisation des examens, il convient de noter que le DEN a organisé, à partir de 2001-2002, l'examen du certificat d'enseignement collégial au niveau régional.

Par ailleurs, entre 1999-2000 et 2003-2004, il est à noter que si la contribution du secteur privé en termes d'effectifs scolarisés n'est que de l'ordre de 1,76 % en moyenne annuelle et qu'elle reste limitée au milieu urbain, il n'en demeure pas moins que le nombre d'élèves poursuivant leurs études dans les établissements privés d'enseignement secondaire collégial a plus que doublé au cours des cinq dernières années. De 13 702 élèves en 1999-2000, il est passé à 27 167 en 2003-2004, soit un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 18,7 %.

4- L'enseignement secondaire qualifiant

Dans ses structures actuelles, l'enseignement secondaire qualifiant, au sens de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation, dispense, au cours d'un cycle de trois ans, les études préparant aux baccalauréat en lettres, sciences expérimentales, sciences mathématiques et technique.

Au niveau national, l'effectif total des élèves dans l'enseignement secondaire qualifiant public et privé est passé de 441 557 élèves en 1999-2000 à 603 321 en 2003-2004, soit un taux d'accroissement annuel moyen de l'ordre 6,35 %.

Malgré le faible pourcentage moyen annuel des élèves scolarisés dans le rural (5,7 %), il est à noter, au cours de la période considérée 1999-2000 à 2003-2004, que l'effectif total des élèves du secondaire qualifiant dans ce milieu a enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 14,5 % contre 6,3 % pour le milieu urbain.

Globalement, les taux nets de scolarisation des jeunes âgés de 15 à 17 ans sont passés au niveau national de 35,4 % en 1999-2000 à 42,8 % en 2003-2004, de 60 % à 69 % en milieu urbain et de 9,7 % à 15,6 % en milieu rural.

En 2003-2004, l'enseignement secondaire qualifiant public est organisé dans 615 établissements, se répartissant comme suit :

- 538 lycées d'enseignement général dont 94 en milieu rural (17,5 %) ;
- 55 lycées d'enseignement général et technique, tous localisés en milieu urbain ;
- 20 lycées d'enseignement technique dont 1 se trouve en milieu rural ;
- 2 annexes de lycées implantées en milieu urbain ;
- 40 collèges dont 17 en milieu rural.

Globalement, la capacité d'accueil en terme de salles de classe est passée de 13 364 en 1999-2000 à 14 408 salles en 2003-2004, soit en moyenne près de 261 salles de classe additionnelles par an. Au titre de l'année 2003-2004, le nombre d'internats est de 210, celui des internes atteint 43 457 contre 29 633 en 1999-2000. La part moyenne annuelle des internes dans le total des élèves est estimée à 7,25 % au cours des cinq dernières années.

Le secteur de l'enseignement secondaire qualifiant privé a connu, au cours de la période de 1999-2000 à 2003-2004, une décroissance de ses effectifs. En effet, ceux-ci sont passés de 31 390 en 1999-2000 à 29 673 en 2003-2004, soit un taux annuel moyen de régression de 1,35 %. Au cours de cette période, la part annuelle moyenne de ces effectifs par rapport aux effectifs globaux du secondaire qualifiant a été de l'ordre de 5,8 %.

Sur le plan du fonctionnement pédagogique de l'enseignement secondaire public qualifiant certains éléments-clés méritent d'être examinés.

Concernant les taux d'écoulement, on constate qu'au cours de la période 1999-2000 à 2001-2002, le taux moyen de redoublement est de l'ordre de 18 % en 1^{ère} année, 15,7 % en 2^{ème} année et 20 % en 3^{ème} année. Le taux élevé de redoublement en 3^{ème} année serait dû au retard d'adaptation aux conditions du nouveau système d'examens. Les taux d'abandon moyens observés sont respectivement de 9 %, 8,7 % et 11,4 %.

Au cours de la période 2000 à 2004, le ratio moyen d'élèves par classe est de l'ordre de 33. Quant au ratio élèves par enseignant, il est en moyenne de 15.

Par ailleurs, la répartition de l'emploi du temps hebdomadaire des enseignants du secondaire qualifiant montre que :

- 442 enseignants (1,3 %) n'avaient pas d'emploi du temps ;
- 3 485 enseignants (10,3 %) accomplissaient 21 heures d'enseignement par semaine ;
- 29 948 enseignants (88,4 %) avaient un emploi du temps de 15 heures et demi en moyenne par semaine.

Autrement dit, il existe un potentiel équivalent à 7 929 enseignants dont la situation doit être examinée en vue d'une réallocation optimale des ressources humaines enseignantes au secondaire qualifiant.

Une étude relative à l'éducation physique et au sport scolaire concernant l'enseignement secondaire qualifiant et celui technique a été réalisée en 2001.

Par ailleurs, les équipements informatiques ont été renouvelés en 2002-2003 à raison de 5 ordinateurs pour tout établissement d'enseignement secondaire général et 10 pour tout établissement comportant des classes préparatoires ou des classes de Brevet de Technicien Supérieur (BTS).

5. L'alphabétisation et l'éducation non formelle

5.1. L'alphabétisation

Dans le domaine de l'alphabétisation, l'effectif des bénéficiaires des différentes actions entreprises a connu une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 29 % entre 1999-2000 et 2001-2002 en passant de 233 650 à 390 000 bénéficiaires.

Il apparaît que la part la plus importante des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation revient aux ONGs, soit 56 %, suivies par les opérateurs publics (23 %) et la campagne générale (16 %). Le département des Habous et Affaires Islamiques intervient en faveur de 3,8 % de bénéficiaires et les entreprises assurent d'alphabétisation de près de 1,5 % de bénéficiaires.

5.2. L'éducation non formelle

L'éducation non formelle, destinée à alphabétiser des jeunes non scolarisés ou déscolarisés, âgés de 8 à 16 ans, est mise en œuvre dans le cadre de conventions avec des ONG dont le nombre a atteint 32 au titre de l'année 2003-2004 contre respectivement 43, 42, et 39 au cours des quatre années précédentes.

L'effectif global des bénéficiaires de cette action éducative tend à diminuer puisqu'il est passé de 35 855 en 1999-2000 à 23 822 bénéficiaires au titre de l'année scolaire 2003-2004, en enregistrant un taux de régression annuel moyen de 9,5 %.

Au cours de cette période, la part moyenne des jeunes filles dans l'ensemble des bénéficiaires est de l'ordre de 65 %. Ce qui dénote une adhésion assez forte des jeunes filles au programme d'éducation non formelle.

En 2003-2004, la répartition régionale des bénéficiaires montre que 23,8 % d'entre eux relèvent de la région Meknès-Tafilalt, 15,2 % de la région Rabat-Salé-Zemmour-Zaër, 8,9 % de la région du Souss-Massa-Draâ et près de 8,3 % de la région du grand Casablanca, soit un total de 56,2 % des bénéficiaires pour ces quatre régions. Dans certaines régions, on note l'absence de bénéficiaires (Guelmim-Es-smara) ou un effectif faible comme pour les régions de Tadla-Azilal, l'Oriental et Fès-Boulmane où les effectifs de bénéficiaires sont respectivement de 195, 539 et 949.

II. Réformes institutionnelles

Pendant que le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique (DEN) met en place les capacités d'accueil accélératrices de la scolarisation aux différents sous-systèmes du système éducatif, des réformes institutionnelles ont été introduites, en plus de celles pédagogiques mentionnées ci-dessus. Il s'agit en particulier de la restructuration des structures centrales du DEN depuis le mois de juillet 2003, de la décentralisation et la déconcentration des structures et des attributions de gestion du système, et de la création d'un contexte humain favorable aux changements que doit connaître le système éducatif grâce à une valorisation matérielle et professionnelle au profit de ses acteurs directs.

1. La restructuration des structures centrales

Comme conséquences essentielles de la décentralisation et de la déconcentration de ses structures et attributions, le DEN a été doté d'un nouvel organigramme. Grâce à celui-ci, les structures centrales du DEN ont été fortement réduites. Ainsi le nombre de directions centrales est ramené à 10 au lieu de 18, celui des divisions a été réduit de 72 à 33 et les services de 238 à 71.

Une inspection générale de l'éducation et de la formation a été aussi instituée. Elle est constituée de deux inspecteurs généraux, le premier chargé des questions pédagogiques et le second des affaires administratives.

Les directions créées sont relatives aux domaines suivants :

- Les ressources humaines et la formation des cadres ;
- La stratégie, la statistique et la planification ;
- La coopération et la promotion de l'enseignement privé ;
- Les affaires juridiques et le contentieux ;
- Les curricula ;
- Les affaires générales, le budget et le patrimoine ;
- L'évaluation, l'organisation de la vie scolaire et les formations communes entre les académies ;
- La rénovation éducative et l'expérimentation ;
- La promotion du sport scolaire ;
- La gestion du système de l'information.

Les attributions confiées à ces directions sont centrées sur des missions et des rôles d'orientation et de conception à caractère national pour le développement du système éducatif. Elles sont conçues de manière à éviter les doubles emplois entre directions, à optimiser l'utilisation des ressources humaines et matérielles, et à renforcer les fonctions de coordination, de suivi et d'évaluation.

Cependant, malgré ce changement salubre, la pyramide actuelle de répartition du personnel du DEN comporte une base constituée pour une grande part de petits et moyens fonctionnaires. Une telle situation mérite d'être revue en renforçant la qualification, l'expertise et les compétences requises pour la réussite des réformes éducatives. A ce titre, le redéploiement du personnel peut être une option judicieuse.

2. La décentralisation et la déconcentration

La réforme institutionnelle la plus pertinente ayant marqué les quatre premières années de la décennie nationale d'éducation et de formation réside, incontestablement, dans la création des Académies Régionales d'Éducation et de Formation (AREF). Celles-ci ont été créées, en vertu de la loi promulguée en mai 2000 et de son décret d'application promulgué en juin 2001, dans les seize régions du Royaume. Les AREF sont des établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Chaque AREF est chargée, dans les limites de son ressort territorial, de mettre en œuvre la politique éducative et de formation, compte tenu des priorités et des objectifs nationaux établis par l'autorité de tutelle.

Dans ce cadre, chaque AREF a pour missions principales :

- D'établir les cartes éducatives prévisionnelles régionales et la carte scolaire régionale ;
- De contribuer à la définition des besoins en formation professionnelle des jeunes ;
- D'établir le programme prévisionnel pluri-annuel des investissements relatifs aux établissements d'éducation et de formation sur la base de la carte éducative prévisionnelle ;
- De définir les opérations annuelles de construction, d'extension, de grosses réparations et d'équipement des établissements d'éducation et de formation ;
- De réaliser ou d'assurer le suivi des projets de construction, d'extension, de grosses réparations et d'équipement des établissements d'éducation et de formation en déléguant la réalisation, le cas échéant, à d'autres organismes dans le cadre de conventions ;
- De veiller au contrôle sur les lieux de l'état des établissements d'éducation et de formation, de la qualité de leur entretien et de la disponibilité des moyens de travail nécessaires ; elle doit à cet effet intervenir immédiatement pour corriger toute anomalie entravant le bon fonctionnement des établissements précités et de leurs équipements, ou qui porte atteinte à leur environnement, à leur esthétique ou à leur climat éducationnel ;
- De délivrer les autorisations d'ouverture, d'extension ou de modification des établissements préscolaires et scolaires privés conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

En matière budgétaire, les ressources des AREF sont constituées de :

- Subventions et participations, reçues dans le cadre de partenariats, des Collectivités Locales et leurs groupements et de tout autre organisme public ou privé ;
- D'avances remboursables du Trésor et d'organismes publics ou privés ainsi que d'emprunts autorisés conformément à la législation en vigueur ;
- Dons, legs et produits divers ;
- Revenus provenant de ses prestations en rapport avec ses activités ;
- Toutes autres recettes qui peuvent lui être attribuées ultérieurement par les dispositions législatives et réglementaires.

Les dépenses comportent :

- Les dépenses d'équipement et de fonctionnement ;
- Les remboursements des avances et emprunts ;
- Toute autre dépense en rapport avec son activité.

Ainsi, les attributions de formulation, de mise en œuvre et de gestion des programmes de construction, d'équipement et d'entretien de l'infrastructure éducative, relevant auparavant des structures centrales, ont été transférées aux AREF.

L'exercice de ces attributions dans des conditions performantes impose l'analyse approfondie des possibilités humaines, matérielles et institutionnelles dont disposent les AREF ainsi que des modes et relations de gestion des affaires pédagogiques et formationnelles aux niveaux régional, provincial et local. A cet effet, il s'avère prioritaire d'élaborer des programmes d'urgence pour le renforcement de leurs capacités d'exécution et de gestion intégrée des différentes opérations et pour le parachèvement du processus de déconcentration. Etant donné la situation des ressources financières des AREF, elles sont appelées à diversifier les sources de leurs budgets selon un plan d'action de mobilisation de partenaires et d'acteurs sur une base de contractualisation.

En vue de mettre en place les structures organisationnelles de ces AREF, le DEN a procédé à partir d'août 2003 à la nomination de leurs responsables (16 directeurs, 37 chefs de division et 98 chefs de service).

Le DEN a organisé aussi, au cours du mois de février 2004, l'opération de sélection des directeurs des CPR et des CFI. Ces opérations ont été organisées selon une procédure d'appel à candidature.

3. La valorisation matérielle et professionnelle

Conscient du rôle capital des ressources humaines éducatives dans la réussite de toute politique d'enseignement, le DEN a accordé une attention particulière à la valorisation matérielle et professionnelle de ces ressources et à la résolution des problèmes que connaissaient certaines catégories d'enseignants ou d'agents administratifs.

Dans ce cadre, le DEN a mis en œuvre les principales opérations suivantes :

- Création et organisation de la Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales en août 2001 ;
- Réintégration dans des situations administratives convenables de 58 fonctionnaires parmi les diplômés de doctorats au titre de l'année 2001 et recrutement de 193 cadres porteurs de diplômes supérieurs au cours des années 2003 et 2004 ;
- Organisation de la promotion interne au choix, conformément au système de quotas, au profit de 18 123 fonctionnaires au titre de 2000 et 2001 et programmation de l'exécution de la promotion au choix au titre de 2002 au bénéfice de 5 426 fonctionnaires ;
- Régularisation de la situation de 846 révoqués et rayés de cadres pour des raisons politiques ou syndicales, au titre de l'année scolaire 2002-2003 ;
- Régularisation de la situation de 1 974 instituteurs réservistes des première, deuxième et troisième tranches au titre de l'année scolaire 2002-2003 et programmation de régularisation de 600 autres cas au titre de la quatrième tranche ;
- Titularisation de 2 785 agents temporaires et journaliers au titre de 2001 et 2002, et programmation de régularisation de la situation de 1 880 agents au titre de l'exercice budgétaire 2003 ;
- Changement de cadres au profit de 30 fonctionnaires et agents de l'administration centrale porteurs de diplômes supérieurs au cours de l'année 2002 et programmation de la régularisation de la situation de 460 fonctionnaires et agents des services extérieurs porteurs de diplômes supérieurs à partir de février 2003 ;
- Recrutement de 200 jeunes issus des provinces du sud au cours du mois de septembre 2003 ;
- Organisation des concours professionnels au titre de 2003 à hauteur de 11 456 postes budgétaires avec la participation de plus de 93 000 candidats ;

- Paiement de la première et de la deuxième tranche de l'augmentation des salaires des personnels du DEN respectivement aux mois de mars et septembre 2003.

Par ailleurs, les engagements du gouvernement en matière de réforme du régime indemnitaire du personnel enseignant se sont traduits par une enveloppe budgétaire de 4 milliards de DH.

Ainsi, les efforts consentis par l'État au profit de la valorisation matérielle et professionnelle des ressources humaines en activité dans le secteur de l'Éducation nationale sont très importants. Ils méritent d'être accompagnés d'actions de mobilisation de toutes les énergies en présence pour contribuer à lever les obstacles que rencontre le développement quantitatif et qualitatif harmonieux du système éducatif conformément aux fondements et aux orientations de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation. A cet effet, il est capital de déclencher un processus de dialogue, de sensibilisation et de persuasion afin que tous les acteurs de l'environnement direct du système éducatif adhèrent à la mise en œuvre de la Charte et à la réalisation de ses objectifs.

D'une manière générale, il s'avère que l'amélioration et la modernisation de la gestion des ressources humaines passent inéluctablement par :

- Le développement, la généralisation et la décentralisation du système d'information, et ce, à tous les niveaux ;
- La mise en place de mesures d'équité entre les sexes et d'égalité des chances dans le recrutement et la promotion des ressources humaines ;
- La motivation du personnel par l'amélioration de ses conditions sociales, la reconnaissance de ses mérites et la révision de ses statuts ;
- L'amélioration de la qualité de la formation du personnel ;
- La promotion de la recherche en éducation.

III. Contraintes et opportunités

1. Contraintes

Malgré les réformes et les efforts déployés, la situation actuelle du système éducatif se caractérise par d'importantes difficultés dues principalement à :

- L'insuffisance de la formation initiale et continue du personnel ;
- Au manque de souplesse et d'adaptabilité des programmes d'enseignement qui n'évoluent pas parallèlement au développement scientifique et technologique ;
- La déficience de l'organisation didactique et matérielle des activités formatrices et créatives ;
- L'insuffisance d'initiatives intégrées prises jusqu'à présent pour assurer une qualité égale de l'éducation entre le milieu rural et le milieu urbain ;
- L'insuffisance de mesures concrètes et systématiques en vue d'éliminer les discriminations et les préjugés sexistes dans les manuels scolaires, dans les curricula, les programmes et dans l'acte pédagogique, malgré les efforts récents dans ce domaine.

A ces difficultés s'ajoutent d'autres contraintes, dont notamment l'insuffisance des crédits alloués au département dans le cadre des lois de finances, qui ne permettent pas de répondre aux besoins des réformes découlant des recommandations de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation. Ceci se traduit par les dysfonctionnements suivants :

- Sureffectifs dans les classes à cause des limites d'extension de la capacité d'accueil des établissements scolaires ;

- Insuffisance des crédits nécessaires à la réhabilitation des infrastructures scolaires ;
- Problème d'acquisition de terrains lié aux arriérés financiers et à la non disponibilité d'un projet global proposant des solutions définitives dans le cadre des lois relatives à l'aménagement du territoire ;
- Retard dans la réalisation des projets d'investissement à cause de la lourdeur des procédures relatives à l'acquisition de terrains, à la réalisation des études techniques, au paiement des arriérés et à l'approbation des marchés... ;
- Insuffisance de l'équipement et du matériel didactique dans les écoles rurales ;
- Insuffisance en matière de remplacement des équipements et du matériel dégradé ;
- Manque d'internats dans les collèges, notamment en milieu rural ;
- Insuffisance du nombre de cantines scolaires, ne couvrant que 51 % des élèves du milieu rural ;
- Insuffisance des bourses octroyées aux élèves du collège dans le milieu rural, en particulier aux filles ;
- Insuffisance de l'encadrement pédagogique assuré par les différents corps d'inspecteurs et notamment en milieu rural.

Par ailleurs, la gestion du système éducatif est caractérisée par :

- Un faible rendement du système éducatif dû à des structures organisationnelles qui appuient davantage leur gestion opérationnelle sur le respect strict des procédures et directives plutôt que sur les résultats, le pilotage et le contrôle ;
- La persistance de disparités entre les sexes et entre les milieux se traduisant par un accès inégal des filles et des garçons aux cycles d'enseignements, une faible rétention des filles et des garçons ruraux ;
- L'insuffisance de l'impact des activités de partenariat et de coopération.

Parmi les causes principales de cette situation, il y a lieu de citer :

- L'insuffisance d'enracinement d'une culture d'optimisation et d'économie ;
- L'absence d'une stratégie en matière de gestion des ressources humaines, de normes et de standards en matière d'évaluation des performances et en matière de dépense éducative ;
- La part prépondérante des salaires dans le budget de fonctionnement du système éducatif ;
- Le manque d'une implication effective et forte des Collectivités Locales dans la contribution au financement et à la gestion des services éducatifs.

Les dysfonctionnements relatifs à l'exercice et à la gestion des ressources humaines sont nombreux et entravent sérieusement le bon fonctionnement du système éducatif. En effet, la lenteur des procédures administratives, inhérentes à tout système basé sur la centralisation de la gestion et de l'information, et l'absence de vision concernant l'encadrement, la formation, la motivation, la promotion et l'évaluation de l'apport du personnel constituent les principaux handicaps de ce secteur.

2. Opportunités

Les opportunités offertes au développement du système éducatif sont nombreuses et multiformes, mais sous-capitalisées et sous-valorisées.

En premier lieu, ce développement a fait l'objet d'un consensus national dans le cadre de l'élaboration et de l'adoption de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation. Celle-ci a défini les rôles et les responsabilités des différents acteurs directs et indirects du système éducatif.

En deuxième lieu, le contexte national est favorable aux différentes formes d'impulsions à une synergie d'action, de coopération et de décisions rationnelles au profit du développement du système éducatif. Les hautes orientations et instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, réitérées à plusieurs occasions, constituent

un grand appui à une dynamique devant être déclenchée et consolidée dans ce sens.

Par ailleurs, les progrès réalisés dans le milieu rural en matière d'électrification, de desserte en eau potable et de désenclavement offrent des conditions plus encourageantes que par le passé pour l'extension de l'enseignement en milieux rural et périurbain et l'amélioration des conditions de son exercice et de l'environnement de l'école.

La mobilisation dans laquelle s'est déroulé le débat d'élaboration et d'adoption de la Charte Nationale d'Aménagement du Territoire est de nature à stimuler tous les efforts en vue de mettre en place des plans d'aménagement régionaux, provinciaux et communaux identifiant les sites d'implantation des établissements scolaires.

Sur un autre plan, la loi n° 78-00 portant Charte Communale, prévoit, au titre de compétences transférées :

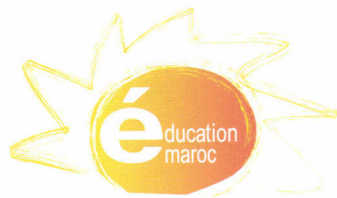
- Au conseil communal de réaliser et d'entretenir des écoles et des établissements de l'enseignement fondamental ;
- Au conseil régional de réaliser et d'entretenir des collèges et des lycées et de distribuer les bourses selon les orientations définies par l'État en la matière.

De telles possibilités, bien qu'accompagnées, au sens de cette loi, par l'obligation de transfert des ressources nécessaires, ne devraient pas écarter les possibilités de contribution entières de communes ou de régions disposant de ressources financières suffisantes pour participer à l'effort national de développement du système éducatif conformément aux objectifs et aux orientations de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation.

L'expansion des effectifs scolarisés au primaire confirme une tendance vers la généralisation à court terme de la scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans, les réformes institutionnelles réalisées et l'impulsion donnée aux différentes formes de partenariat, tout cela, couplé avec l'effort accompli en matière de valorisation matérielle et professionnelle des personnels du système éducatif, doit conduire à une mobilisation de toutes les énergies et à leur pleine adhésion au processus de mise en œuvre réussie des objectifs et réformes de ce système.

Le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique (Département de l'Éducation Nationale), fort de ces atouts, doit, au rythme le plus performant, mettre en valeur ces opportunités dans un cadre de dialogue ouvert et de partenariat ciblé. Le réajustement d'imperfections pouvant entacher cette ligne d'action devra être opéré avant que celles-ci n'aient des effets sur les étapes de la trajectoire de mise en œuvre des objectifs et actions éducatifs stratégiques.

Chapitre 2 : Perspectives critiques de l'évolution du système éducatif



Les projections des flux scolaires, à l'horizon 2019/2020, débouchant sur l'évaluation des besoins annuels additionnels en salles de classe, en enseignants et en besoins de financement, montrent que les résultats que l'on peut obtenir sont intimement liés au degré de volontarisme pouvant agir sur les normes et les coûts unitaires de construction et d'équipement, les taux d'utilisation des ressources humaines enseignantes, les

taux d'écoulement des flux d'élèves, les ratios élèves par classe, enseignants par classe et élèves par enseignant.

La reconduction des ratios observés aujourd'hui, ou découlant de l'évolution du passé conduit à des situations plus coûteuses pour la collectivité, non conformes aux objectifs tracés par la Charte Nationale d'Éducation et de Formation et non viables sur le plan de la qualité des enseignements dispensés.

Pour ces raisons, le scénario d'évolution tendancielle du système éducatif, tel qu'il a fonctionné jusqu'à maintenant, a été écarté. D'autres scénarios alternatifs plus volontaristes ont été développés.

I. Scénarios d'évolution future

Les scénarios d'évolution du système éducatif tiennent compte des progrès réalisés en matière de scolarisation et de ceux devant être accomplis pour atteindre les objectifs de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation. Les modèles de simulation privilégiés utilisent des niveaux de variables et paramètres qui aident à l'amélioration de la qualité des enseignements dispensés et qui ne créent pas de rupture aux effets néfastes sur le fonctionnement du système.

Selon ces principes, trois scénarios de base ont été examinés :

Scénario 0 : tendanciel, ce scénario reconduit l'évolution du système éducatif selon la situation actuelle. Il est retenu à titre indicatif pour constituer une référence par rapport aux autres scénarios de projection.

Scénario 1 : scénario à efficacité rapide, qui consiste à améliorer le rendement du système éducatif selon les objectifs de la Charte en matière d'amélioration de l'efficacité et de rétention aux différents cycles d'enseignement.

Scénario 2 : Scénario à efficacité progressive, qui consiste à améliorer le rendement du système éducatif de façon progressive, sans créer de rupture dans le fonctionnement du système éducatif.

1. Hypothèses de base

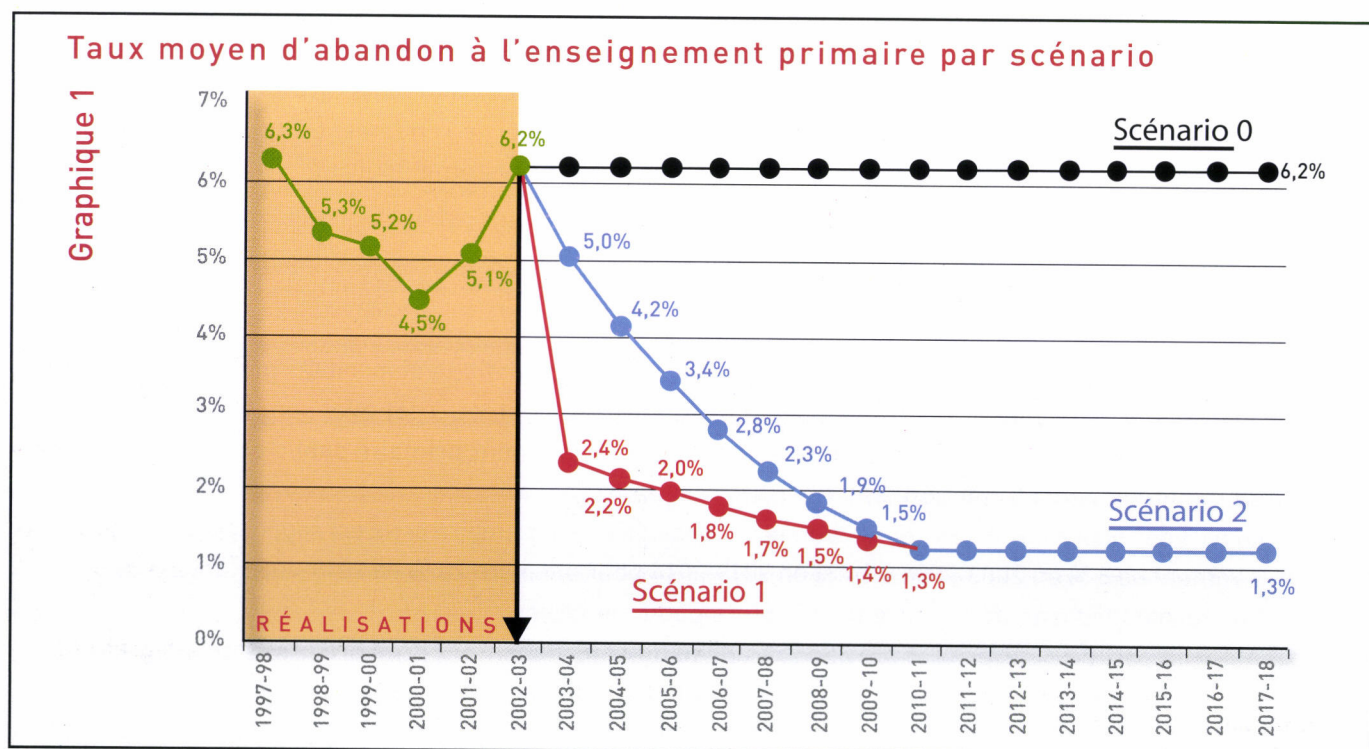
Les projections sont faites jusqu'à 2020 en utilisant les informations disponibles pour l'année scolaire 2003-2004 comme données de base. Les principales hypothèses adoptées à cet effet sont les suivantes :

- Le taux brut d'inscription en première année de l'enseignement primaire public et privé est supposé se maintenir à 105 % (annexe 2) ;
- La part des nouveaux inscrits en 1^{ère} année de l'enseignement primaire privé est supposée passer progressivement de 8 % en 2003-2004 à 14 % en 2013-2014 pour atteindre 20 % en 2019-2020 (annexe 3) ;
- Concernant les transferts entre les secteurs public et privé :
 - la part des élèves promus à la 6^{ème} année de l'enseignement primaire privé qui intègrent la 1^{ère} année de l'enseignement secondaire collégial public est maintenue à 60 % ;

- la part des élèves redoublant la 3^{ème} année de l'enseignement secondaire collégial public qui rejoignent l'enseignement privé est maintenue à 3,5 % ;
- Les ratios enseignants/classe sont maintenus stables à 1,0 au primaire, 1,7 au secondaire collégial et 2,1 au secondaire qualifiant ;
- Les départs en retraite des enseignants ont été obtenus pour les différents cycles d'enseignement sur la base des données du recensement scolaire de 2002-2003 (annexe 4) ;
- Les départs des enseignants pour des raisons autres que la retraite sont estimés à un taux de 0,25 % ;
- Les taux de roulement retenus sont les suivants : 1,5 au primaire (3 classes pour 2 salles), 1,3 au collégial (4 classes pour 3 salles) et 1,25 au secondaire (5 classes pour 4 salles) ;
- Les salles de classe à construire pour l'enseignement primaire et l'enseignement collégial sont réparties à hauteur de 40 % en milieu urbain et 60 % en milieu rural ;
- Les travaux de réaménagement et de rééquipement concernent annuellement respectivement 7 % et 5 % des établissements scolaires ;
- Les normes et les coûts de constructions et d'équipements scolaires retenus sont détaillés en annexe 5 ;
- Concernant les dépenses salariales, il a été retenu une augmentation annuelle moyenne de 2 % pour l'ensemble du personnel et un maintien du taux d'encadrement administratif à son niveau actuel, tout en absorbant le déficit en personnel administratif et de service observé en 2004 ;
- Les coûts récurrents des internats dans l'enseignement collégial sont estimés sur la base d'un coût unitaire de 2 300 Dhs par interne et par an.

La réalisation des objectifs de la Charte en matière d'amélioration de l'efficacité et de la rétention des différents cycles d'enseignement suppose une réduction des taux de redoublement et d'abandon observés depuis 1992 (annexes 6 et 7) en faveur des taux de promotion. Cette réduction est appelée à toucher d'une manière immédiate et substantielle les taux d'abandon au niveau de l'enseignement primaire. Actuellement, le taux de redoublement moyen dans l'enseignement primaire est de l'ordre de 14 % et le taux d'abandon moyen est de 6,2 %. La rétention de 90 % de la cohorte de 2003-2004 à la fin du cycle primaire à l'horizon 2010-2011 nécessite l'adoption à partir de 2004-2005 d'un taux d'abandon moyen se situant à moins de 2,5 %. La comparaison avec des expériences similaires vécues par d'autres pays montre que cela constitue un défi important et difficilement réalisable dans un délai aussi court.

Le graphique suivant illustre l'évolution des taux d'abandon à l'enseignement primaire selon les scénarios de projection :



Les taux de rétention à la fin des cycles d'enseignement fondamental et secondaire pour chaque scénario sont donnés par le tableau suivant :

Tableau 1 : Évolution des taux de rétention par scénario et par cycle

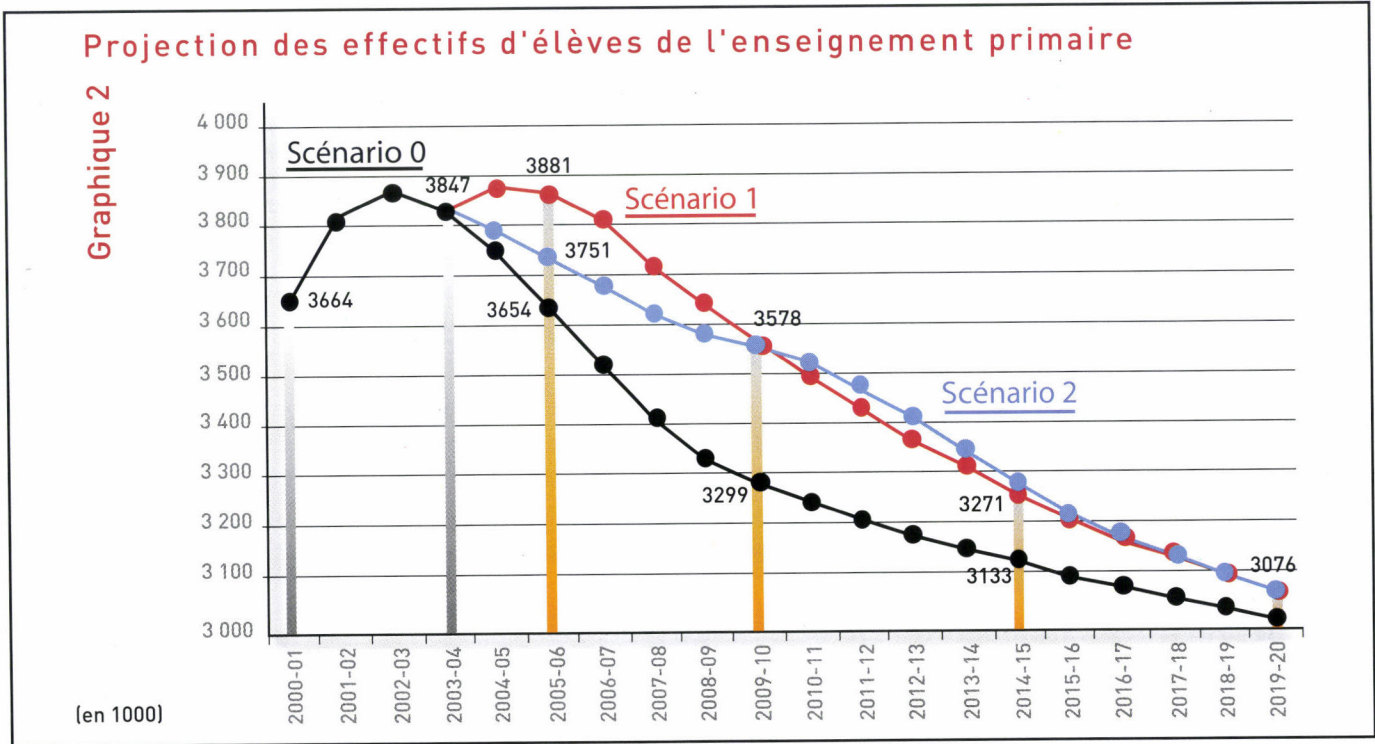
Scénario	Fin du primaire (2010-2011)	Fin du collégial (2013-2014)	Fin du secondaire qualifiant (2016-2017)	Taux de réussite au Baccalauréat (2016-2017)
Scénario 0	66 %	41 %	20 %	12 %
Scénario 1	90 %	80 %	60 %	52 %
Scénario 2	81 %	71 %	54 %	46 %

2. Résultats des projections

2.1. Évolution des effectifs

a) Enseignement primaire

Depuis le milieu des années 1990, l'évolution de la population âgée de 6 ans a amorcé une tendance à la baisse. Le taux d'accroissement annuel moyen est estimé à -1,47 % entre 1994 et 2001. Les projections du CERED (Centre d'Études et de Recherches Démographiques) prévoient une stabilisation de la population âgée de 6 ans durant la prochaine décennie en se situant aux environs de 585 000 (annexe 8). Cette évolution démographique est à la base d'un certain desserrement de la pression à l'entrée de l'enseignement primaire. Les projections des effectifs de l'enseignement primaire aboutissent à une réduction des effectifs qui atteindraient les 3 millions d'élèves à l'horizon 2019-2020 pour les trois scénarios de projection (annexe 9, 10 et 11). Toutefois, les rythmes d'évolution sont différents en raison des différentes hypothèses d'évolution de l'efficacité interne du cycle primaire propre à chaque scénario. Le graphique suivant illustre les rythmes d'évolution possibles :



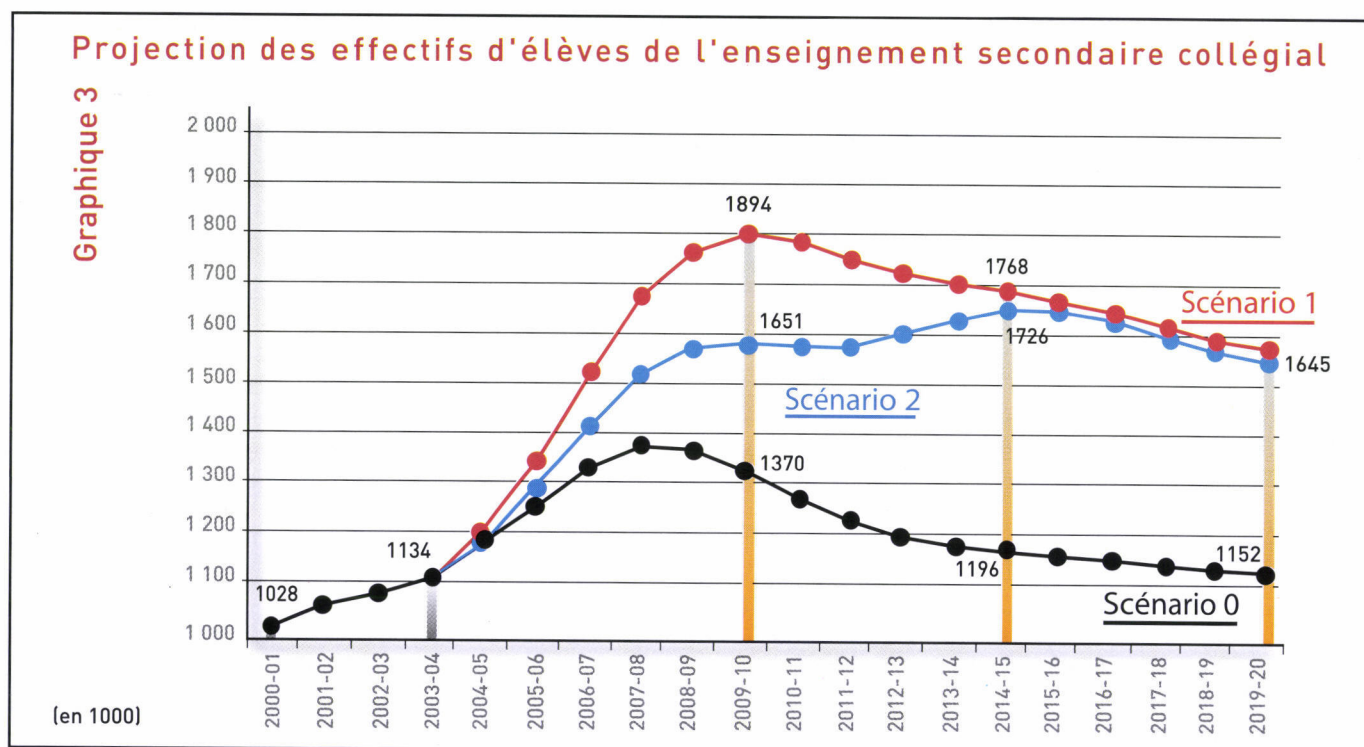
En ressortent les principaux points d'évolution critiques suivants de l'effectif total de l'enseignement primaire selon chaque scénario envisagé :

Effectif des élèves en milliers						
Scénario	2004	2006	2008	2010	2015	2020
Scénario 0	3 847	3 654	3 429	3 299	3 133	3 018
Scénario 1	3 847	3 881	3 734	3 578	3 271	3 076
Scénario 2	3 847	3 751	3 635	3 568	3 293	3 076

b) Enseignement secondaire collégial

En dépit de cette évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement primaire, l'amélioration de l'efficacité interne de ce niveau d'enseignement et la croissance des années antérieures (taux de croissance moyen de 4,5 % entre 1998 et 2003 à l'enseignement primaire) sont de nature à générer une augmentation de la demande destinée à l'enseignement secondaire collégial.

Le taux de croissance des effectifs d'élèves de ce cycle d'enseignement obtenu pour la période 2004-2010 est de 3,2 % pour le scénario 0, 8,9 % pour le scénario 1 et 6,5 % pour le scénario 2. À partir de 2011, la croissance des effectifs des élèves de l'enseignement secondaire collégial continuera à décroître pour le cas du scénario 0, amorcera une baisse pour le cas du scénario 1 et se stabilisera entre 1,6 et 1,7 million dans le cas du scénario 2 (annexes 12, 13 et 14). Le graphique suivant présente les résultats des projections des trois scénarios.

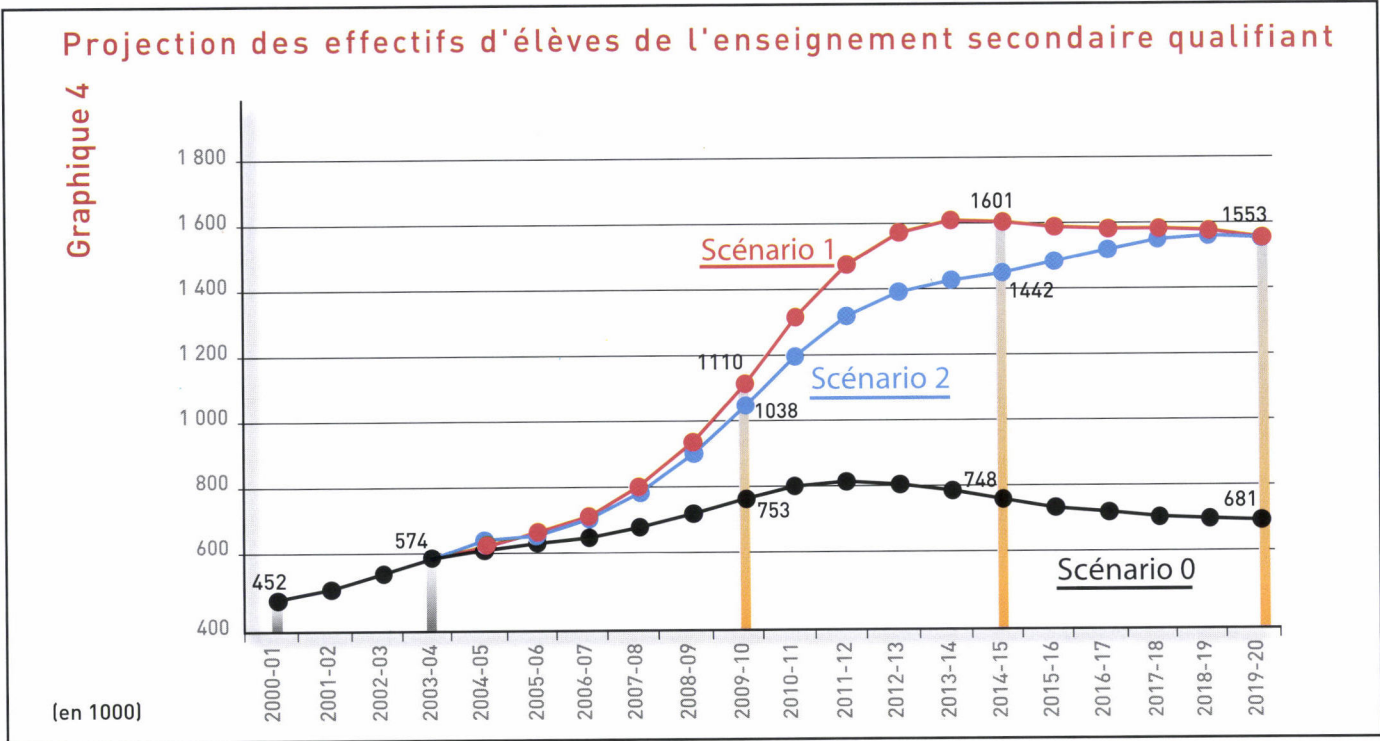


Ainsi, au cours des prochaines années, l'enseignement secondaire collégial est appelé à connaître une expansion dont l'importance dépend de chaque scénario :

Effectif des élèves en milliers						
Scénario	2004	2006	2008	2010	2015	2020
Scénario 0	1 134	1 296	1 426	1 370	1 196	1 152
Scénario 1	1 134	1 394	1 757	1 894	1 768	1 645
Scénario 2	1 134	1 337	1 582	1 651	1 726	1 613

c) Enseignement secondaire qualifiant

Les mêmes tendances s’observent au niveau de la projection des effectifs à l’enseignement secondaire qualifiant avec un décalage de 3 à 4 ans et une amplitude plus importante des variations. Les projections aboutissent à un doublement puis à un triplement des effectifs respectivement à l’horizon 2010 et à l’horizon 2015 (annexes 15, 16 et 17). Dans le cas du scénario 0, les effectifs de l’enseignement secondaire qualifiant correspondraient, à partir de 2015, à moins de la moitié de ceux obtenus dans le cas des scénarios 1 et 2. Le graphique suivant illustre les résultats des projections des effectifs des élèves à l’enseignement secondaire collégial.



Les points critiques d’évolution future de l’enseignement secondaire qualifiant sont présentés dans le tableau suivant :

	Effectif des élèves en milliers					
Scénario	2004	2006	2008	2010	2015	2020
Scénario 0	574	621	666	753	748	681
Scénario 1	574	653	795	1 110	1 601	1 553
Scénario 2	574	646	774	1 038	1 442	1 547

2.2. Besoins en infrastructures scolaires

Le scénario de la continuité ne dégage pas globalement de nouveaux besoins en salles de classe pour l’enseignement primaire. La rapide amélioration de la rétention inhérente au scénario 1 nécessite la construction de 880 salles de classe (environ 131 écoles primaires) durant la période 2005-2008. Ces besoins sont plus modérés dans le cas du scénario 2 (27 écoles par an durant la période 2005-2008 et 25 écoles pour la période 2009-2014). Le scénario 2 permet de diminuer le risque d’une sous-utilisation des salles de classe au primaire dans le cas d’un important investissement correspondant à un besoin conjoncturel (cas du scénario 1). Pour l’enseignement secondaire collégial, les besoins sont importants dans le cas des scénarios 1 et 2. Durant la période 2005-2008, les besoins annuels moyens atteindraient 411 collèges pour le cas du scénario 1 et 320 collèges pour le cas du scénario 2. Même dans le cas du scénario tendanciel, les besoins demeurerait importants en atteignant 212 collèges par an durant 2005-2008. Les besoins d’investissement dans l’ensei-

gnement secondaire qualifiant deviendraient importants au-delà de 2008 en atteignant, durant la période 2009-2014, une moyenne annuelle de 234 lycées pour le cas du scénario 1 et 189 lycées pour le cas du scénario 2.

Tableau 2 : Besoins en construction de nouveaux établissements d'enseignement (en moyenne par an)

	Ecole primaire			Collège			Lycée		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Scénario 0									
Moyenne 2005-2008				71	141	212	43		43
Moyenne 2009-2014				2	3	5	42		42
Moyenne 2015-2020									
Scénario 1									
Moyenne 2005-2008	33	98	131	137	274	411	97		97
Moyenne 2009-2014				26	51	77	234		234
Moyenne 2015-2020									
Scénario 2									
Moyenne 2005-2008	7	20	27	78	242	320	89		89
Moyenne 2009-2014	6	19	25	19	58	77	189		189
Moyenne 2015-2020				2	6	8	38		38

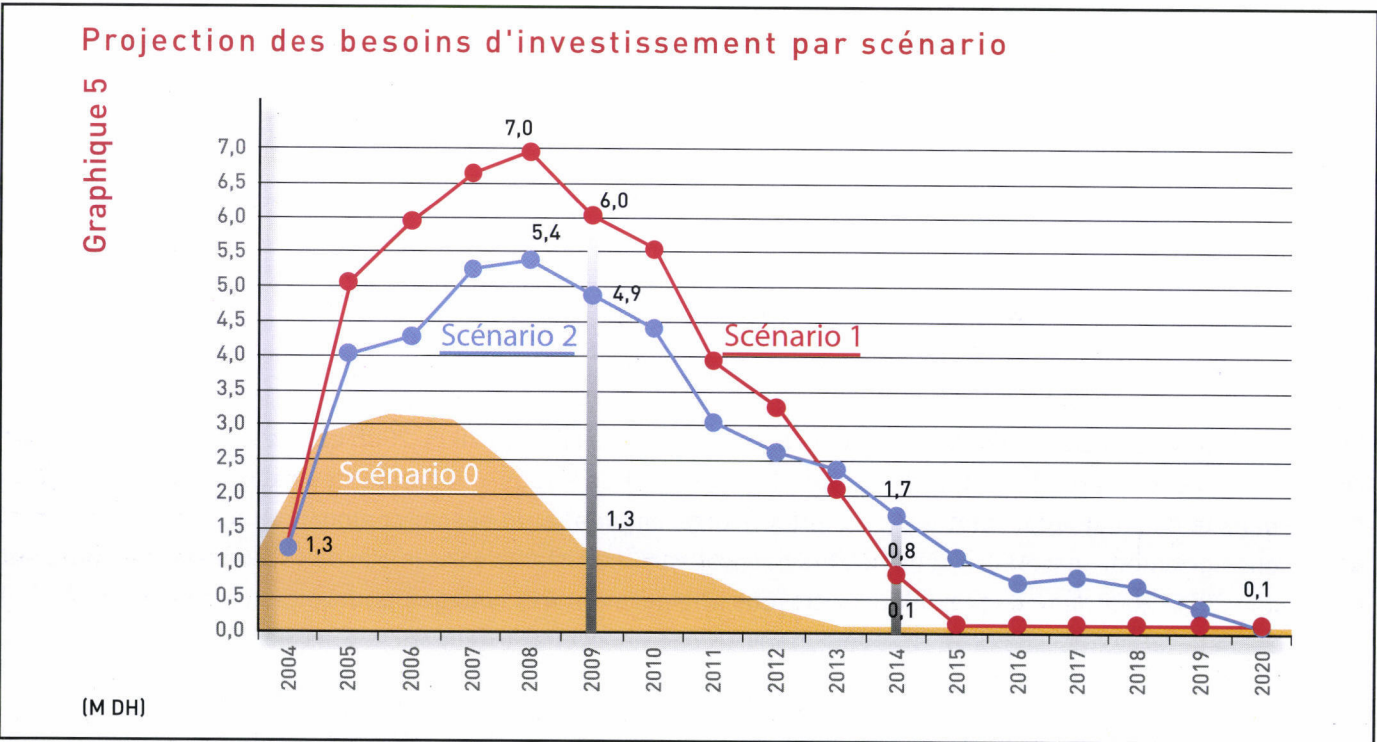
2.3. Besoins financiers

Les besoins d'investissement et de fonctionnement ont été estimés à partir des effectifs scolarisés dans le cas de chaque scénario en adoptant les hypothèses propres au scénario considéré ainsi que les normes et les coûts unitaires moyens de construction et d'équipement présentés en annexe 4. Ces projections sont données en annexes 18,19 et 20.

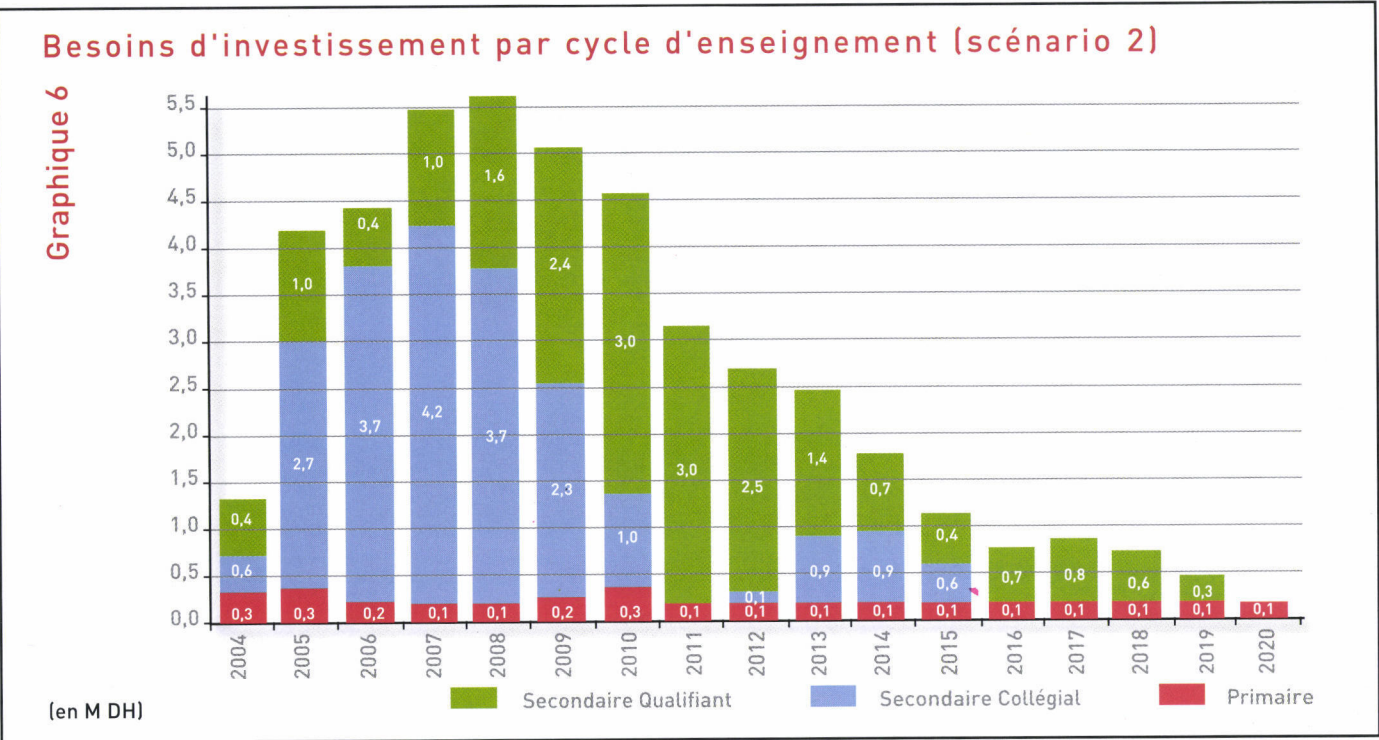
2.3.1. Besoins d'investissement

Les besoins d'investissement sont marqués par deux périodes : i) une période d'investissement intensif dans l'enseignement collégial durant les années 2005-2010 selon une moyenne annuelle de 3,9 milliards de DH dans le cas du scénario 1 (2,9 M Dh dans le cas du scénario 2), et ii) une période d'investissement intensif dans l'enseignement secondaire qualifiant durant les années 2008-2013 avec une moyenne de 2,9 milliards DH dans le cas du scénario 1 (2,3 milliards de Dh dans le cas du scénario 2).

Par scénario, les besoins d'investissement sont illustrés par le graphique suivant :



Dans le cadre du scénario 2, considéré comme plus viable, les besoins d'investissement par cycle d'enseignement se montrent comme ci-après :



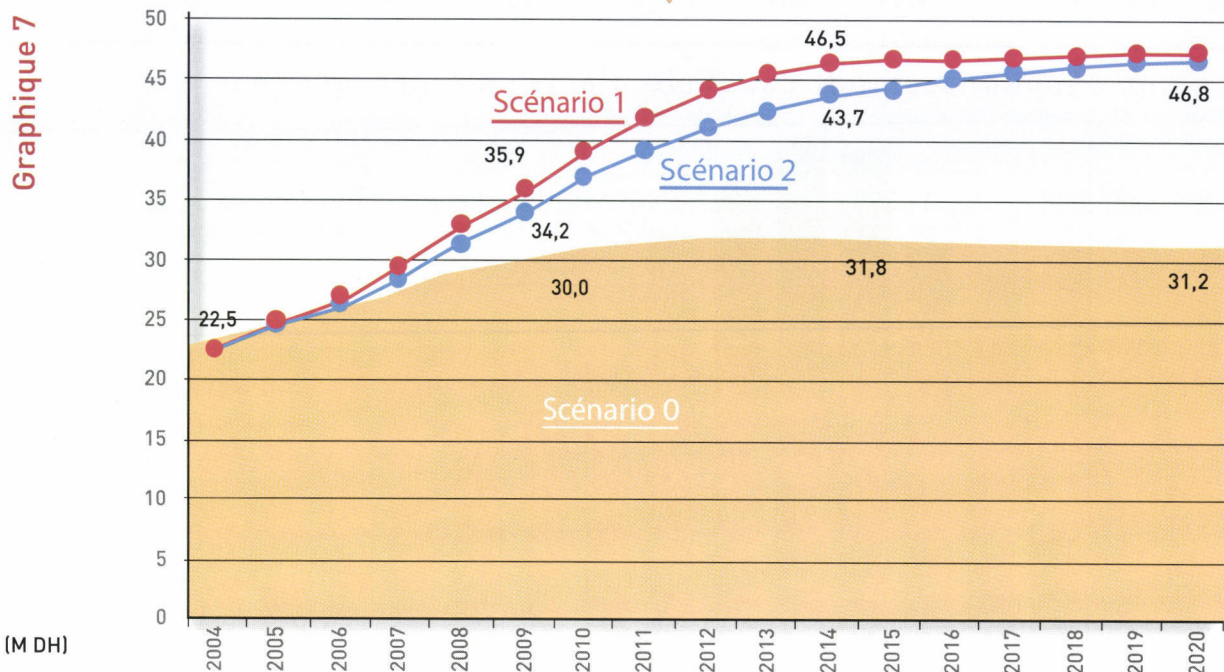
Les résultats détaillés par cycle d'enseignement et par scénario sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Besoins d'investissement par scénario et cycle d'enseignement				
(en moyenne par an et en millions de Dh)				
	Primaire	Secondaire collégial	Secondaire qualifiant	Total DEN
Scénario 0				
Moyenne 2005-2008	61	2 330	493	2 884
Moyenne 2009-2014	58	75	485	618
Moyenne 2015-2020	55	20	13	88
Scénario 1				
Moyenne 2005-2008	538	4 505	1 111	6 154
Moyenne 2009-2014	63	872	2 677	3 612
Moyenne 2015-2020	57	30	28	115
Scénario 2				
Moyenne 2005-2008	159	3 574	1 016	4 749
Moyenne 2009-2014	134	876	2 161	3 171
Moyenne 2015-2020	57	124	461	643

2.3.1. Besoins de fonctionnement

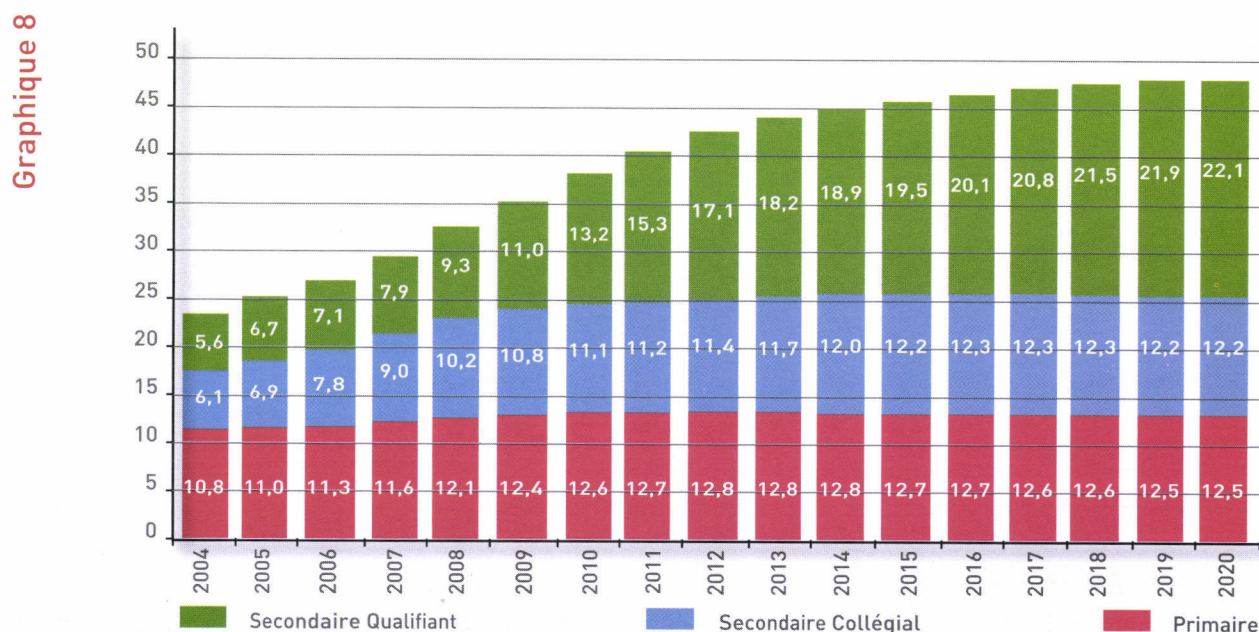
Le graphique suivant illustre l'évolution des besoins de fonctionnement par scénario. Il montre que le scénario 0 (continuité), en raison de sa faible efficacité et des limitations d'accès aux différents niveaux d'enseignement qu'il comporte, est le moins générateur de besoins de financement. D'autre part, la progressivité des améliorations propre au scénario 2 est de nature à introduire plus de modération dans l'évolution des besoins de fonctionnement comme d'investissement du secteur par rapport à l'évolution inhérente au scénario 1.

Projection des besoins de fonctionnement par scénario



La répartition des besoins de fonctionnement par niveau d'enseignement est donnée par le graphique suivant. Il montre la stagnation des besoins au niveau de l'enseignement primaire, le doublement des besoins de fonctionnement du cycle collégial et le triplement des besoins de fonctionnement du secondaire qualifiant à l'horizon 2014.

Besoins de fonctionnement par cycle d'enseignement (scénario 2)



Les résultats détaillés par cycle d'enseignement et par scénario sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Besoins de fonctionnement par scénario et cycle d'enseignement				
(en moyenne par an et en millions de Dh)				
	Primaire	Secondaire collégial	Secondaire qualifiant	Total DEN
Scénario 0				
Moyenne 2005-2008	11 299	8 019	7 072	26 390
Moyenne 2009-2014	12 121	9 342	9 897	31 359
Moyenne 2015-2020	12 381	9 267	9 738	31 386
Scénario 1				
Moyenne 2005-2008	11 744	8 918	7 807	28 470
Moyenne 2009-2014	12 656	12 368	17 182	42 206
Moyenne 2015-2020	12 605	12 514	21 971	47 090
Scénario 2				
Moyenne 2005-2008	11 501	8 461	7 736	27 697
Moyenne 2009-2014	12 670	11 359	15 627	39 656
Moyenne 2015-2020	12 592	12 260	20 992	45 845

En conclusion, la stratégie volontariste de généralisation de l'enseignement préconisée par la Charte dégage des besoins de financement importants nécessitant la mobilisation de moyens budgétaires additionnels. Ces besoins se situent en première période au niveau de la construction des infrastructures scolaires. Il s'agit, dans une première phase, de tripler le budget d'investissement du DEN. Ensuite, les nouveaux besoins se transforment progressivement en charges récurrentes additionnelles entraînant un doublement du budget de fonctionnement à l'horizon 2014.

II. Financement du développement du système éducatif

1. Ressources mobilisables

a) Evolution des ressources mobilisées

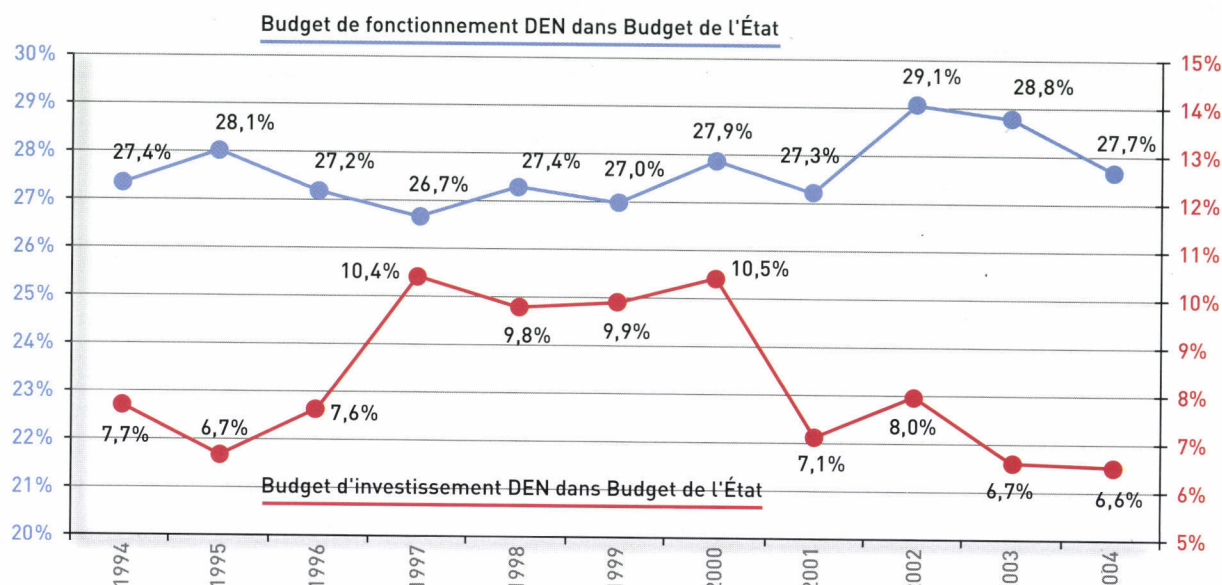
L'État marocain consacre 28,4 % de son budget au secteur de l'éducation (éducation nationale et enseignement supérieur). Cet effort représente 6,6 % du PIB. La part de l'éducation atteint près du tiers du budget de fonctionnement de l'État et 8,6 % du budget d'investissement. L'analyse, sur une longue période, de l'évolution de l'effort public en matière d'éducation, montre, qu'en dépit d'une certaine variabilité conjoncturelle, la tendance observée présente un accroissement significatif de la part du budget alloué au secteur de l'éducation, traduisant l'échelle de priorité dont bénéficie ce secteur dans l'allocation des ressources publiques. Cela a permis d'accroître sensiblement l'accès aux différents niveaux d'enseignement et de réduire, voire éliminer, certaines disparités, notamment en ce qui concerne la scolarisation des filles et la scolarisation des enfants du monde rural (annexes 21, 22 et 23). Une comparaison internationale mettant en relation l'effort public en faveur du secteur éducatif (exprimé par le pourcentage du PIB alloué à l'éducation) avec un indicateur de résultat (taux brut de scolarisation au primaire) montre que le Maroc fait partie du groupe de pays qui consacre à l'éducation des ressources publiques dépassant la moyenne (médiane) mondiale en termes de part dans le PIB. En outre, le Maroc réalise des résultats dépassant aussi la moyenne (médiane) mondiale en termes de scolarisation. Le graphique illustrant le positionnement du Maroc est joint en annexe 24.

Durant la dernière décennie, l'effort public de financement de l'éducation a été renforcé : la part de l'éducation nationale (enseignement primaire et enseignement secondaire) a augmenté d'environ deux points de pourcentage dans le budget de l'État en passant de 22,3 % en 1994-1995 à plus de 24 % en 2003-2004. Cette évolution a surtout profité au budget de fonctionnement et plus particulièrement aux dépenses salariales. En

effet, les dépenses salariales du DEN représentent actuellement près de 40 % des dépenses salariales de l'État. Dix ans plus tôt, cette proportion était de moins de 36 %. En parallèle, la part du DEN dans les dépenses non salariales et dans le budget d'investissement a enregistré une baisse en passant respectivement de 6,6 % et de 7,7 % en 1994 à 4,8 % et à 6,6 % en 2004. Le graphique suivant illustre l'évolution de la part des budgets de fonctionnement et d'investissement du DEN dans ceux de l'État.

Part de l'éducation nationale dans le budget de l'État

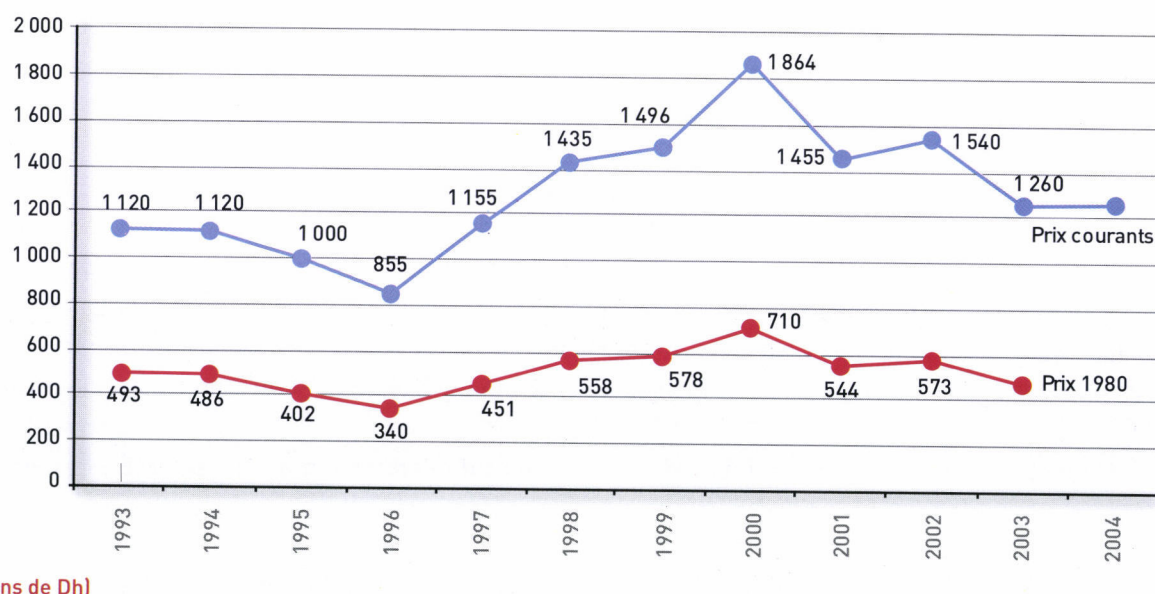
Graphique 9



Au cours des dix dernières années, la croissance du budget du DEN a été en moyenne de 5,3 % par an en termes réels (en adoptant comme déflateur celui du PIB). Si le budget de fonctionnement a connu une croissance moyenne de 5,7 %, les dépenses d'investissement ont régressé en moyenne de 0,5 % par an durant la période 1994-2003. En fait, les investissements du DEN ont connu deux périodes significatives durant la dernière décennie : i) une période de croissance à un rythme de 5,33 % entre 1994 et 2000 et ii) une période de régression à un taux de -12,93 % à partir de 2000. Le graphique suivant illustre l'évolution du budget d'investissement du DEN en nominal et à prix constants de l'année 1980.

Évolution du budget d'investissement du DEN (1993-2004)

Graphique 10



b) Estimation des ressources mobilisables

Les hypothèses retenues en matière de projection des ressources publiques mobilisables pour le secteur de l'éducation concernent les aspects suivants : i) croissance annuelle moyenne de 5 % du PIB durant la période de projection ; ii) maintien du poids des finances publiques à son niveau actuel (22,7 %) ; iii) maintien de la part du budget de l'État allouée à l'Éducation nationale à son niveau actuel (27,7 % en fonctionnement et 6,6 % en investissement) ; iv) maintien de la structure actuelle de répartition des budgets du DEN entre les différents niveaux d'enseignement. Dans le cadre de ces hypothèses, les ressources potentiellement mobilisables pour l'Éducation Nationale et leur affectation par niveau d'enseignement (annexe 25) peuvent être présentées comme suit :

Tableau 5 : Ressources mobilisables pour l'Éducation nationale

(en moyenne par an et en millions de Dh)

	Primaire			Collégial			Secondaire qualifiant			Total DEN		
	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total
Moyenne 2005-2008	12 264	306	12 570	6 898	667	7 565	6 387	437	6 824	25 549	1 410	26 959
Moyenne 2009-2014	16 396	396	16 792	9 223	862	10 085	8 540	565	9 105	34 159	1 823	35 982
Moyenne 2015-2020	21 973	530	22 503	12 360	1 156	13 515	11 444	757	12 202	45 777	2 443	48 220

La confrontation de ces ressources, potentiellement mobilisables pour le Département de l'Éducation Nationale, avec les besoins dégagés par les différents scénarios de projection aboutit aux résultats présentés en annexes 26, 27 et 28 et synthétisés dans le tableau suivant en termes de taux de couverture.

Tableau 6 : Taux de couverture des besoins de financement par niveau d'enseignement et par scénario

(en moyenne par an) ⁽¹⁾

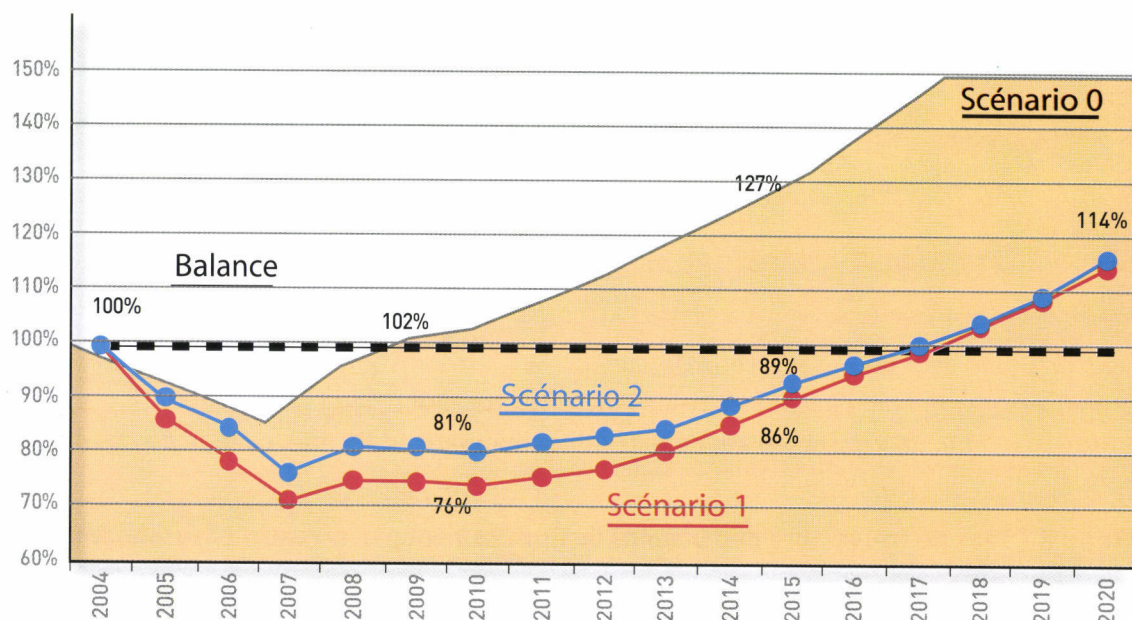
	Primaire			Collégial			Secondaire qualifiant			Total DEN		
	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total
Scénario 0												
Moyenne 2005-2008	109 %	501 %	111 %	86 %	29 %	73 %	90 %	89 %	90 %	97 %	49 %	92 %
Moyenne 2009-2014	135 %	682 %	138 %	99 %	1 156 %	107 %	86 %	116 %	88 %	109 %	295 %	113 %
Moyenne 2015-2020	177 %	963 %	181 %	133 %	5 674 %	146 %	118 %	5 948 %	125 %	146 %	2 772 %	153 %
Scénario 1												
Moyenne 2005-2008	104 %	57 %	102 %	77 %	15 %	56 %	82 %	39 %	77 %	90 %	23 %	78 %
Moyenne 2009-2014	130 %	633 %	132 %	75 %	99 %	76 %	50 %	21 %	46 %	81 %	50 %	79 %
Moyenne 2015-2020	174 %	930 %	178 %	99 %	3 897 %	108 %	52 %	2 662 %	55 %	97 %	2 122 %	102 %
Scénario 2												
Moyenne 2005-2008	107 %	193 %	108 %	82 %	19 %	63 %	83 %	43 %	78 %	92 %	30 %	83 %
Moyenne 2009-2014	129 %	335 %	131 %	80 %	146 %	84 %	52 %	27 %	49 %	84 %	64 %	83 %
Moyenne 2015-2020	174 %	927 %	178 %	101 %	930 %	109 %	55 %	164 %	57 %	100 %	380 %	104 %

(1) Quand le taux de couverture dépasse 100%, cela veut dire que la différence entre la valeur qu'il atteint et 100% représente la part de ressources économisées compte tenu de la structure de financement en investissement et en fonctionnement du sous-système éducatif adoptée à l'année de base des projections.

On constate pour les scénarios 1 et 2 un important déficit touchant en première période les besoins d'investissement de l'enseignement collégial (taux de déficit variant de 81 à 85 %). En deuxième période (2009-2014), ce déficit concernera le budget d'investissement et aussi de fonctionnement de l'enseignement secondaire qualifiant (taux de déficit de 79 % à 73 % concernant les besoins d'investissement de la période 2009-2014 et des besoins de fonctionnement à moitié non couverts à partir de 2009). Le graphique suivant illustre l'évolution du taux de couverture des besoins de financement pour l'ensemble des cycles de l'Éducation Nationale. Il montre la persistance d'un important écart de financement, atteignant, durant la période 2005-2014, une moyenne de 21,7 % dans le cas du scénario 1 % et 16,3 % dans le cas du scénario 2.

Couverture des besoins de financement

Graphique 11



2. Les options d'optimisation des dépenses

Les résultats obtenus des projections des besoins ne permettent pas d'aboutir à une viabilité financière des réformes envisagées dans le contexte actuel de fonctionnement du secteur. Afin d'assurer de meilleures conditions pour atténuer l'écart de financement dégagé ci-dessus, deux variantes ont été retenues. La première concerne l'optimisation de l'utilisation des ressources humaines, et la deuxième se rapporte à la stabilisation des conditions de déroulement des études. Ces deux variantes ont été appliquées au scénario 2 qui est retenu comme scénario plus réaliste et reflétant mieux les capacités de mise en place des réformes envisagées.

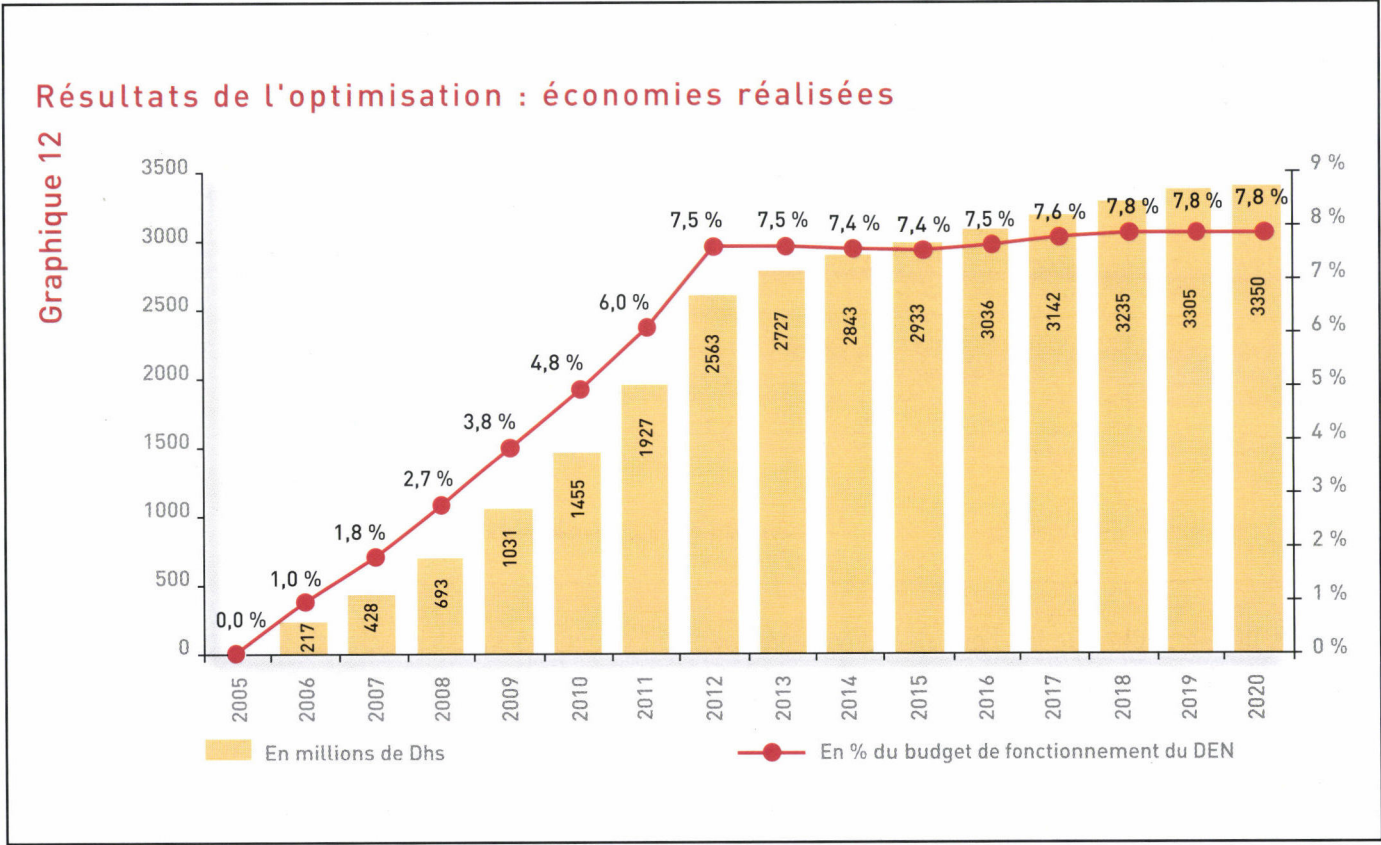
2.1. Optimisation de l'utilisation des ressources humaines : variante 1

Partant du fait que la charge horaire moyenne des enseignants des collèges et des lycées n'est pas totalement assurée (10 % de la charge horaire n'est pas assurée au collège et environ 17 % dans les lycées), il a été retenu de procéder à une optimisation progressive de l'accomplissement de la charge horaire par les enseignants permettant d'atteindre un taux d'accomplissement de 98 % pour l'enseignement collégial et l'enseignement secondaire qualifiant à l'horizon 2011. Dans un contexte de construction de nouvelles infrastructures scolaires, notamment en milieu rural, le moyen d'action privilégié à retenir pour atteindre ces objectifs de pleine utilisation des ressources humaines du secteur, serait le développement de la polyvalence des enseignants. Le DEN a déjà engagé des initiatives en la matière. Elles seront appelées à être développées davantage. Cette

option permettra de limiter les besoins en enseignants pour l'enseignement secondaire collégial et l'enseignement secondaire qualifiant.

Les projections effectuées montrent que dans le cas du scénario 2 (annexe 29) et durant la période 2005-2008, les besoins additionnels en enseignants seront limités respectivement à une moyenne annuelle de 6 979 et 3 585 pour l'enseignement secondaire collégial et l'enseignement secondaire qualifiant. Par rapport aux besoins dégagés dans une situation sans optimisation (7 826 pour l'enseignement secondaire collégial et 4 351 pour l'enseignement secondaire qualifiant), cela représente en moyenne un « gain » annuel en enseignants de 847 et 766 respectivement pour l'enseignement secondaire collégial et l'enseignement secondaire qualifiant. Cette option d'optimisation de l'utilisation des ressources humaines permet de limiter le déficit du plan de financement. Les ressources ainsi dégagées atteignent durant la période 2015-2020 une moyenne annuelle de plus de 3,1 milliards de Dhs. Cela représente plus de 10 % des besoins de fonctionnement des cycles du secondaire collégial et qualifiant. Les taux de couverture des besoins de financement dépassent globalement 100 % pour l'investissement à partir de 2014 et à partir de 2016 pour le fonctionnement (annexe 30). Le tableau et le graphique suivants illustrent les résultats obtenus en matière d'optimisation de l'utilisation des ressources humaines du secteur :

	Besoins annuels moyens de recrutement au Collégial		Besoins annuels moyens de recrutement au Secondaire qualifiant		"Gain" annuel moyen en enseignants	
	Sans optimisation	Avec optimisation	Sans optimisation	Avec optimisation	Sans optimisation	Avec optimisation
Moyenne 2005-2008	7 826	6 979	4 351	3 585	847	766
Moyenne 2009-2014	3 363	2 653	8 658	6 714	709	1 943



2.2. Stabilisation des conditions de déroulement des études : variante 2

Les hypothèses de base de projection retiennent une amélioration des conditions de déroulement des études : ratio élèves/classe (division pédagogique), ratio enseignant/classe et ratio élèves/enseignant (taux d'encadrement). Ces hypothèses retiennent une amélioration de l'ordre de 10 % à l'horizon 2009-2010 par rapport à la situation de 2004. Dans le cadre de cette option d'optimisation (variante 2), les hypothèses retenues maintiennent ces ratios à leurs niveaux actuels. Une amélioration de ces ratios serait envisageable au-delà de la période d'investissement que connaîtra le secteur durant les prochaines années. Les hypothèses retenues dans le cas du scénario 2 non optimisé et optimisé avec la variante 2 figurent dans le tableau suivant :

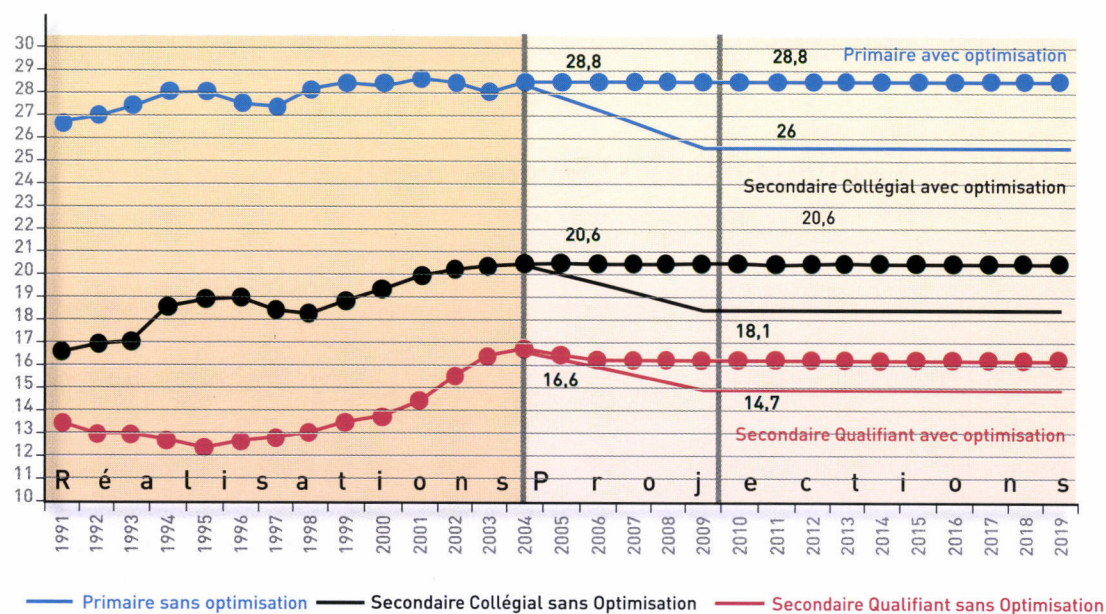
Tableau 8 : Ratios élèves/classe et élèves/enseignants

	Élèves/classe			Enseignant/classe			Élèves/enseignant		
	Primaire	Collégial	Secondaire	Primaire	Collégial	Secondaire	Primaire	Collégial	Secondaire
1995-1996	28,80	31,90	30,00	1,02	1,68	2,40	28,3	19,0	12,5
2000-2001	29,27	32,30	29,63	1,02	1,66	2,27	28,8	19,5	13,0
2003-2004	28,97	34,20	36,18	1,02	1,66	2,17	28,4	20,5	16,7
2009-2010									
(Sans optimisation)	26,01	31,00	32,39	1,00	1,70	2,20	26,0	18,2	14,7
2009-2010									
(Avec optimisation)	28,97	34,20	34,00	1,00	1,66	2,10	29,0	20,6	16,2

L'évolution du taux d'encadrement dans les cas sans optimisation et avec optimisation est illustrée par le graphique suivant :

Évolution des taux d'encadrement : avec et sans optimisation

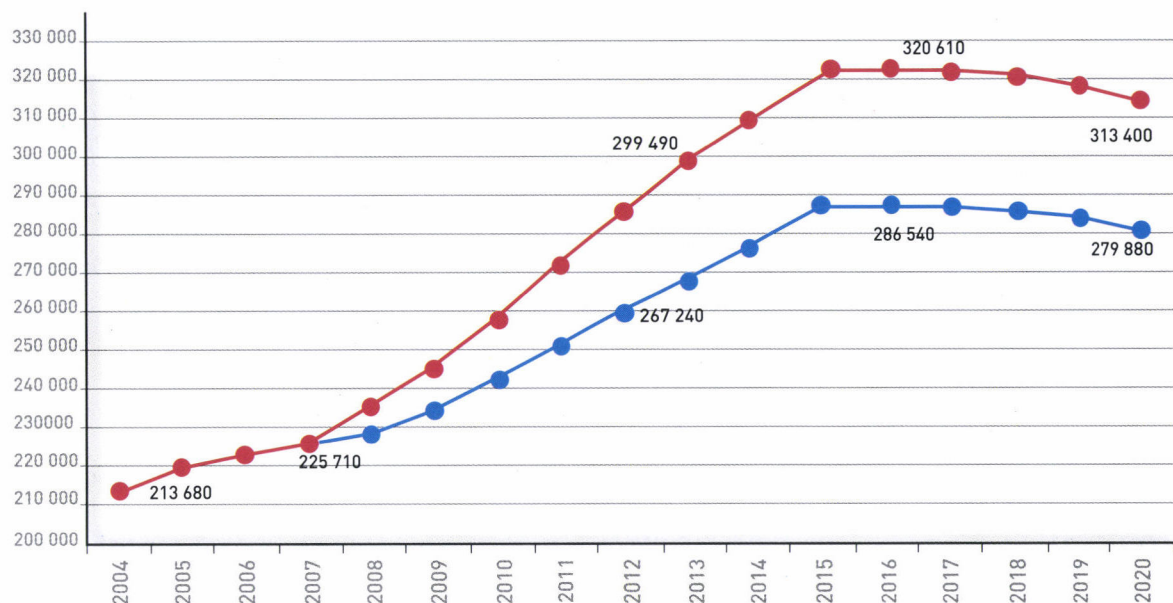
Graphique 13



En plus des impacts sur les besoins d'investissement en nouvelles salles de classe (annexe 31), ces hypothèses d'optimisation permettent de dégager des « gains » globaux en enseignants atteignant 32 250 en 2010 et plus de 34 000 en 2015. L'évolution des besoins en enseignants découlant de ces deux options est illustrée par le graphique suivant :

Évolution des effectifs des enseignants : avec et sans optimisation

Graphique 14



L'optimisation du scénario 2 par la variante 2 entraîne, au cours de la période 2005-2020, une réduction des besoins en établissements scolaires de 16 établissements en moyenne annuelle pour le primaire, 27 pour le secondaire collégial et 10 pour le secondaire qualifiant. Le tableau suivant synthétise l'impact de cette optimisation sur de tels besoins.

Tableau 9 : Besoins en constructions scolaires sans et avec optimisation (en moyenne par an)

	Écoles primaires			Collèges			Lycées		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Scénario 2 non optimisé									
Moyenne 2005-2008	7	20	27	78	242	320	89	0	89
Moyenne 2009-2014	6	19	25	19	58	77	189	0	189
Moyenne 2015-2020	0	0	0	2	6	8	38	0	38
Scénario 2 optimisé variante 2									
Moyenne 2005-2008	0	0	0	62	192	254	80	0	80
Moyenne 2009-2014	0	0	0	12	36	48	170	0	170
Moyenne 2015-2020	0	0	0	2	6	8	36	0	36

La variante 2 appliquée au scénario 2 permettrait un gain de 2 309 enseignants au primaire au cours de la période 2005-2008 et de 663 au cours de la période 2009-2014. Ces gains seraient respectivement de 1 902 et 665 enseignants en moyenne par an pour le secondaire collégial ; 891 et 1 098 pour le secondaire qualifiant.

Tableau 10 : Résultats de l'optimisation variante 2 - Gain en enseignants (en moyenne par an)

	Primaire		Collégial		Secondaire qualifiant		"Gain" en enseignants		
	Besoins sans optimisation	Besoins avec optimisation	Besoins sans optimisation	Besoins avec optimisation	Besoins sans optimisation	Besoins avec optimisation	Primaire	Secondaire collégiale	Secondaire qualifiant
Moyenne 2005-2008	1 194	- 1 115	7 826	5 924	4 351	3 460	2 309	1 902	891
Moyenne 2009-2014	1 363	700	3 363	2 697	8 658	7 560	663	665	1 098

Suivant la variante 2, les taux de couverture des besoins de financement s'établiraient globalement à 129 % pour l'investissement en 2014 et à 102 % pour le fonctionnement en 2016 (annexe 32).

Globalement, le scénario 2 optimisé par la variante 2, conduit au cours de la période 2005-2020 à la réduction des besoins de financement des dépenses de fonctionnement d'environ 2,6 milliards de Dh en moyenne par an, contre 477 millions de Dh en ce qui concerne ceux relatifs aux dépenses d'investissement.

Tableau 11 : Economies dégagées par l'optimisation, variante 2 (en moyenne par an et en millions de Dh)

	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total DEN		
	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total
Scénario 2 non optimisé												
Moyenne												
2005-2008	11 501	159	11 660	8 461	3 574	12 035	7 736	1 016	8 752	27 697	4 749	32 447
Moyenne												
2009-2014	12 670	134	12 804	11 359	876	12 235	15 627	2 161	17 788	39 656	3 171	42 827
Moyenne												
2015-2020	12 592	57	12 649	12 260	124	12 384	20 992	461	21 454	45 845	643	46 487
Scénario 2 optimisé variante 2												
Moyenne												
2005-2008	11 344	61	11 405	8 059	2833	10 892	7 367	922	8 290	26 771	3 816	30 587
Moyenne												
2009-2014	12 116	57	12 173	10 407	557	10 964	14 313	1942	16 255	36 837	2 556	39 393
Moyenne												
2015-2020	12 023	51	12 074	11 167	111	11 278	19 166	436	19 601	42 355	598	42 953

2.3. L'équilibre financier après optimisation des dépenses (variante 1 et 2)

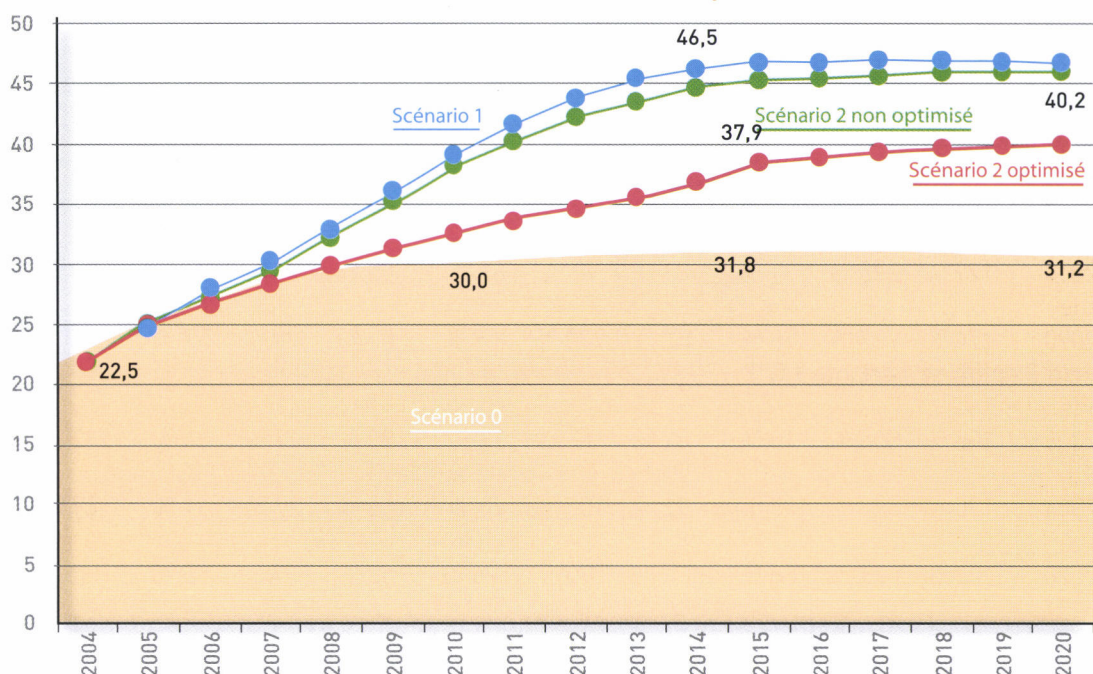
Les différentes options d'optimisation (variantes 1 et 2) retenues et appliquées simultanément au scénario 2 permettent de réduire sensiblement les besoins financiers du secteur de l'éducation nationale (annexe 33). Les économies dégagées sur les besoins de fonctionnement s'élèvent en moyenne annuelle à 1,2 milliards de Dhs durant la période 2005-2008 et atteignent près de 4,7 milliards de Dhs durant la période 2009-2014, soit près de 12 % des besoins de fonctionnement du secteur. Les économies dégagées sur les besoins d'investissement s'élèvent en moyenne annuelle à 1 milliard de Dhs durant la période 2005-2008, soit à peu près 19,6 % des besoins d'investissement du secteur. Le tableau suivant donne les détails des économies dégagées :

Tableau 12 : Économies dégagées par les options d'optimisation (variante 1 et 2) (en moyenne par an)

	Fonctionnement		Investissement		Total	
	En millions Dhs	En % budget	En millions Dhs	En % budget	En millions Dhs	En % budget
Moyenne						
2005-2008	1 239	4,5 %	933	19,6 %	2 171	6,7 %
Moyenne						
2009-2014	4 688	11,8 %	615	19,4 %	5 303	12,4 %
Moyenne						
2015-2020	6 319	13,8 %	45	7,0 %	6 364	13,7 %

Projection des besoins de fonctionnement : comparaison des scénarios

Graphique 15



Les besoins d'investissement représenteront une moyenne annuelle de 3,8 milliards DH durant la période 2005-2008 avant de baisser à 2,6 milliards DH durant la période 2009-2014. Le graphique suivant illustre l'évolution des besoins d'investissement après optimisation par comparaison au cas de non optimisation.

Besoins d'investissement : avant et après optimisation des dépenses

Graphique 16

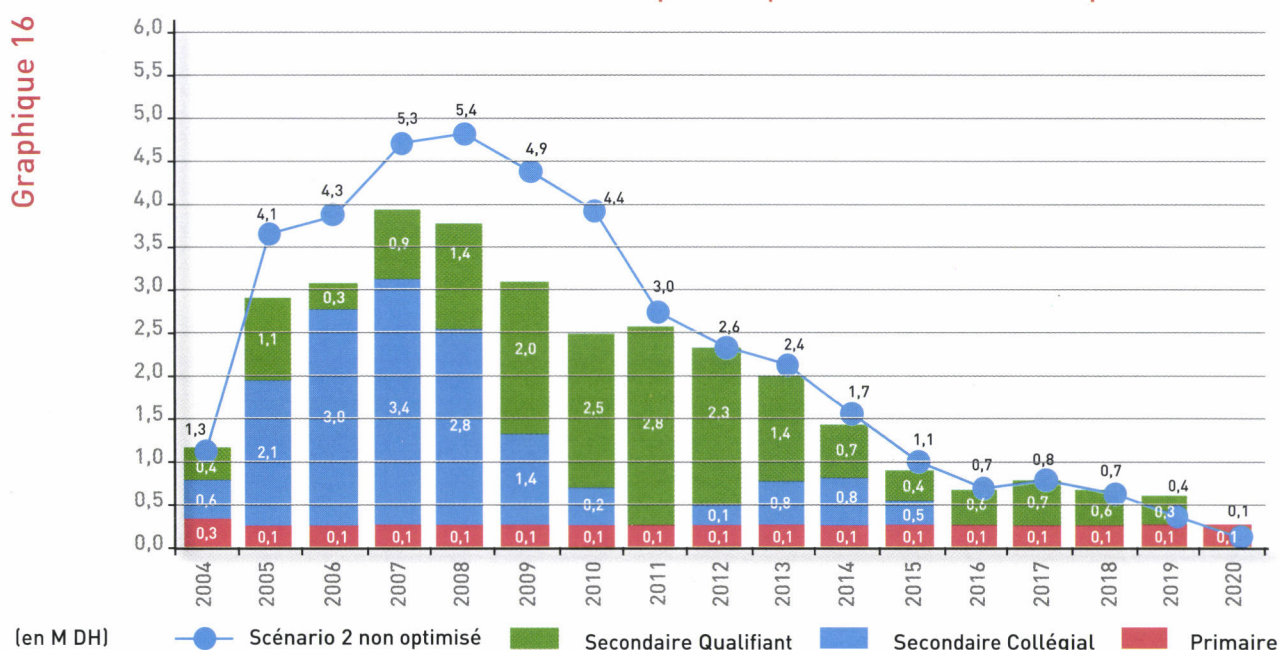


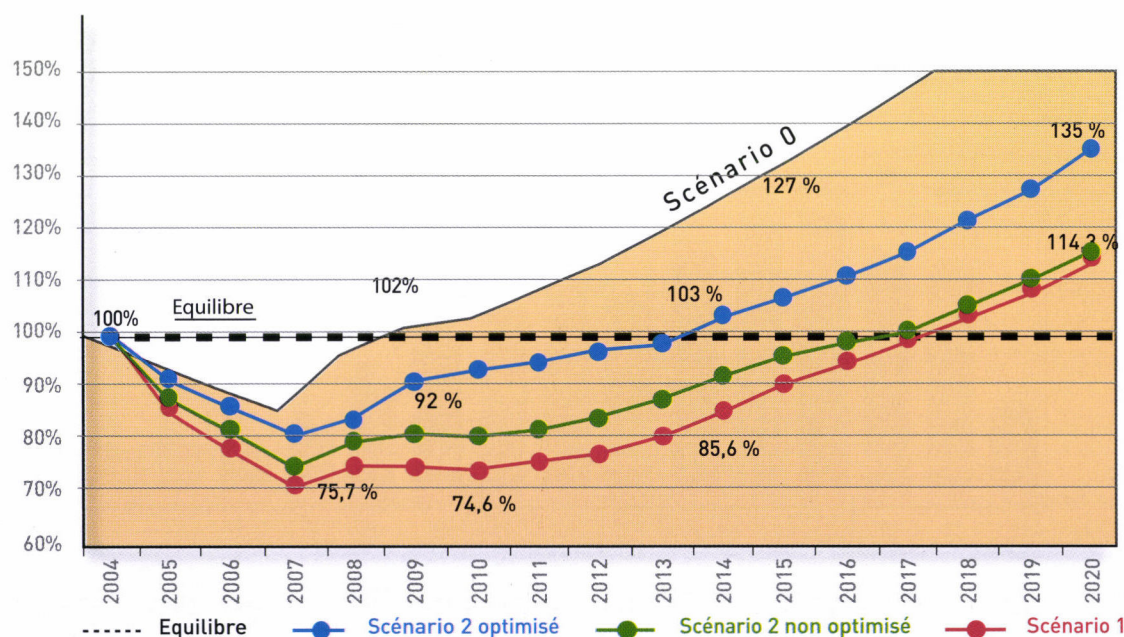
Tableau 13 : Taux de couverture annuels moyens des besoins de financement par référence au scénario 2 non optimisé ⁽¹⁾

	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total DEN		
	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total	Fonct.	Invt.	Total
Scénario 2 non optimisé												
Moyenne 2005-2008	107 %	193 %	108 %	82 %	19 %	63 %	83 %	43 %	78 %	92 %	30 %	83 %
Moyenne 2009-2014	129 %	295 %	131 %	81 %	98 %	82 %	55 %	26 %	51 %	86 %	57 %	84 %
Moyenne 2015-2020	174 %	927 %	178 %	101 %	930 %	109 %	55 %	164 %	57 %	100 %	380 %	104 %
Scénario 2 optimisé variante 1 & 2												
Moyenne 2005-2008	108 %	504 %	110 %	87 %	24 %	70 %	89 %	47 %	84 %	97 %	37 %	89 %
Moyenne 2009-2014	135 %	698 %	138 %	92 %	155 %	96 %	66 %	29 %	61 %	89 %	71 %	96 %
Moyenne 2015-2020	183 %	1030 %	186 %	116 %	1040 %	126 %	68 %	174 %	70 %	116 %	408 %	120 %

Les différentes options d'optimisation permettent de réduire sensiblement le déficit des comptes de l'Éducation Nationale durant les prochaines années, eu égard aux ressources potentiellement mobilisables pour le secteur. En somme, le déficit global sera limité à environ 5 % durant la période 2005-2013 (annexe 34), alors qu'il dépassera les 20 % dans le cas du scénario 1 et 14 % dans le cas du scénario 2 non optimisé. A partir de 2014, les comptes de l'éducation dégagent un excédent pouvant être alloué à l'amélioration des conditions de déroulement des études. Le graphique suivant illustre cette évolution :

Équilibre financier des comptes de l'éducation (1) (scénario 2 après optimisation)

Graphique 17



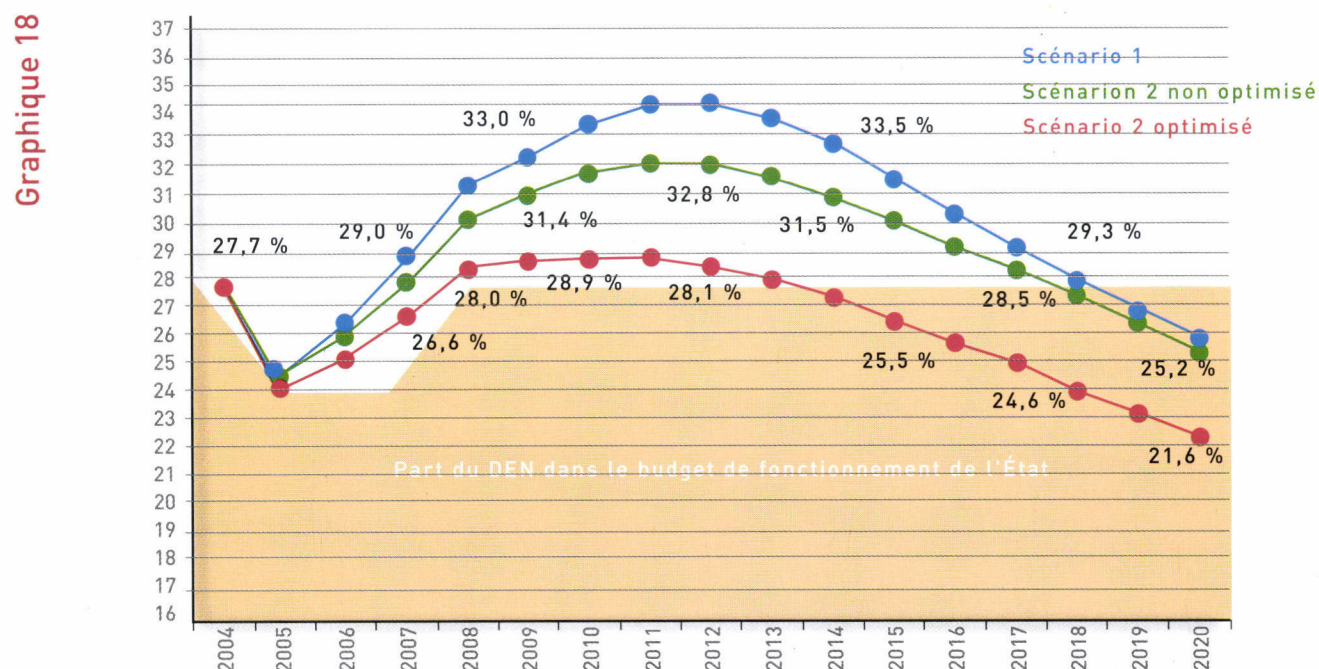
(1) Quand le taux de couverture dépasse 100 %, cela veut dire que la différence entre la valeur qu'il atteint et 100 % représente la part de ressources économisées compte tenu de la structure de financement en investissement et en fonctionnement du sous-système éducatif adoptée à l'année de base des projections.

2.4. Conclusion : une politique financière plus dynamique

La réalisation des objectifs de la Charte en matière d'accès aux différents cycles d'enseignement, assortie d'une amélioration des conditions de déroulement des études et d'un meilleur encadrement pédagogique, dégage des besoins financiers très importants tant au niveau de l'investissement qu'au niveau du fonctionnement. C'est ce qui ressort comme résultats dans le cas du scénario 1, qualifié de scénario d'amélioration rapide de l'efficacité du système éducatif. Le taux de couverture des besoins, calculé en se référant aux ressources potentiellement mobilisables pour le secteur de l'éducation, se dégradera progressivement jusqu'à atteindre 72 % en 2007 [graphique 17].

Le 2^{ème} scénario, qualifié de scénario d'amélioration progressive de l'efficacité du système éducatif, considéré comme scénario plus réaliste et reflétant mieux les capacités de mise en place des réformes envisagées a été développé. Il consiste à améliorer le rendement du système éducatif de façon progressive, sans créer de rupture avec le fonctionnement actuel au niveau de l'enseignement primaire en proposant un échéancier plus long quant à la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs visés par la Charte. Partant de l'ampleur des besoins dégagés à partir de ce scénario et afin d'assurer de meilleures conditions d'équilibre du plan de financement du secteur, deux variantes d'optimisation des dépenses ont été considérées. Elles concernent principalement les volets qui dégagent des économies significatives : l'utilisation optimale de l'emploi du temps des enseignants (variante 1) d'une part, et la variante 2 portant sur la stabilité des conditions de déroulement des études (maintien des ratios élèves/classe et élèves/enseignant au niveau actuel), d'autre part. Dans le cas de l'optimisation du scénario 2 par l'application simultanée des deux variantes, les besoins de fonctionnement peuvent être couverts tout en maintenant la part de l'Éducation Nationale dans le budget de l'État en deçà de 29 %. Sans ces options d'optimisation, la couverture des besoins de fonctionnement de ce scénario nécessiterait de porter la part de l'Éducation Nationale dans le budget de fonctionnement de l'État à plus de 32 % à l'horizon 2012 comme le montre le graphique ci-après. Quant aux besoins d'investissement, en dépit de ces optimisations, un effort particulier devrait être déployé durant les cinq prochaines années afin, d'une part, de « capitaliser » les résultats atteints durant les années antérieures et d'autre part de subvenir aux besoins « conjoncturels » du cycle de développement de l'enseignement secondaire collégial et de l'enseignement secondaire qualifiant, qui s'achèvera en 2010 pour l'enseignement collégial et en 2014 pour l'enseignement secondaire. Le graphique suivant illustre les conditions d'équilibre du budget de l'Éducation Nationale exprimées en parts dans le budget de fonctionnement de l'État pour le scénario 1 et pour le scénario 2 dans ses deux versions, optimisé et non optimisé :

Condition d'équilibre : part du budget de fonctionnement du DEN dans le budget de l'Etat



Conscient de cet enjeu, le Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique s'emploiera à améliorer la gestion financière, à rationaliser l'utilisation des ressources disponibles en révisant les critères et les modes de construction et d'équipement et en déployant les ressources humaines. De même, il procédera à la mobilisation de tout type de partenariat d'appui.

Cependant, cela ne permettrait pas de combler les écarts éventuels sans un effort supplémentaire conséquent dans le cadre de la politique budgétaire de l'État. Dans ce domaine, les autorités compétentes devront mettre en œuvre une politique budgétaire dynamique de financement du développement du système éducatif. Il s'agit de donner une suite concrète aux mesures à caractère fiscal et financier prévues par la Charte Nationale d'Éducation et de Formation. Ces mesures concernent :

- La mise en place d'un système fiscal approprié et incitatif, pour une durée de vingt ans, en faveur des établissements privés méritants ;
- L'octroi de subventions aux établissements privés qualifiés, au niveau de l'éducation préscolaire, en fonction des effectifs préscolarisés ;
- L'engagement de ces établissements à appliquer les frais d'inscription, de scolarité et d'assurance fixés en accord avec les autorités d'éducation et de formation ;
- La participation des partenaires de l'éducation et de la formation, y compris l'État, les Collectivités Locales, les entreprises et les ménages au financement de l'éducation ;
- L'engagement de l'État à augmenter régulièrement de 5 % chaque année le budget du secteur, après épuisement de toutes les possibilités d'économie et d'amélioration de la gestion ;
- La contribution nationale au financement de l'enseignement dont le produit serait affecté à un fonds réservé au soutien des opérations liées à la généralisation de l'enseignement et à l'amélioration de sa qualité. Il sera tenu compte du principe de solidarité sociale et du niveau de revenu des ménages dans la fixation du montant des contributions au fonds ;
- L'octroi par l'État des aides financières nécessaires à la promotion du préscolaire ;
- La participation des entreprises à la gestion des établissements de formation et leur appui ;
- La dynamisation de la solidarité sociale en instaurant des frais d'inscription au niveau de l'enseignement supérieur et, dans une étape ultérieure, au niveau secondaire ;
- La contribution des couches à revenus élevés, au niveau du cycle qualifiant de l'enseignement secondaire, dans un délai de cinq ans après que la réussite de la réforme aura été avérée.

Par ailleurs, les défis que laissent entrevoir les perspectives de développement du système éducatif, et surtout au cours des étapes critiques de ce développement, justifient la mise en place de mécanismes de mobilisation de ressources extrabudgétaires pour assurer le financement du système éducatif au cours des trois prochaines décennies.

Chapitre 3 : Les objectifs stratégiques et les grandes priorités



Comme annoncé dans l'introduction, le présent chapitre vise à présenter la planification stratégique (long terme), à exécuter et à gérer, d'une manière intégrée, les grands objectifs et les objectifs spécifiques relatifs à chaque sous-système et domaines-clé. Il s'agit d'assurer une progression harmonieuse et synchronisée entre les différentes composantes des sous-systèmes considérés sous l'angle de leur interdépendance.

Le but étant d'œuvrer pour atteindre les grands objectifs, il est apparu pertinent de traduire les grands objectifs et les objectifs spécifiques en « actions/projets » représentant des actions nouvelles à caractère entrepreneurial et les « actions/opérations » représentant des actions à caractère courant, opérationnel ou répétitif.

Les sous-systèmes retenus sont :

- L'enseignement préscolaire ;
- L'enseignement primaire ;
- L'enseignement secondaire collégial ;
- L'enseignement secondaire qualifiant ;
- L'enseignement originel ;
- L'alphabétisation ;
- L'éducation non formelle.

Les domaines clés retenus sont :

- La gestion pédagogique ;
- La gestion administrative ;
- La gestion financière ;
- L'égalité des chances et l'égalité des sexes ;
- La communication.

I. Les grands objectifs et les objectifs spécifiques

1. L'enseignement préscolaire

1.1. Les grands objectifs

- Généraliser l'enseignement préscolaire aux enfants âgés de 4 à 5 ans à l'horizon 2006-2007 ;
- Faciliter l'épanouissement physique, cognitif et affectif de l'enfant, le développement de son autonomie et de sa socialisation.

1.2. Les objectifs spécifiques

- Focaliser l'effort de l'État sur les zones rurales et périurbaines et sur les zones de peuplement défavorisées ;
- Relier l'enseignement préscolaire à l'enseignement primaire.

2. L'enseignement primaire

2.1. Les grands objectifs

- Généraliser l'enseignement primaire aux enfants âgés de 6 à 11 ans ;
- Assurer aux élèves du 1^{er} cycle de l'école primaire la consolidation et l'extension des apprentissages acquis au préscolaire et les préparer à poursuivre, avec un maximum d'égalité des chances, leurs apprentissages aux niveaux d'enseignement ultérieurs ;
- Assurer aux élèves du 2^{ème} cycle de l'école primaire le développement poussé de leurs habiletés et l'épanouissement précoce de leurs capacités.

2.2. Les objectifs spécifiques

- Permettre à 90 % des élèves inscrits en 1^{ère} année primaire de parvenir en fin d'école primaire ;
- Réduire les taux de redoublement et d'abandon ;
- Stabiliser la carte scolaire et les intrants de l'enseignement primaire ;
- Structurer l'école primaire en deux cycles, le premier, d'une durée de deux années, et le second, d'une durée de quatre années.

Pour ce sous-système d'enseignement, les efforts réalisés au cours des quatre dernières années montrent que l'enseignement primaire tend à se généraliser et que les objectifs qui lui sont assignés sont réalisables. Mais, il mérite des actions visant à assurer :

- Un équilibre entre le progrès quantitatif et celui qualitatif ;
- Un achèvement plus adéquat de son implantation et de sa couverture surtout en milieux rural et périurbain ;
- Un redéploiement optimal des ressources humaines qui y exercent ;
- Une amélioration soutenue de sa rentabilité interne ;
- Des sources de financement, dont celles partenariales, afin que l'école primaire puisse faire face aux besoins immédiats de son bon fonctionnement.

3. L'enseignement secondaire collégial

D'une durée de trois années, ce sous-système éducatif est destiné aux jeunes issus de l'école primaire et titulaires du certificat d'études primaires.

3.1. Les grands objectifs

- Généraliser la scolarisation des jeunes âgés de 12 à 14 ans ;
- Assurer aux jeunes le développement de l'intelligence formelle, l'initiation aux concepts et lois de base des sciences naturelles et physiques et de l'environnement, la connaissance générale de leurs

milieux et environnements internes et externes ;

- Assurer aux jeunes l'apprentissage de compétences techniques, professionnelles, artistiques et sportives de base, liées aux activités micro-professionnelles adaptées à l'environnement local et régional de l'école.

3.2. Les objectifs spécifiques

- Permettre à 80 % des élèves inscrits en 1^{ère} année du primaire de parvenir en fin d'enseignement secondaire collégial ;
- Asseoir les structures physiques, pédagogiques et de soutien social en milieu rural et périurbain ;
- Réduire les taux de redoublement et d'abandon au niveau de l'enseignement secondaire collégial.

Au vu des principaux résultats obtenus quatre années après le démarrage de la décennie nationale de l'éducation et de la formation et des projections du flux d'élèves ainsi que des besoins de ce sous-système, il se dégage que certains aspects méritent une attention particulière et principalement en ce qui concerne :

- L'amélioration de la qualité et de l'efficacité interne ;
- Le redéploiement des ressources enseignantes ;
- Le renforcement de l'implantation des collèges en milieu rural ;
- L'atténuation des disparités régionales de répartition de l'enseignement collégial ;
- L'encouragement des filles et des enfants issus de familles pauvres à poursuivre les études collégiales.

4. L'enseignement secondaire qualifiant

4.1. Les grands objectifs

- Consolider les acquis de l'enseignement secondaire collégial et diversifier les domaines d'apprentissage, de façon à offrir de nouvelles voies de réussite et d'insertion dans la vie professionnelle et sociale, ou de poursuite des études supérieures.

4.2. Les objectifs spécifiques

- Permettre à 60 % des élèves inscrits en 1^{ère} année du primaire de parvenir en fin d'enseignement secondaire et à 40 % d'entre eux d'obtenir le baccalauréat ;
- Mettre en place les cycles de l'enseignement secondaire qualifiant concernant le cycle de la qualification professionnelle, le cycle du tronc commun et le cycle du baccalauréat, ainsi que les filières de l'enseignement technique et professionnel et de l'enseignement général.

Il est à noter que l'enseignement secondaire qualifiant est appelé à recevoir des flux d'élèves qui entraîneront la nécessité de près d'un triplement de ses capacités à l'horizon 2020. De ce fait, il doit faire l'objet d'actions prioritaires visant :

- L'amélioration de sa qualité et de son efficacité ;
- Le redéploiement de ses ressources humaines ;
- La refonte des méthodes et programmes d'enseignement secondaire afin qu'il puisse remplir sa mission.

Ces principales actions devront être reconduites tout en mettant en place le schéma de restructuration de cet enseignement tel que préconisé par la Charte Nationale d'Éducation et de Formation : un cycle de formation professionnelle, un cycle de tronc commun d'une durée d'une année et un cycle du baccalauréat de deux années. En concomitance, la carte scolaire de cet ordre d'enseignement devra être mise en place, et réajustée éventuellement, afin que les lycées soient au centre de gravité des espaces d'implantation des collèges, des établissements de formation professionnelle et de ceux d'enseignement supérieur.

5. L'enseignement originel

Au sens de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation, il est retenu de restructurer l'enseignement originel en créant :

- Des écoles formelles de ce type d'enseignement à partir du préscolaire jusqu'à l'enseignement secondaire, en accordant un intérêt particulier au développement des écoles traditionnelles ainsi qu'à la mise en place de passerelles avec les autres établissements d'enseignement général ;
- Des centres de formation de cadres moyens de services religieux dont les spécialités seront définies en fonction des exigences actuelles et futures.

Il est aussi retenu que l'enseignement originel inclura le renforcement de l'apprentissage des langues étrangères.

6. L'alphabétisation

La lutte contre l'analphabétisme est une obligation sociale de l'État vu son impact déterminant sur la mise à niveau du tissu économique par le rehaussement des compétences humaines.

6.1. Les grands objectifs

- Réduire le taux global d'analphabétisme à moins de 20 % à l'horizon 2010, pour parvenir à une éradication quasi totale de ce fléau à l'horizon 2015.

6.2. Les objectifs spécifiques

- Accorder la priorité d'alphabétisation aux travailleurs et travailleuses analphabètes afin de réduire leur taux d'analphabétisme à moins de 10 % dans un horizon de 10 ans ;
- Accorder la priorité d'alphabétisation aux adultes qui ne possèdent pas de travail stable et régulier, surtout les mères, et notamment celles du milieu rural et périurbain.

En vue d'atteindre ces objectifs et partant de l'analyse de l'existant en matière d'efforts d'alphabétisation accomplis, l'attention devra être centrée sur :

- Le renforcement des capacités de gestion, de suivi et d'évaluation des programmes d'alphabétisation ;
- L'extension des actions d'alphabétisation aux catégories d'analphabètes pour qui l'impact se traduirait par une meilleure insertion dans la vie économique, sociale et culturelle ;
- Le renforcement du partenariat atteint et l'introduction de réajustements appropriés compte tenu des leçons tirées de cette évaluation.

7. L'éducation non formelle

Elle est destinée aux jeunes non scolarisés ou déscolarisés, âgés de 8 à 16 ans.

6.1. Les grands objectifs

- Assurer à l'horizon 2010, l'alphabétisation de la catégorie de jeunes âgés de 8 à 16 ans non scolarisés ou déscolarisés.

6.2. Les objectifs spécifiques

- Permettre aux jeunes bénéficiant de l'éducation non formelle d'acquérir les connaissances nécessaires et d'avoir une deuxième chance d'insertion ou de réinsertion dans les cycles d'éducation - formation.

Compte tenu des objectifs assignés à l'éducation non formelle et des résultats obtenus au cours des quatre dernières années, il apparaît que les principaux volets suivants méritent une attention particulière :

- Le renforcement des capacités de gestion, de suivi et d'évaluation ;
- L'extension aux provinces non ou peu couvertes par les actions d'éducation non formelle ;
- Le renforcement du partenariat de mise en œuvre des programmes d'éducation non formelle ;
- L'évaluation des résultats atteints et l'amélioration des méthodes adoptées.

8. La gestion pédagogique, administrative et financière

Les objectifs assignés aux différents sous-systèmes du système éducatif, mentionnés ci-dessus, ne suffisent pas, quantitativement, à asseoir un système qui soit en mesure de répondre efficacement aux besoins de la société et de l'économie marocaine. Leur mise en œuvre doit s'accompagner d'actions prioritaires visant à changer et à améliorer la gestion pédagogique, administrative et financière. La Charte Nationale d'Éducation et de Formation l'a bien souligné en précisant que la réalisation des objectifs quantitatifs ne saurait être obtenue au détriment de la qualité des enseignements. Dans ce cadre, la présente stratégie d'action accorde la priorité aux principaux aspects suivants :

8.1. La gestion pédagogique

La gestion pédagogique du développement du système éducatif au cours des prochaines étapes de la décennie nationale de l'éducation et de la formation, devra couvrir d'une manière intégrée et synchronisée tous les aspects déterminants de l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de son rendement. Ces aspects concernent les principaux volets de l'amélioration intégrée de la qualité de l'éducation.

A cette fin, les efforts du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique (DEN) seront centrés sur la réalisation des objectifs spécifiés ci-après :

8.1.1. Les grands objectifs

- Réviser et adapter les programmes, les méthodes, les manuels scolaires et les supports didactiques ;
- Optimiser les emplois du temps, les rythmes scolaires et pédagogiques et l'utilisation de l'espace scolaire ;
- Mettre à niveau les constituants du domaine de l'inspection ;
- Renforcer la maîtrise de l'utilisation des langues ;
- Introduire les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ;
- Promouvoir les activités sportives et d'Éducation physique scolaire et les activités socio-éducatives ;
- Renforcer la formation initiale et continue des personnels de l'éducation et la rénovation des centres de formation ;

- Améliorer les conditions sociales et matérielles des élèves ;
- Intégrer les personnes aux besoins spécifiques dans la vie scolaire ;
- Réorganiser l'évaluation et les examens ;
- Améliorer le système d'information et d'orientation.

8.1.2. Les objectifs spécifiques

- Mettre en place progressivement les nouveaux curricula ;
- Produire les nouveaux manuels en conformité avec la réforme des programmes d'enseignement ;
- Développer de nouveaux modes de gestion de l'emploi du temps des enseignants ;
- Faciliter l'adaptation des calendriers et des rythmes scolaires et pédagogiques ;
- Développer de nouveaux modes de l'utilisation de l'espace ;
- Mettre en place un nouveau cadre d'inspection ;
- Renforcer les rôles de l'inspection ;
- Mettre en place les moyens requis pour la réalisation des activités d'inspection ;
- Perfectionner l'enseignement et l'utilisation de la langue arabe ;
- Étendre l'enseignement de l'Amazigh à d'autres établissements scolaires ;
- Étendre l'enseignement de la 1^{ère} et de la 2^{ème} langues étrangères à d'autres niveaux d'enseignement ;
- Assurer un ordinateur pour 40 élèves en moyenne ;
- Ériger le sport en discipline scolaire au primaire ;
- Promouvoir l'éducation physique et le sport scolaire ;
- Promouvoir les activités socio-éducatives ;
- Renforcer la formation initiale des enseignants, des inspecteurs et des conseillers en orientation dans le domaine de la mesure et de l'évaluation ;
- Assurer la rénovation des centres de formation ;
- Élaborer et mettre en œuvre un programme national de formation continue au profit des personnels des AREF ;
- Assurer le soutien social aux élèves défavorisés ;
- Assurer le soutien matériel aux élèves défavorisés ;
- Promouvoir la santé des élèves ;
- Mettre en place un cadre d'intégration des personnes aux besoins spécifiques ;
- Améliorer le système d'évaluation des apprentissages ;
- Promouvoir les réseaux d'information et d'orientation.

8.2. La gestion administrative

La gestion administrative du processus de mise en œuvre des orientations et des objectifs de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation et de la pérennisation des efforts accomplis à cet effet, par le DEN, est appelée à connaître un changement profond aux niveaux de la prise de décisions, des rapports entre acteurs et partenaires du système éducatif et de leurs rôles et responsabilités respectifs, ainsi qu'au niveau des règles et procédures d'action. Les principaux objectifs qui feront l'objet d'interventions prioritaires en matière de gestion administrative sont les suivants :

8.2.1. Les grands objectifs

- Renforcer les capacités des structures centrales du DEN ;
- Renforcer les infrastructures et les capacités humaines et techniques des AREF et des Délégations Provinciales ;
- Développer un nouveau modèle de gestion des établissements ;

- Adopter les contrats - programmes - objectifs - budget avec les structures centrales du DEN, les AREF et les Délégations Provinciales ;
- Actualiser et adapter les modes et les normes des constructions et des équipements et rationaliser leur utilisation et leur fonctionnement ;
- Redéployer le personnel du DEN ;
- Rationaliser le recrutement, la promotion, l'utilisation et l'évaluation des ressources humaines ;
- Promouvoir le secteur de l'enseignement privé.

8.2.2. Les objectifs spécifiques

- Améliorer la productivité des structures centrales ;
- Réhabiliter et réaménager les sièges des AREF et des Délégations ;
- Développer le système d'information et de gestion des ressources humaines ;
- Généraliser la mise en place des différents conseils des établissements scolaires et les dynamiser ;
- Optimiser les résultats des moyens disponibles et mobilisables ;
- Réduire les coûts unitaires de construction et d'équipement ;
- Renforcer les capacités humaines et techniques ;
- Adapter les missions, tâches et postes aux profils possédés ;
- Assurer l'utilisation optimale des ressources humaines disponibles ;
- Parvenir à l'horizon 2010 à 20 % des effectifs scolarisés par le secteur privé.

8.3. La gestion financière

Le plus grand défi à la mise en œuvre de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation réside dans la mobilisation des ressources de financement requises pour cette mise en œuvre et leur gestion avec un haut degré d'efficacité et d'efficience. Au-delà des efforts que l'État pourrait consentir et qui dépendent des possibilités macro-économiques, ce défi ne serait levé sans réalisation d'économies et sans mobilisation de ressources partenariales additionnelles.

8.3.1. Les grands objectifs

La stratégie d'action en matière de gestion financière pour les prochaines étapes de la décennie nationale de l'éducation et de la formation sera axée sur les principaux grands objectifs suivants :

- Optimiser l'utilisation des ressources financières disponibles à tous les niveaux des sous-systèmes du système éducatif ;
- Instaurer la transparence absolue dans tous les modes de dépense éducative, y compris les marchés et contrats de construction, d'équipement et de maintenance ; généraliser les évaluations comptables et les audits financiers à tous les niveaux du système éducatif ;
- Mobiliser les ressources propres du DEN par la rentabilisation de son patrimoine (cession ou location) ;
- Créer un fonds national réservé au soutien de la généralisation de l'enseignement et de l'amélioration de sa qualité ;
- Associer les Collectivités Locales à la prise en charge de la gestion et du financement de locaux et d'établissements scolaires.

8.3.2. Les objectifs spécifiques

- Réduire les coûts de constructions et d'équipement et les coûts récurrents ;
- Rationaliser l'utilisation des ressources mobilisées ;
- Réguler des économies réinvestissables dans le secteur de l'éducation nationale ;
- Appuyer les efforts de financement de la mise en œuvre des objectifs éducatifs ;
- Soutenir l'effort de l'État en matière de développement du système éducatif.

9. Égalité des chances et égalité entre les sexes

Conformément aux principes fondamentaux de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation, le système éducatif doit œuvrer à la concrétisation du principe de l'égalité des citoyens, de l'égalité des chances qui leur sont offertes et du droit de tous, filles et garçons, à l'enseignement, que ce soit en milieu rural ou urbain, conformément à la Constitution du Royaume.

Au titre de la généralisation de la scolarisation, cette Charte insiste sur la nécessité de consentir un effort spécial pour encourager la scolarisation des filles en milieu rural, en remédiant aux difficultés qui continuent à l'entraver. Dans ce cadre, elle précise qu'il est impératif d'appuyer le plan de généralisation par des programmes locaux, en mobilisant tous les partenaires, particulièrement les enseignants et enseignantes, les familles et les acteurs locaux.

Compte tenu de ces principes et des engagements pris par le Maroc en matière d'objectifs du Millénaire pour le Développement et d'Éducation Pour Tous, les grands objectifs et ceux spécifiques relatifs à l'égalité des chances et à l'égalité entre les sexes pouvant être assignés au système éducatif sont les suivants :

9.1. Les grands objectifs

- Éliminer d'ici 2015 les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement ;
- Contribuer à la promotion de l'égalité entre les sexes et l'égalité des chances au sein du système éducatif en particulier et au niveau national en général.

9.2. Les objectifs spécifiques

- Généraliser la scolarisation des filles ;
- Promouvoir les ressources humaines féminines au sein du système éducatif.

10. La communication

La mise en œuvre des réformes éducatives découlant de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation nécessite l'adhésion, la participation et la contribution de tous les acteurs directs et indirects du système éducatif. Ce qui ne pourrait être atteint sans une communication large, diversifiée et efficace entre ces acteurs. A cet effet, une attention particulière sera attachée à la réalisation des principaux objectifs de communication suivants :

10.1. Les grands objectifs

- Développer la communication interne et externe avec les différents partenaires afin d'assurer leur pleine participation à la mise en œuvre des réformes éducatives découlant de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation.

10.2. Les objectifs spécifiques

- Élaborer une stratégie de communication pour appuyer la politique de développement du système éducatif ;
- Développer les capacités et mettre en place les mécanismes et les outils d'information et de communication interne et externe requis.

II. Les grandes priorités

L'originalité du présent cadre stratégique de développement du secteur éducatif est d'agir simultanément et d'une manière intégrée pour mettre en place les conditions favorables à un processus de perfectionnement de l'existant et d'édification du futur, d'une manière ordonnée, rationnelle et performante.

1. Les priorités de perfectionnement de l'existant

Il s'agit de remédier aux défaillances et dysfonctionnements qui entravent le bon fonctionnement et la gestion optimale du système éducatif. A cette fin, les priorités d'action porteront sur la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- L'organisation et l'opérationnalisation des structures centrales, régionales et provinciales du DEN afin qu'elles remplissent parfaitement leurs missions, rôles et responsabilités dans le développement du système éducatif ;
- L'assouplissement des procédures et méthodes de gestion pédagogique, administrative et financière en vue d'exécuter les différentes activités, projets et programmes dans des délais courts, au moindre coût et avec une qualité satisfaisante ;
- L'élévation du rendement des ressources humaines en exercice à tous les niveaux du système éducatif ;
- Le redéploiement de personnels en veillant à l'adéquation entre profils, expériences acquises et tâche à réaliser ou poste à occuper ;
- Le renforcement des capacités humaines et techniques des structures et des établissements scolaires en vue de faire face aux exigences qu'implique le développement quantitatif et qualitatif du système éducatif et sa modernisation grâce à l'introduction de Nouvelles Technologies d'Information et de Communication ;
- Le renforcement de l'encadrement et de l'inspection pédagogiques en vue d'assurer aux enseignements dispensés qualité et rendement suffisants ;
- L'adaptation de la formation initiale et continue aux nécessités d'amélioration de la qualité de l'éducation et du rendement interne et ce, principalement au niveau des sous-systèmes éducatifs du primaire, du secondaire collégial et du secondaire qualifiant ;
- L'introduction de la formation initiale et continue polyvalente pour favoriser l'optimisation de l'emploi du temps ;
- La maîtrise des coûts relatifs au personnel enseignant et non enseignant afin de réaliser des économies de rendement ;
- La résolution des problèmes réels vécus par les enseignants et des dossiers en attente de régularisation ;
- La conduite d'une campagne de dialogue intensif avec les acteurs directs du système éducatif et notamment les enseignants, afin d'assurer leur pleine adhésion et participation aux changements actuels et futurs de ce système ;
- La programmation budgétaire fonctionnelle des budgets d'équipement et de fonctionnement ouverts au titre des lois de finances, conformément aux priorités d'action évoquées ci-dessus.

Dans tous les cas, et dans les plus brèves échéances, une mise à niveau des structures et des ressources humaines du DEN, ainsi que la mise en place de moyens techniques et financiers appropriés s'imposent. Il s'agit aussi de remédier aux dysfonctionnements et insuffisances constatés.

2. Les priorités de maîtrise des défis d'avenir

Les défis d'avenir résident dans le fait que, par la mise en oeuvre des orientations et objectifs de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation, le Maroc renonce à la simple reproduction d'un système éducatif. Ces défis exigent, à chaque étape, la réflexion, la décision et l'action en terme de priorités aussi bien en amont qu'en aval du système. Ainsi, il s'avère nécessaire que la politique à moyen et long terme soit centrée sur le noyau d'actions et de mesures prioritaires suivantes :

2.1. Construction d'une capacité de gestion efficace

Il s'agit de construire une capacité de conduite du changement que connaît et subira le système éducatif. A cet effet, des efforts porteront sur le perfectionnement et le renforcement de la capacité :

- D'analyse, de planification, de suivi et d'évaluation des différents aspects et progrès du système ;
- De programmation physique et budgétaire des actions et mesures du présent cadre stratégique d'une manière générale et du PMT d'une manière particulière ;
- De prise en compte des objectifs à atteindre en matière d'égalité entre les sexes et d'égalité des chances dans la conception des programmes et des services éducatifs et dans les processus de prise de décision ;
- De direction et de supervision du processus de mise en oeuvre de ce cadre stratégique et du PMT ;
- De suivi et d'évaluation de l'exécution des différentes actions éducatives aussi bien à caractère quantitatif que qualitatif ;
- De coordination avec les différents acteurs associés au développement du système éducatif ;
- De coopération et de construction de différentes formes de partenariats pour l'appui des efforts nationaux en matière de développement de ce système ;
- De création d'un environnement favorable au soutien durable de ces efforts ;
- De mise en place de mécanismes efficaces et ciblant de communication et d'information concernant la nature des réalisations, les contraintes rencontrées, les aspects-clés du système éducatif mis en oeuvre ou programmés, les droits et les devoirs des différents acteurs du système (élèves, enseignants, parents d'élèves, etc...) ;
- D'évaluation et d'audit du fonctionnement du système éducatif.

2.2. L'amélioration de la qualité de l'enseignement et la réduction de l'échec scolaire

L'expansion quantitative du système éducatif ne représenterait pas, en soi-même, un succès, si les types d'enseignements dispensés ne sont pas d'une qualité suffisante et s'ils ne s'accompagnent pas d'une réduction maximum de l'échec scolaire.

L'évolution du système éducatif sous ces conditions exige des actions et des mesures prioritaires portant sur :

- La refonte, l'évaluation et le réajustement continu des programmes, des méthodes et techniques d'enseignement conformément aux objectifs prévus par la Charte Nationale d'Éducation et de Formation et compte tenu des évolutions technologiques, économiques et sociales ;
- La réadaptation de la formation initiale et continue en harmonie avec les changements opérés au niveau des programmes, des méthodes et techniques d'enseignement ;
- La mise en place de moyens et d'outils d'encadrement et d'évaluation de la qualité des enseignements dispensés (inspections, contrôles, évaluation) en impliquant toutes les parties concernées (enseignants, directeurs d'établissements, Délégations Provinciales, Académies et structures centrales du DEN) ;
- La mise en place de moyens, principalement budgétaires et pédagogiques, et de mécanismes devant permettre d'assurer la réussite scolaire et l'égalité d'accès aux différents sous-systèmes et cycles de l'enseignement éducatif ;

- Le renforcement des moyens d'appui aux élèves issus de familles pauvres et à ceux aux besoins spécifiques afin qu'ils bénéficient des mêmes chances d'évolution au sein du système (internats, cantines, transports, aides sous toutes formes,...) ;
- L'association et la motivation des enseignants afin d'assurer les conditions de succès aux actions et mesures d'amélioration de la qualité de l'enseignement et de réduction de l'échec scolaire ;
- La promotion de la recherche en éducation et le développement des capacités nationales dans ce domaine.

2.3. L'élargissement des capacités d'accueil

Les priorités d'action en matière d'élargissement des capacités d'accueil s'effectueront en harmonie avec les besoins du parachèvement de la généralisation de la préscolarisation des enfants âgés de 4 à 5 ans et de la scolarisation de ceux âgés de 6 à 11 ans, et de leur accès à l'enseignement secondaire.

Dans ce cadre, la priorité sera donnée à :

- La promotion de la création de classes d'enseignement préscolaire en milieux rural et périurbain en coopération avec le secteur privé, les Collectivités Locales, les ONGs et les organismes publics ;
- La couverture des douars ou des quartiers périurbains en locaux, établissements et cantines scolaires quand ils n'en disposent pas ou quand les flux d'élèves scolarisés ou d'enfants scolarisables le justifient ;
- La création de collèges ruraux, dotés d'internats ou de cantines scolaires et d'espaces d'éducation physique et d'initiation à l'utilisation des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication, pour les élèves issus de l'école primaire en milieu rural ;
- La création de collèges dans les milieux périurbains et urbains, justifiés par les flux d'entrée à l'enseignement collégial et aux mêmes conditions que les collèges ruraux. L'existence d'internats ou de cantines scolaires pourrait ne pas être nécessaire dans ces établissements ;
- La création d'infrastructures d'enseignement secondaire qualifiant dotées en matériel technique et pédagogique pour accueillir les flux d'entrée additionnels et pour assurer dans de bonnes conditions pédagogiques les enseignements devant être dispensés au cycle du tronc commun, du baccalauréat et surtout dans la filière de l'enseignement technologique et professionnel ;
- La création et le renforcement des infrastructures de gestion administrative et pédagogique des différents sous-système du système éducatif ;
- La restauration, la réhabilitation et l'entretien des infrastructures scolaires des différents sous-systèmes.

Chapitre 4 : Plan d'action à moyen terme



Tel qu'annoncé dans l'introduction, le présent chapitre vise à présenter une première planification opérationnelle du cadre stratégique de développement du système éducatif qui constitue une étape de la trajectoire d'action sur une période de long terme allant jusqu'à l'horizon 2020. La planification opérationnelle recherchée vise l'action éducative devant être conduite sur une durée de 5 ans (2004-2008) dans le cadre d'un Plan à Moyen Terme (PMT).

A partir des sous-systèmes et des domaines-clés, le PMT reprend les grands objectifs et les objectifs spécifiques énoncés au chapitre 3 en y associant les actions prioritaires et en y précisant les structures responsables, les partenaires et l'échéancier d'exécution.

Les actions et mesures apparaissant dans les matrices de consistance du PMT et du planning de son exécution présentées dans ce chapitre ne doivent pas être perçues comme exhaustives. Au contraire, il incombera à chaque structure centrale, chaque académie, délégation et établissement scolaire d'y intégrer les actions qui seront jugées pertinentes à la réalisation des objectifs spécifiques et des grands objectifs.

I. Les principales actions et mesures

1. L'enseignement préscolaire

En vue de réaliser les objectifs de développement de l'enseignement préscolaire, les principales actions et mesures suivantes seront mises en oeuvre :

- L'établissement d'une carte préscolaire avec pour perspective la généralisation de l'enseignement préscolaire à l'horizon 2006-2007 ;
- L'intensification des efforts en milieu rural et périurbain par la mise en place de classes du préscolaire, au sein ou à proximité des écoles primaires, en coopération avec les Collectivités Locales, les ONGs, les organismes publics et la coopération internationale ;
- La dotation en éducateurs des nouvelles classes mises en place ;
- La mise en place et la généralisation des centres de ressources de formation d'éducateurs dotés de classes d'application ;
- La production et la mise en oeuvre d'un nouveau curriculum de l'enseignement préscolaire ;
- L'incitation du secteur privé à contribuer davantage au développement de l'enseignement préscolaire ;
- La mobilisation de différentes ressources partenariales en faveur de ce sous-système d'enseignement.

Il est à rappeler que le développement de l'enseignement préscolaire devra être effectué par anticipation de son intégration à l'école primaire.

2. L'enseignement primaire

Les actions et les mesures qui seront réalisées dans le cadre du PMT consisteront à assurer la stabilisation des structures du sous-système d'enseignement primaire et l'amélioration de la qualité de l'éducation dispensée.

Ainsi, les efforts seront centrés sur :

- Le parachèvement de la généralisation de la scolarisation en la favorisant au niveau des zones ou des catégories d'enfants sous scolarisés ;
- L'élévation du rendement interne du sous-système par :
 - l'élimination du phénomène de classes pléthoriques ;
 - la réduction des taux de redoublement et d'abandon.
- L'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé en appliquant les nouveaux programmes, en utilisant de nouvelles méthodes d'enseignement et en intensifiant l'encadrement, l'inspection et le contrôle pédagogique ;
- La réhabilitation des salles de classe et des écoles en mauvais état ;
- La construction des salles de classe et des nouvelles écoles requises afin de parachever la généralisation de la scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans.

Sur le plan physique, le PMT retient (annexe 35) :

- L'aménagement et la réhabilitation de 940 établissements scolaires dont 22 en 2004 et 306 en 2005 ;
- L'aménagement et la réhabilitation de 533 cantines scolaires dont 113 en 2004 et 120 en 2005 ;
- La construction, la réhabilitation et l'équipement de 6 578 salles de classe dont 769 en 2004 et 2 036 en 2005 ;
- La création et l'équipement de 2 850 salles multimédia dont 950 en 2005.

L'ensemble de ces actions physiques devra être mis en oeuvre en harmonie avec le développement du sous-système préscolaire et par anticipation de l'implantation de nouveaux collèges particulièrement en milieu rural.

3. L'enseignement secondaire collégial

L'enjeu le plus important au niveau de la trajectoire de mise en oeuvre des orientations et des objectifs de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation résidera dans l'accès d'effectifs plus importants issus du sous-système de l'enseignement primaire et dont la pression sera de plus en plus forte à partir de 2005-2006.

Pour y faire face, les actions et les mesures à mettre en oeuvre devront être axées sur :

- L'étude prospective de la répartition géographique des flux d'élèves issus de l'enseignement primaire et l'identification des futurs lieux d'implantation des collèges, particulièrement en milieu rural ;
- L'établissement d'une carte scolaire collégiale répondant aux conditions de généralisation de la scolarisation des élèves âgés de 12 à 14 ans ;
- L'élévation du rendement interne du sous-système d'enseignement collégial par :
 - l'élimination du phénomène de classes pléthoriques ;
 - la réduction des taux de redoublement et d'abandon ;
 - le soutien pédagogique et social aux élèves en difficulté.
- L'amélioration de la qualité des enseignements dispensés par l'introduction de nouveaux programmes, l'utilisation de nouvelles méthodes et techniques d'enseignement et le renforcement de l'encadrement, de l'inspection et du contrôle pédagogique.

Concernant l'infrastructure pédagogique et administrative, le PMT prévoit (annexe 35) :

- L'aménagement et la réhabilitation de 245 établissements dont 47 en 2004 et 66 en 2005 ;
- L'aménagement et la réhabilitation de 157 internats dont 37 en 2004 et 40 en 2005 ;
- La construction et l'équipement de 8 514 salles de classe dont 384 en 2004 et 2.718 en 2005 ;
- La construction et l'équipement de 223 internats dont 32 en 2004 et 61 en 2005 ;
- La mise en place de 285 salles multimédia dont 82 en 2004 et 68 en 2005.

Il est à rappeler que la généralisation de l'enseignement secondaire collégial dépendra des efforts qui seront

réalisés en milieu rural en terme de capacités d'accueil pédagogiques, mais aussi, et surtout, en infrastructures de soutien social aux élèves issus de familles pauvres ou résidant loin des collèges d'accueil.

Dans ce cadre, il sera procédé au :

- Renforcement et à l'intensification des initiatives de création de Dar Attalib et Dar Attaliba en partenariat avec la Promotion Nationale, les Collectivités Locales, les ONG et d'autres partenaires ;
- Développement du système de transport des élèves habitant loin de leur établissement d'enseignement, et ce en coopération avec les Collectivités Locales, le secteur privé et d'autres partenaires.

4. L'enseignement secondaire qualifiant

Les effets de la généralisation de la scolarisation aux niveaux des sous-systèmes primaire et collégial sur l'enseignement secondaire qualifiant se produiront à partir de 2009-2010, en impliquant une évolution des flux scolarisés de près d'un million d'élèves cette année là, pour atteindre environ 1,55 million d'élèves en 2019-2020.

Les actions et les mesures qui seront mises en œuvre tiendront compte de ces perspectives et du positionnement de l'enseignement secondaire qualifiant dans le système éducatif. Elles porteront sur :

- L'élaboration d'un schéma de structuration de l'enseignement secondaire qualifiant en cycles et filières de formation ;
- La mise en place d'un plan de formation initiale, continue et polyvalente et de reconversion des enseignants et du personnel d'encadrement pédagogique et d'inspection afin d'assurer le succès des réformes concernant cet ordre d'enseignement ;
- L'extension du réseau des classes préparatoires et des classes de BTS ;
- La mise en place des réseaux d'éducation et de formation (REF) ;
- L'établissement d'une carte scolaire exploratrice de l'enseignement secondaire qualifiant en synchronisation avec la répartition spatiale future des collèges notamment en milieux périurbain et rural ;
- L'élévation du rendement interne par :
 - l'élimination du phénomène de classes pléthoriques ;
 - la réduction des taux de redoublement et d'abandon ;
 - le soutien pédagogique et social aux élèves en difficulté.
- L'amélioration de la qualité des enseignements dispensés par l'adaptation et le renouvellement des programmes et des méthodes d'enseignement.

Concernant l'infrastructure d'accueil pédagogique et de soutien social (annexe 35), il est prévu, dans le cadre du PMT, de réaliser les principales actions suivantes :

- L'aménagement et la réhabilitation de 101 établissements dont 4 en 2004 et 34 en 2005 ;
- L'aménagement et la réhabilitation de 36 internats dont 12 en 2005 ;
- La construction et l'équipement de 4 152 salles de classe dont 390 en 2004 et 1 266 en 2005 ;
- La construction et l'équipement de 96 internats dont 32 en 2005 ;
- La mise en place de 82 salles multimédia dont 27 en 2005.

5. L'enseignement originel

Au cours du PMT, l'enseignement originel fera l'objet des actions prioritaires suivantes :

- La réalisation d'une étude d'évaluation du bilan de ce type d'enseignement et d'une enquête d'exploration des populations potentielles pouvant l'intégrer ;
- La réalisation d'une carte scolaire prévisionnelle de l'enseignement originel sur la base des résultats de l'étude et de l'enquête mentionnées ci-dessus ;
- L'étude des passerelles entre l'enseignement originel et les établissements d'enseignement général.

6. L'alphabétisation et l'éducation non formelle

En matière d'alphabétisation, les principales actions et mesures suivantes seront entreprises en vue de réaliser les objectifs fixés par la Charte Nationale d'Éducation et de Formation :

- Le développement et le renforcement des capacités de conception, de programmation et de gestion des programmes d'alphabétisation ;
- La mise en place d'instruments de suivi et d'évaluation des efforts réalisés et des performances atteintes ;
- Le ciblage des catégories d'analphabètes en activité dans le tissu productif national et de celles non encore atteintes en milieux périurbain et rural ;
- La diversification et l'extension des formes de partenariats susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs nationaux en matière de lutte contre l'analphabétisme ;
- La coordination des initiatives et des efforts entrepris par différents acteurs en matière d'alphabétisation ;
- La mise en place d'un système d'information permettant d'évaluer les progrès réels obtenus en matière de réduction de l'effectif des populations analphabètes.

Concernant l'éducation non formelle, il sera procédé à la mise en oeuvre des actions et mesures suivantes :

- La mise en place des compétences humaines, pédagogiques et techniques requises pour la conception et la gestion optimale des programmes d'éducation non formelle ;
- L'extension des programmes d'éducation non formelle aux provinces et zones potentielles non encore couvertes ;
- Le perfectionnement des mécanismes de suivi et d'évaluation des progrès réalisés et d'appréciation des performances atteintes ;
- La mobilisation de partenaires pouvant appuyer les efforts de l'Etat en matière d'éducation non formelle ;
- L'adaptation des programmes d'alphabétisation destinés aux analphabètes âgés de 8 à 16 ans ;
- L'insertion des jeunes, ayant suivi avec succès le système d'éducation non formelle, dans la vie active et dans les cycles d'éducation et de formation.

7. La gestion pédagogique, administrative et financière

Bien que ce triplet gestionnel ait fait l'objet de description séparée d'actions et de mesures qui seront prises pour atteindre les objectifs de la Charte Nationale d'Education et de formation, il est à préciser qu'il constitue un domaine d'interventions intégratives. Ces interventions s'effectueront d'une manière complémentaire et intégrée afin :

- D'assurer la mise en œuvre des réformes stipulées par la Charte Nationale d'Education et de Formation, dans les meilleurs délais, au moindre coût et avec une qualité supérieure des enseignements dispensés au niveau de tous les sous-systèmes du système éducatif ;
- De faire adhérer tous les acteurs des environnements directs et indirects du système éducatif au processus de mise en œuvre ;
- De créer et maintenir un contexte motivateur et favorable à la réussite des réformes éducatives engagées et de celles qui seront entreprises ;
- De surmonter tous les obstacles susceptibles d'entraver cette réussite.

Les effets qu'auront les interventions rentrant dans ce triplet gestionnel dépendront de :

- La clarté des problèmes posés et de la nature des décisions à prendre ;
- La responsabilisation des acteurs impliqués ;
- La transparence des mesures et des décisions prises ;
- La participation démocratique, éclairée, responsable et structurée des parties impliquées.

Dans ce cadre, la reconsidération des méthodes de travail, de gestion et de fonctionnement des structures aussi bien centrales, que régionales et provinciales doit être effectuée pour que ses effets soient pleinement positifs. A chaque étape, des études de type diagnostic rapide pourront être réalisées pour prendre les décisions qui s'imposent avant que l'impact néfaste ne se propage.

8. L'égalité des chances et l'égalité entre les sexes

Dans ce domaine, le PMT consistera à renforcer les acquis obtenus en matière d'atténuation des disparités de scolarisation entre garçons et filles, à assurer une égalité des chances entre les sexes et à promouvoir la femme au sein et dans les environnements du système éducatif.

A cet effet, les principales actions et mesures suivantes seront entreprises :

- La sensibilisation et l'encouragement pour une généralisation de la scolarisation de la fille ;
- L'appui aux filles pour la poursuite de leurs études jusqu'aux plus hauts niveaux possibles (hébergement, bourses, restauration et transport scolaire particulièrement en milieu rural) ;
- La promotion de valeurs égalitaires dans la vie scolaire, dans les curricula, les manuels et les approches pédagogiques ;
- L'étude du statut et des conditions professionnelles et sociales des ressources humaines féminines à tous les niveaux et dans tous les domaines du système éducatif en vue d'identifier les difficultés qu'elles rencontrent pour leur épanouissement. Cette étude doit permettre d'identifier les mécanismes, les actions et les mesures devant permettre leur promotion durable.

9. La communication

En vue d'améliorer la gouvernance du système éducatif et de faire de l'école et de la vie scolaire l'affaire de tous, une stratégie de communication avec les acteurs directs et indirects du système sera élaborée et mise en œuvre.

A cet effet, les principales actions suivantes seront réalisées :

- L'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action de communication, leur validation et leur mise en œuvre ;
- La formation des personnels impliqués dans le processus de communication ;
- Le renforcement des mécanismes existants à tous les niveaux ;
- La production d'outils et d'instruments de communication ;
- L'organisation de forums périodiques sur l'information, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés en matière de réformes éducatives.

II. La mise en oeuvre du plan d'action

1. Approche

L'exécution du plan d'action à moyen terme (PMT) s'inscrira dans une approche d'action stratégique, intégrée et ciblée.

Sur le plan stratégique, l'exécution consistera à concevoir, à formuler et à réaliser des projets, des actions et des mesures éducatifs qui valorisent les acquis obtenus, remédient aux insuffisances existantes, rattrapent les retards constatés et permettent d'atteindre les objectifs de développement quantitatif et qualitatif du système éducatif.

Sur le plan de l'intégration, l'approche devra prendre en considération au niveau de la programmation physique, budgétaire et temporelle :

- La dépendance de chaque sous-système éducatif par rapport à celui qui le précède et à celui qui lui succède, tant en ce qui concerne les infrastructures scolaires et équipement éducatifs, qu'en ce

qui concerne les ressources humaines, leur formation initiale et continue et leur redéploiement éventuel ;

- La répartition des ressources financières disponibles et mobilisées selon l'agencement synchronisé des échéances de réalisation des actions éducatives prises dans leur ordre de priorité et leur degré d'interdépendance ;
- L'exécution des actions éducatives selon un calendrier basé sur les deux critères précédents et sur les niveaux d'avancement des activités entreprises et éventuellement compte tenu de la nécessité de surmonter certaines difficultés qui se seraient dressées au cours de la trajectoire de mise en oeuvre du PMT.

Cette approche sera une approche de ciblage dans la mesure où certaines actions porteront spécifiquement sur un milieu, une zone ou une sous-population d'élèves (filles, élèves ruraux, élèves aux besoins spécifiques) pour favoriser la généralisation de la scolarisation avec une qualité satisfaisante et dans les conditions d'égalité de chances et d'égalité entre les sexes.

2. Les modalités d'exécution

Le plan à moyen terme couvre la période 2004-2008. Les actions concernant les grands objectifs et les objectifs spécifiques seront exécutées, suivant leurs formes de projets, au cours de cette période. Quand elles sont des opérations, elles seront aussi réalisées au cours de cet intervalle de temps, mais seront poursuivies au-delà de 2008 selon les nouvelles exigences d'une politique éducative hautement performante.

De nouvelles actions-projets seront identifiées, formulées et proposées pour la mise en oeuvre au-delà de 2008, compte tenu de l'évolution quantitative et qualitative qu'aurait connue le système éducatif à l'issue de l'exécution du PMT.

La programmation budgétaire de mise en oeuvre annuelle des différentes actions sera établie selon la démarche suivante :

- La répartition des crédits de paiements de l'année 2004 selon les priorités d'action par sous-système d'enseignement, par AREF et structures centrales (annexe 36) ;
- L'établissement des budgets 2005, 2006, 2007 et 2008 selon ce principe en élaborant des budgets exploratoires avant le début de la préparation des lois de finances (annexe 37) ;
- L'introduction des réajustements après adoption de chaque loi de finance annuelle en respectant les principes de l'approche de mise en oeuvre du PMT.

La responsabilité d'exécution de chaque action du PMT incombera :

- À chaque structure centrale quand elle relève exclusivement de ses attributions ;
- Aux structures centrales et aux AREF quand les attributions des unes et des autres en font les acteurs responsables ;
- Aux AREF quand les attributions de celles-ci signifient leur pleine responsabilité.

Il est à préciser que l'exécution des actions du PMT devra se faire sur la base de nouvelles normes de construction, d'équipement et de gestion pédagogique, administrative et financière. Le souci étant d'assurer une exécution du PMT efficiente et efficace.

3. Planning d'exécution du PMT

En harmonie avec l'approche et les modalités d'exécution décrites ci-dessus, le planning d'exécution du PMT sera effectué conformément aux matrices suivantes :

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1. L'enseignement préscolaire	Généraliser l'enseignement préscolaire aux enfants âgés de 4 à 5 ans	Focaliser l'effort de l'Etat sur les zones rurales et périurbaines et sur les zones de peuplement défavorisées	Réaliser une étude diagnostique déterminant pour chaque délégation provinciale les zones d'intervention prioritaires nécessitant l'appui financier de l'Etat	DCPESP AREF	Collectivités Locales, Ministère des Habous et des Affaires Islamiques, Organismes publics Acteurs privés							
			Elaborer la carte scolaire du préscolaire	DCPESP AREF	Autorités et Collectivités Locales							
			Mettre en œuvre un programme d'extension du réseau du préscolaire en milieu rural	DCPESP AREF	Secteur privé							
			Généraliser et mettre à niveau des centres de ressources de formation des éducateurs	DCPESP AREF								
			Scolariser les élèves aux besoins spécifiques dès le préscolaire	AREF	Secrétariat d'Etat Chargé de la Famille de la Solidarité et de l'Action Sociale Autres partenaires							(1)
	Faciliter l'épanouissement physique, cognitif et affectif de l'enfant, le développement de son autonomie et de sa socialisation		Mettre en place un nouveau curriculum du préscolaire	DC / DCPESP	Autres partenaires							
			Créer et équiper des classes d'application au sein des centres de ressources du préscolaire	DCPESP / AREF	Autres partenaires							
			Intégrer le préscolaire au primaire	DEN	Secteur privé Autres Départements							

(1) Le fond orange clair signifie la période de mise en œuvre. La continuité du fond avec raies blanches signifie que l'action se poursuit jusqu'à la réalisation complète de l'objectif correspondant.

2. L'enseignement primaire

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
2. L'enseignement primaire	Généraliser l'enseignement primaire aux enfants âgés de 6 à 11 ans	Stabiliser la carte scolaire et renforcer les intrants de l'enseignement primaire	Organiser des campagnes de sensibilisation pour encourager la fréquentation scolaire	DSSP/ AREF	Ministère de l'Intérieur, Collectivités Locales, Ministère des Habous et des Affaires Islamiques, autres partenaires							
			Construire et équiper de nouvelles salles au niveau de l'enseignement primaire	AREF								
			Réhabiliter les écoles existantes	AREF Délégations	Autorités et Collectivités Locales							
	Permettre à 90% des élèves inscrits en première année primaire de parvenir en fin d'école primaire	Réduire les taux de redoublement et d'abandon au niveau du primaire	Prévenir et lutter contre l'échec scolaire	DSSP / AREF Délégations	Collectivités Locales, APTE, ONG, autres partenaires							
			Mettre en place un dispositif de suivi des indicateurs de rendement scolaire des élèves	DEOVSFCA AREF	Secteur privé							
	Assurer aux élèves du premier cycle de l'école primaire la consolidation et l'extension des apprentissages du préscolaire, et les préparer à poursuivre, avec un maximum d'égalité des chances, leurs apprentissages aux niveaux d'enseignement ultérieur		Adapter les méthodes et les programmes d'enseignement	DC								

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
2. L'enseignement primaire	Assurer aux élèves du deuxième cycle de l'école primaire le développement poussé de leurs habilités et l'épanouissement précoce de leurs capacités	Structurer l'école primaire en deux cycles : le premier cycle d'une durée de deux années et le second cycle d'une durée de quatre années	Renforcer les activités de soutien pédagogique dans le cadre de la composante locale des curricula	AREF Délégations Etablissements scolaires	Collectivités locales, Associations des Parents et Tuteurs des Elèves (APTE), ONG, autres partenaires							
			Intégrer le préscolaire au primaire	DEN	Secteur privé Autres départements et organismes							

Sous-systèmes

3. L'enseignement secondaire collégial

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
3. L'enseignement secondaire collégial	Généraliser la scolarisation des jeunes âgés de 12 à 14 ans	<p>Permettre à 80% des élèves inscrits en 1^{ère} année du primaire de parvenir en fin d'enseignement secondaire collégial</p> <p>Réduire les taux de redoublement et d'abandon au niveau de l'enseignement secondaire collégial</p>	<p>Réhabiliter les collèges existants</p> <p>Construire et équiper de nouvelles salles, des internats au niveau de l'enseignement secondaire collégial</p> <p>Prévenir et lutter contre l'échec scolaire</p> <p>Mettre en place un dispositif de suivi des indicateurs de rendement scolaire des élèves</p>	<p>AREF Délégations</p> <p>AREF</p> <p>DSSP / AREF Délégations Etablissements scolaires</p> <p>DEOVSFCA AREF</p>	<p>Collectivités Locales</p> <p>Collectivités Locales Bailleurs de fonds</p> <p>Collectivités Locales, APTE, ONG, autres partenaires</p> <p>Secteur privé</p>							
	Assurer le développement de l'intelligence formelle, l'initiation aux concepts de lois de base des sciences naturelles et physiques et de l'environnement, la connaissance générale de leurs milieux et environnements internes et externes											
	Assurer l'apprentissage de compétences techniques, professionnelles, artistiques et sportives de base, liées aux activités socio-professionnelles adaptées à l'environnement local et régional de l'école											
		Asseoir les structures physiques, pédagogiques et de soutien social en milieu rural et périurbain	Renforcer les activités de soutien pédagogique dans le cadre de la composante locale des curricula	AREF Délégations Etablissements scolaires	Collectivités Locales, Associations des Parents et Tuteurs des Elèves (APTE), ONG, autres partenaires							
			Elaborer la carte de l'enseignement secondaire collégial en milieu rural et périurbain	AREF	Collectivités Locales, Secteur privé Autres partenaires							

4. L'enseignement secondaire qualifiant

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
4. L'enseignement secondaire qualifiant	Etendre l'enseignement secondaire qualifiant pour l'accueil de tous les flux scolarisables à ce niveau d'enseignement	Permettre à 60% des élèves inscrits en 1 ^{re} année du primaire de parvenir en fin de l'enseignement secondaire qualifiant et à 40% d'entre eux d'obtenir le baccalauréat	Réhabiliter les lycées existants	DEN	Collectivités Locales Secteur privé							
		Réduire les taux de redoublement et d'abandon au niveau de l'enseignement secondaire qualifiant	Construire et équiper de nouvelles salles et de nouveaux internats au niveau de l'enseignement secondaire qualifiant									
			Prévenir et lutter contre l'échec scolaire									
	Consolider les acquis du secondaire collégial et diversifier les domaines d'apprentissage, afin d'offrir des voies de réussite et d'insertion dans la vie professionnelle et sociale, ou de poursuite d'études supérieures		Mettre en place un dispositif de suivi des indicateurs de rendement scolaire des élèves	DSSP AREF Délégations	Collectivités Locales, APTE, ONG, autres partenaires							
			Adapter et renouveler les programmes et les méthodes d'enseignement	DEOVSFCA AREF								
				AREF Délégations Etablissements scolaires								
		Mettre en place les cycles du secondaire qualifiant : cycle qualification professionnelle, cycle tronc commun et cycle baccalauréat ainsi que les filières de l'enseignement technologique et professionnel et de l'enseignement général	Etendre le réseau des classes préparatoires et des classes de BTS	AREF Délégations Etablissements scolaires	Collectivités Locales, Associations des Parents et Tuteurs des Elèves (APTE), ONG, Autres partenaires							
			Mettre en place les réseaux d'éducation et de formation (REF)	DEOVSFCA DSSP								
				DEOVSFCA DSSP AREF	Département de l'Enseignement Supérieur							
					Département de l'Enseignement Supérieur Département de la Formation Professionnelle							

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
5- L'enseignement originel	Restructurer l'enseignement originel	Développer et améliorer l'enseignement originel	Créer des écoles formelles de l'enseignement originel à partir du préscolaire jusqu'à l'enseignement secondaire	AREF	Collectivités Locales Ministère des Habous et des Affaires Islamiques Autres partenaires							
			Développer les écoles traditionnelles existantes	AREF	Collectivités Locales Ministère des Habous et des Affaires Islamiques Autres partenaires							
			Mettre en place des passerelles avec les établissements de l'enseignement général	DEOVSFCA								
			Créer des centres de formation des cadres spécifiques à l'enseignement originel	DRHFC AREF	Autres partenaires							
			Renforcer l'apprentissage des langues étrangères	DEOVSFCA								

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
6. Alphabétisation	Réduire le taux global d'analphabétisme à moins de 20% à l'horizon 2010, pour parvenir à une éradication quasi totale de ce fléau à l'horizon 2015	Accorder la priorité d'alphabetisation aux travailleurs et travailleuses analphabètes afin de réduire leur taux d'analphabétisme à moins de 10% dans les 10 ans	Réaliser des programmes d'alphabetisation des travailleurs	Secrétariat d'Etat chargé de l'alphabetisation et de l'éducation non formelle	Entreprises ONG Autres départements							
		Accorder la priorité d'alphabetisation aux adultes qui ne possèdent pas un travail stable et régulier, surtout les mères, et notamment celles du milieu rural et périurbain	Intensifier les programmes d'alphabetisation en milieu rural et périurbain	Secrétariat d'Etat chargé de l'alphabetisation et de l'éducation non formelle	ONG Collectivités Locales							

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
7. Education non formelle	Assurer l'alphabetisation de la catégorie de jeunes âgés de 8 à 16 ans non scolarisés ou déscolarisés à l'horizon 2010	Permettre aux jeunes bénéficiaires de l'éducation non formelle d'acquérir des connaissances nécessaires et d'avoir une deuxième chance d'insertion ou de réinsertion dans les cycles d'éducation-formation	Adapter les programmes d'alphabetisation Assurer l'insertion des alphabétisés dans les cycles d'éducation-formation	Secrétariat d'Etat chargé de l'alphabetisation et de l'éducation non formelle	DEN Collectivités Locales ONG Autres départements Autres partenaires							

8.1 La gestion pédagogique : L'amélioration de la qualité de l'éducation

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Organiser et mettre à niveau les constituants du domaine de l'inspection	Mettre en place un nouveau cadre d'inspection	Elaborer un cadre d'organisation de l'inspection	IGEF	Corps d'inspecteurs								
		Mettre en place la nouvelle organisation de l'inspection	IGEF AREF									
	Renforcer les rôles de l'inspection	Perfectionner les connaissances des inspecteurs dans les domaines des innovations introduites dans le système éducatif	IGEF DRHFC AREF									
		Améliorer les approches et les pratiques d'encadrement pédagogique et d'inspection	IGEF AREF									
	Mettre en place les moyens requis pour la réalisation des activités d'inspection	Mettre en place les crédits requis pour réaliser les activités d'encadrement pédagogique et d'inspection	DAGBP AREF									
		Mettre en place les moyens matériels et financiers et production dans le domaine de l'encadrement pédagogique et de l'inspection	DAGBP AREF									
		Equiper les structures d'inspection et d'encadrement en matériels adéquats	DAGBP AREF									
		Renforcer les moyens de visites d'écoles (véhicules, déplacements)	DAGBP AREF									

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
8.1 La gestion pédagogique : L'amélioration de la qualité de l'éducation	Renforcer la maîtrise de l'utilisation des langues	Perfectionner et étendre l'enseignement et l'utilisation des langues	Elaborer un plan d'introduction des langues	DC / DEOVSFCA								
			Mise en œuvre du plan d'introduction des langues (révision des curricula, formation des enseignants, élaboration des manuels scolaires et des supports didactiques)									
	Renforcer l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)	Assurer un ordinateur pour 40 élèves en moyenne	Etendre l'enseignement de la 1 ^{ère} et de la 2 ^{ème} langues étrangères à d'autres niveaux d'enseignement	DEOVSFCA/ AREF	IRCAM							
			Etendre l'enseignement de l'Amazigh à d'autres établissements scolaires primaires									
			Former les enseignants à l'utilisation des outils des NTIC	CNIPE / AREF	Autres partenaires							
			Généraliser l'introduction des NTIC dans tous les établissements scolaires et mise en place de salles multimédia équipées et connectées à l'internet	CNIPE / AREF	Autres partenaires							
			Développer des contenus pédagogiques multimédia	CNIPE / DC	Autres partenaires							

8.1 La gestion pédagogique : L'amélioration de la qualité de l'éducation

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Promouvoir les activités sportives et d'éducation physique scolaire et les activités socio-éducatives	Eriger le sport en discipline scolaire au primaire		Aménager des espaces adéquats dans les établissements primaires pour généraliser la pratique de l'éducation physique et sportive	DPSS AREF	Collectivités Locales							
			Développer les contenus pédagogiques et les guides d'implantation et d'évaluation des programmes	DPSS DEOVSFCA								
			Organiser et participer aux manifestations sportives aux niveaux national et international	DPSS	Autres partenaires							
			Entreprendre des études sur la détection des talents dans le domaine du sport scolaire et sur la valeur physique de l'enfant marocain	DPSS AREF								
	Promouvoir l'éducation physique et le sport scolaire		Faire l'inventaire des jeux traditionnels au niveau des régions	DPSS AREF	Autres départements et organismes							
			Renforcer le programme de partenariat et de coopération et encourager la création des associations sportives scolaires au sein des établissements scolaires publics et privés	DPSS DCPESP	AREF Secteur privé Collectivités Locales Autres départements							
			Créer un centre national et des cellules régionales de recherches et d'évaluation dans le domaine de l'Education Physique et du Sport Scolaire	DPSS DEOVSFCA	AREF Collectivités Locales Autres départements							
			Aménager des espaces adéquats dans les établissements d'enseignement pour généraliser les activités socio-éducatives	DEOVSFCA AREF	Collectivités Locales Autres partenaires							

Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
					2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Renforcer la formation initiale et continue des personnels de l'éducation et rénover les centres de formation	Renforcer la formation initiale des enseignants, des inspecteurs et des conseillers en orientation dans le domaine de la mesure et de l'évaluation	Mettre à jour les formations des enseignants, des inspecteurs et des conseillers en orientation, en mesure et évaluation, restructurer et réformer les centres dispensant ces formations	DEOVSFCA DRHFC	AREF							
		Organiser des sessions de formation et des ateliers pour l'élaboration d'outils d'évaluation au profit des enseignants et des inspecteurs	DEOVSFCA DRHFC	AREF Autres partenaires							
		Réhabiliter et aménager le centre d'orientation et de la planification de l'éducation	DEOVSFCA COPE	-							
	Assurer la rénovation des centres de formation	Réhabiliter et aménager le centre national des technologies éducatives	CNIPE CNTE	-							
		Réhabiliter et aménager le centre de formation permanente	DAGBP	-							
		Réhabiliter et aménager l'école normale supérieure de Rabat	ENS Rabat	-							
		Réhabiliter et aménager l'école normale supérieure de Meknès	ENS Meknès	-							
	Elaborer et mettre en œuvre un programme national de formation continue au profit du personnel des AREF	Parachever le programme de formation des directeurs des établissements scolaires au niveau des AREF	DEOVSFCA AREF	Autres partenaires							
		Elargir la participation du corps pédagogique et administratif aux programmes de formation continue	DRHFC AREF	-							
		Appuyer les AREF dans la formation des formateurs régionaux et locaux	DC DRHFC	-							
		Former les enseignants du secteur de l'enseignement privé	AREF	Secteur privé							

8.1 La gestion pédagogique : L'amélioration de la qualité de l'éducation

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Améliorer les conditions sociales et matérielles des élèves	Assurer le soutien social aux élèves défavorisés		Renforcer les services des cantines scolaires dans l'enseignement primaire au profit des élèves du milieu rural	AREF Délégations	Collectivités Locales ONG Privé APTE							
			Étendre le réseau des internats, de Dars Attalib et Dars Attaliba dans l'enseignement secondaire collégial en milieu rural	AREF	Collectivités Locales ONG Privé APTE Autres partenaires							
			Développer le système de transport scolaire au profit des élèves des zones éloignées des établissements scolaires	DCPESP	Collectivités Locales ONG Privé APTE Autres partenaires							
	Assurer le soutien matériel aux élèves défavorisés		Distribuer des fournitures scolaires aux élèves défavorisés	AREF	Collectivités Locales ONG, Privé APTE Autres partenaires							
			Améliorer les conditions de dépistage, de suivi et de prise en charge des élèves aux besoins spécifiques	AREF Délégations	Ministère de la santé Autres partenaires							
			Renforcer les activités d'éducation à la santé	DEOVSFCA AREF	Ministère de la santé Autres partenaires							
	Promouvoir la santé des élèves		Améliorer et renforcer les activités de contrôle des conditions d'hygiène dans les établissements scolaires	AREF Délégations Établissements scolaires	Ministère de la santé Autres partenaires							
			Renforcer les partenariats dans le domaine de la santé scolaire	DEN AREF	Ministère de la santé Autres partenaires							

Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier							
					2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
Intégrer les personnes aux besoins spécifiques dans la vie scolaire	Mettre en place un cadre d'intégration des élèves aux besoins spécifiques	Organiser les activités de soutien pédagogique ; Aménager les commodités de circulation dans les écoles ; Etendre l'expérience des classes intégrées ; Former les personnels concernés	DEOVSFCA AREF	Secrétariat d'Etat Chargé de la Famille de la Solidarité et de l'Action Sociale Collectivités Locales ONG, Privé, APTE Autres Partenaires								
		Evaluer le nouveau régime des examens	DEOVSFCA	Autres partenaires								
Réorganiser l'évaluation et les examens	Améliorer le système d'évaluation des apprentissages	Elaborer et améliorer les outils d'évaluation des apprentissages des élèves Elaborer et améliorer les outils d'évaluation des curricula	DEOVSFCA DC	Autres partenaires								
		Elaborer un plan d'action de restructuration des fonctions et mécanismes de conseil et d'orientation	DEOVSFCA	AREF								
Améliorer le système d'information et d'orientation scolaire	Promouvoir les réseaux d'information et d'orientation	Développer et reconvertir le réseau des Centres d'Information et d'Orientation (CIO) en réseau de Centres de Conseil et d'Orientation (CCO)	DEOVSFCA	AREF								
		Développer le réseau des Cellules de Production de Documents d'Information (CPDI)	AREF									
		Evaluer et renforcer les fonctions et les mécanismes de conseil et d'orientation	DEOVSFCA	AREF								

8-2 La gestion administrative

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Renforcer les capacités des structures centrales du DEN	Améliorer la productivité des structures centrales	Doter les structures centrales en moyens techniques Recruter des profils nouveaux	DEN								
	Renforcer les infrastructures et les capacités humaines et techniques des Académies Régionales de l'Education et de la Formation et des délégations provinciales	Réhabiliter et aménager les sièges des AREF et des délégations	Construire le siège de l'AREF de Laayoune	DEN								
			Construire le siège de la délégation de Chefchaouen	DEN								
			Construire les siège des délégations de Benslimane, Safi, Chtouka Ait Baha et Benmsik	DEN								
			Remplacer l'équipement en mauvais état dans les AREF et les délégations	DEN								
		Développer le système d'information et de gestion des ressources humaines	Généraliser le système d'information et de gestion des ressources humaines au niveau des académies et des délégations	DRHFC/AREF								
	Développer un nouveau modèle de gestion des établissements scolaires	Généraliser la mise en place des différents conseils des établissements scolaires et les dynamiser	Créer les conseils manquants	DEOVSFCA AREF								
			Encadrer le fonctionnement des différents conseils	DEOVSFCA AREF								

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
8-2 La gestion administrative	Adopter les contrats-programmes-objectifs-budget avec les structures centrales du DEN, les AREF et les délégations provinciales	Optimiser les résultats des moyens disponibles et mobilisables	Elaborer et spécifier les termes de contrats programmes entre le ministère, les AREF, les délégations et les établissements scolaires	DAJC DAGBP AREF								
	Actualiser et adapter les modes et les normes des constructions et des équipements et rationaliser leur utilisation et leur fonctionnement	Réduire les coûts unitaires de construction et d'équipement	Adapter les modes et les normes des constructions et des équipements scolaires	DAGBP								
	Redéployer le personnel du DEN	Utiliser rationnellement les ressources humaines	Redéployer certaines catégories du personnel	DRHF								

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
8-2 La gestion administrative	Rationaliser le recrutement, la promotion, l'utilisation et l'évaluation des ressources humaines	Renforcer les capacités humaines et techniques	Doter le DEN en profils nouveaux	DRHF	Ministère des Finances							
		Adapter les missions, tâches et postes aux profils possédés	Redéployer les ressources humaines en tenant compte de l'adaptation des postes et tâches aux qualifications requises	DRHF								
		Assurer l'utilisation optimale des ressources humaines disponibles	Imposer la discipline de présence effective à l'accomplissement du service	DRHF								
	Promouvoir le secteur de l'enseignement privé	Parvenir à l'horizon 2010 à 20% des effectifs scolarisés par le secteur privé	Renforcer l'encadrement et le contrôle du secteur privé	DCPESP AREF	Secteur privé							
			Mettre en place un cadre fiscal incitatif	DCPESP DAJC	Ministère des Finances							
			Mettre en place un régime foncier préférentiel	DCPESP DAJC	Habitat et Urbanisme							

8-3 La gestion financière	Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	2004	2005	2006	Échéancier					
							2007	2008	2009	2010					
		Optimiser l'utilisation des ressources financières disponibles à tous les niveaux des sous-systèmes du système éducatif	Réduire les coûts de construction et d'équipement et les coûts récurrents	Etablir un guide de normes de construction et d'équipement	DAGBP DSSP										
		Instaurer la transparence absolue dans tous les modes de dépenses, y compris marchés et contrats de construction, d'équipement et de maintenance, et généraliser les évaluations comptables et les audits financiers à tous les niveaux	Rationaliser l'utilisation des ressources mobilisées	Réviser et alléger les procédures administratives	DAGBP										
	Etablir des audits internes			DAJC											
	Etablir des contrats objectifs- programmes- budgets			DSSP DAGBP DAJC											
	Réviser les cahiers de charge en vigueur			DAGBP											
	Mobiliser les ressources propres du DEN par la rentabilisation de son patrimoine (cession, location)	Réguler des économies réinvestissables dans le secteur de l'éducation nationale	Elaborer le schéma des procédures de cession ou de location et les exécuter	DAJC DAGBP											
	Créer un fonds national réservé au soutien de la généralisation de l'enseignement et de l'amélioration de sa qualité	Appuyer les efforts de financement de la mise en œuvre des objectifs éducatifs	Etablir un projet de texte et le soumettre aux instances compétentes	DAJC DAGBP											
	Associer les Collectivités Locales à la prise en charge de la gestion et du financement de locaux et d'établissements scolaires	Soutenir l'effort de l'Etat en matière de développement du système éducatif	Etablir des conventions avec les Collectivités Locales	DCPEP DAJC	Ministère de l'Intérieur Collectivités Locales AREF										

Sous-systèmes	Grands objectifs	Objectifs spécifiques	Actions	Structures responsables	Partenaires	Échéancier						
						2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
9- Égalité des chances et égalité entre les sexes	Éliminer d'ici 2015 les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement	Généraliser la scolarisation des filles	Organiser des campagnes de sensibilisation et d'appui à la scolarisation Soutenir la scolarisation des filles	AREF	Autres partenaires							
			Étudier le statut et les conditions de la femme dans le système éducatif	DRHFC AREF	Autres partenaires							
	Contribuer à la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'égalité des chances au sein du système éducatif en particulier, et au niveau national en général	Promouvoir les ressources humaines féminines au sein du système éducatif	Identifier les mécanismes et les mesures de promotion de la femme	DRHFC AREF	Autres partenaires							
			Mettre en œuvre une politique d'équité appropriée pour la promotion durable de la femme	DRHFC AREF	Autres partenaires							
			Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du système éducatif pour assurer la prise en charge transversale de l'égalité entre les sexes et l'égalité des chances dans les services et programmes éducatifs	DRHFC AREF	Autres partenaires							

[illegible]

Chapitre 5 : La coordination, le suivi, la mesure et l'évaluation de la planification stratégique



La mise en œuvre avec succès des différentes composantes de la planification stratégique (grands objectifs, objectifs spécifiques, actions et mesures) telles que définies dans le présent cadre stratégique de développement du système éducatif exige la mise en place et le bon fonctionnement d'un système et d'une structure efficaces de gestion participative et soucieuse de la coordination, de la mesure, de l'évaluation et du feedback (rétroaction). La gestion du cadre stratégique de développement du système éducatif doit être assurée à la fois au plan individuel et collectif.

I. Le partage des responsabilités de gestion du cadre stratégique

Chaque objectif du cadre stratégique doit être associé à un champ de responsabilité précis. Il doit être confié sans ambiguïté à un responsable formellement désigné et imputable sinon, les objectifs collectifs deviennent souvent les objectifs de personne.

A tous les niveaux, il y a une double responsabilité : individuelle et collective pour la prise en charge des objectifs stratégiques.

- Une responsabilité individuelle : chacun est responsable et imputable d'objectifs stratégiques à atteindre, chacun doit s'engager sur les objectifs qui relèvent de sa fonction et en rendre compte personnellement à sa hiérarchie ;
- Une responsabilité collective : chacun des acteurs fait nécessairement partie d'une structure au sein de laquelle chacun est étroitement associé à l'élaboration des objectifs. Aucun ne peut s'en dissocier, quelle que soit sa fonction. Il y a donc aussi une imputabilité collective.

L'adhésion de chacun aux grands objectifs et aux objectifs spécifiques relève d'un véritable contrat collectif. Les responsables d'une structure au sein de l'organisation appartiennent ainsi à deux équipes : l'équipe dont le supérieur a la responsabilité et à laquelle ils participent ainsi que celle qu'ils dirigent. Cette double participation permet :

- D'instaurer un dialogue, une concertation et une coordination au sein de l'équipe ;
- De favoriser l'apprentissage collectif ;
- D'approfondir la spécificité des rôles à jouer par les différents acteurs.

II. Le système et la structure de gestion du cadre stratégique

Vu l'importance de la coordination et du suivi (mesure et évaluation) de la mise en œuvre du cadre stratégique de développement du système éducatif, de même que la prise en compte des critères de responsabilité et l'imputabilité individuelle et collective et du mode de gestion participatif hautement souhaitable, il s'avérerait

important de présenter, du moins dans ses grandes lignes, le système et la structure de gestion à privilégier aux trois niveaux du système éducatif. Une telle structure pourrait aussi être adaptée quant à la coordination et au suivi des projets d'établissements scolaires.

1. Au niveau central

Il s'agit de mettre en place un comité central de coordination et de suivi (CCCS) présidé par Monsieur le Ministre de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique. Ce comité aura pour mission de :

- S'assurer de l'avancement, tel que prévu, de l'exécution des différentes actions et mesures des projets et programmes qui en découlent ;
- Réorienter les travaux effectués afin qu'ils soient synchronisés avec d'autres travaux pour répondre aux objectifs attendus ou remédier à des difficultés rencontrées ;
- S'assurer de la cohérence des décisions et des mesures prises ;
- Redresser les dérapages éventuels dans la mise en œuvre des réformes éducatives selon la trajectoire souhaitée ;
- Prendre toutes les décisions qui s'imposent pour assurer le plein succès à la réalisation du cadre stratégique de développement du système éducatif.

Ce comité se réunira tous les deux mois, selon un calendrier fixé à l'avance et connu de tous les intéressés et au besoin, chaque fois que l'évolution des choses l'exigera.

Il se réunira tous les quatre mois, selon un calendrier fixé à l'avance et connu de tous les intéressés sous une forme élargie en associant les directeurs des AREF, et éventuellement certains délégués provinciaux dont la participation serait souhaitée ou nécessaire.

2. Au niveau régional

À ce niveau, il y a lieu de mettre en place un comité régional de coordination et de suivi (CRCS) présidé par le directeur de l'AREF.

Ce comité aura la même mission que le comité central, mais pour tout ce qui concerne le développement du système éducatif à l'échelon de la région conformément aux orientations et aux objectifs du cadre stratégique décliné dans un plan régional de développement.

Les réunions du comité régional seront organisées aux mêmes rythme et périodicité prévus pour le comité central. Participeront à ces réunions les délégués provinciaux relevant du ressort territorial de l'AREF et toutes personnes compétentes dont la présence sera jugée utile, notamment le président du conseil régional et certains chefs d'établissements scolaires.

3. Au niveau provincial

Il s'agit de mettre en place un comité provincial de coordination et de suivi (CPCS) présidé par le délégué provincial. Ce comité aura la même mission que le comité central mais centrée cette fois sur le développement du système éducatif aux niveaux provincial et communal conformément aux orientations et objectifs du plan régional de développement décliné dans un plan d'action provincial.

Ce comité est composé de chefs d'établissements scolaires, de directeurs de CFI et de CPR, d'inspecteurs de l'enseignement et de responsables de supervision et de suivi de la réalisation de programmes physiques, de construction ou de réhabilitation d'établissements ou de locaux scolaires, ainsi que d'actions pédagogiques spécifiques

III. La mesure, l'évaluation et le feedback

La mesure, l'évaluation et le feedback (rétroaction) constituent trois éléments essentiels du processus de gestion du développement du système éducatif à réaliser selon la trajectoire définie par le présent cadre stratégique en conformité avec les objectifs de la Charte Nationale d'Education et de Formation.

Dans le cadre de la coordination et du suivi de la réalisation du cadre stratégique, la mesure, l'évaluation et le feedback constituent les facteurs conciliateurs et synchronisateurs des flux de décisions et des portefeuilles d'actions, des mesures ou des projets et programmes réalisés, en cours de réalisation ou prévus.

1. La mesure

En partant des grands objectifs et des objectifs spécifiques retenus et du planning de mise en œuvre du PMT, la mesure consiste à :

- Formuler et à fixer des indicateurs de résultat de l'atteinte des objectifs à la fin de la période fixée (PMT : 5 ans) ;
- Formuler et à fixer des indicateurs de suivi permettant de mesurer annuellement la progression vers l'atteinte du résultat escompté à la fin de chaque année ;
- Recueillir, à l'aide d'outils appropriés, des données quantitatives ou qualitatives au regard des indicateurs fixés.

2. L'évaluation

En partant des grands objectifs et des objectifs spécifiques retenus et du planning de mise en œuvre du PMT ainsi que des données recueillies lors de la mesure, l'évaluation consiste à :

- Déceler les écarts stratégiques compte tenu de l'évolution future du système éducatif et des opportunités offertes ;
- Proposer des alternatives pour remédier aux écarts identifiés ;
- Fournir des rapports périodiques sur l'état d'avancement des actions et des mesures prévues au PMT, en identifiant les forces et les faiblesses se dégageant des résultats de la mesure ;
- Établir annuellement un rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PMT sur la base de la banque d'indicateurs de suivi présentés dans les matrices, ci-après, relatives à l'instrument de mesure et d'évaluation ;
- Établir à la fin de la période fixée (5 ans) un rapport d'évaluation de la réalisation finale du PMT, sur la base des indicateurs qui auront été fixés ;
- Proposer les rectifications et les réajustements requis pour remédier aux retards ou aux déficiences constatés ;
- Établir des états prévisionnels corrigés suite aux rectifications et réajustements introduits dans le PMT.

Comme on pourra le remarquer, l'instrument de mesure et d'évaluation présenté ci-dessous ne retient pas, pour le moment, la notion d'indicateurs de résultat et ce, pour des raisons de faisabilité et de l'écart important entre les besoins à combler particulièrement au niveau de la généralisation de la scolarisation et de l'amélioration de la qualité de l'éducation et le niveau de ressources disponibles. Pour cette raison, il est apparu plus réaliste, à ce stade, d'aborder la mesure et l'évaluation du cadre stratégique par le biais des indicateurs de suivi, qui permettront de mesurer annuellement le degré de progression dans l'atteinte des objectifs visés et de fixer annuellement des indicateurs de progression à la fois réalistes et donc atteignables, compte tenu du scénario d'évolution du système éducatif.

En ce sens, l'instrument de mesure et d'évaluation doit être considéré comme un instrument de travail

perfectible et qui sera opérationnalisé dès la diffusion du document du cadre stratégique. Les différents responsables concernés par l'un ou l'autre des volets du cadre stratégique seront sollicités pour une concertation en vue de mettre en pratique l'instrument de mesure et d'évaluation du cadre stratégique tout en assurant les critères de validité, de fiabilité et de concordance, devant caractériser un tel instrument. Il s'agira d'en faire un instrument « autogérable » et facile à consulter puisqu'il sera utilisé, à terme, par l'ensemble des gestionnaires du système éducatif : structures centrales, AREF, délégations et établissements scolaires.

3. Le feedback

Les activités de mesure et d'évaluation décrites ci-dessus nécessitent l'établissement de rapports et de feedback institutionnels pour fournir une base plus consistante à une prise de décision importante. Le feedback peut concerner un ou plusieurs projets, une ou plusieurs opérations. Il consiste à établir un rapport d'informations rétrospectives sur des actions exécutées.

Ce rapport doit renseigner les décideurs et éventuellement les partenaires sur la situation réelle et sur les résultats obtenus. Il doit déterminer les rôles et les responsabilités des acteurs associés à l'exécution, comme il doit identifier les causes de la défaillance ou de la réussite observées, l'essentiel étant de tirer les leçons et les enseignements pour mieux faire ou pour étendre les modèles de réussite à d'autres cas.

4. Un exemple d'application de l'instrument de mesure et d'évaluation

Le présent exemple d'application de l'instrument de mesure et d'évaluation est destiné à montrer la démarche selon laquelle cet instrument sera opérationnalisé.

Grand objectif	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Généraliser l'enseignement préscolaire aux enfants âgés de 4 et 5 ans								
Indicateurs de suivi								
Taux net d'inscription du préscolaire des élèves de 4 ans et de 5 ans	50,1%	51,1%						
Nombre d'élèves aux besoins spécifiques intégrés au préscolaire								
Grand objectif :								
Généraliser la scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans								
Indicateurs de suivi								
Taux net de scolarisation des élèves âgés de 6 à 11 ans	92,2%	92,8%						
Grand objectif :								
Permettre à 90 % des élèves inscrits en premières années du primaire de parvenir en fin d'école primaire								
Indicateurs de suivi								
Taux des élèves inscrits en première année du primaire ayant atteint la fin de l'école primaire	70% (1)							81% (2)

(1) Taux observé
(2) Taux découlant du scénario, chapitre 2

Les chiffres apparaissant dans les colonnes 2004 (année scolaire 2003-2004) et 2005 (année scolaire 2004-2005) représentent les valeurs des indicateurs observées au niveau national. Dans plusieurs domaines de telles valeurs seront plutôt remplacées par des nombres ou encore par des expressions « réalisé, à réaliser... ». Ces données (feedback) ont leur importance ici car elles rappellent les résultats atteints au cours des deux dernières années (2003-04, 2004-05) et aident à demeurer réalistes dans la fixation de l'objectif à atteindre pour la ou les prochaines années et à indiquer le niveau d'efforts à prévoir pour l'atteindre ou corriger les difficultés de parcours.

Les chiffres qu'on fixera dans la colonne 2006 représentent les prévisions qu'il serait souhaitable et réaliste au niveau national pour les années concernées. Ces prévisions deviennent donc des objectifs à atteindre.

Le même travail de feedback et de prévision devra être réalisé par les autres niveaux de la structure : AREF, délégations et établissements scolaires.

Comme il existe deux niveaux de réalisation des grands objectifs et des objectifs spécifiques du cadre stratégique, il existe aussi deux niveaux quant à la surveillance (mesure et évaluation) de leur réalisation : la surveillance dont chaque gestionnaire a la responsabilité et la surveillance par les membres de l'équipe de gestionnaires d'une même structure.

La mesure et l'évaluation de l'atteinte des objectifs est une étape déterminante dans la gestion du cadre stratégique puisqu'elle permet d'en vérifier le cheminement vers leur pleine réalisation. Sans une véritable prise en charge individuelle et collective de la surveillance (mesure et évaluation) du cadre stratégique, les opportunités de succès des réformes éducatives escomptées risquent fort d'être entravées.

IV. Indicateurs de suivi du développement du système éducatif

1. Enseignement préscolaire

1.1. Les grands objectifs

	(1)								
	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	
Objectif :									
Généraliser l'enseignement préscolaire aux enfants âgés de 4 et de 5 ans									
Indicateurs de suivi :									
Taux net d'inscription au préscolaire des élèves de 4 et de 5 ans									
Nombre d'élèves aux besoins spécifiques intégrés au préscolaire									
Objectif :									
Faciliter l'épanouissement physique, cognitif et affectif de l'enfant, le développement de son autonomie et de sa socialisation									
Indicateurs de suivi :									
Animation d'activités parascolaires									
Mesure de la participation et du dynamisme des élèves									

1.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	
Objectif :									
Focaliser l'effort de l'Etat sur les zones rurales et périurbaines et sur les zones de peuplement défavorisées									
Indicateurs de suivi :									
Effectif des enfants scolarisés dans le préscolaire dans les zones rurales et périurbaines									
Effectif des enfants scolarisés dans le préscolaire dans les zones de peuplement défavorisées									
Objectif :									
Relier l'enseignement préscolaire à l'enseignement primaire									
Indicateurs de suivi :									
Intégration des cartes scolaires, préscolaire et primaire									

(1) Il s'agit de l'année scolaire 2003-2004 correspondant à l'année 2004 dans les matrices du PMT.

2. Enseignement Primaire

2.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif : Généraliser la scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans								
Indicateurs de suivi : Taux net de scolarisation des élèves âgés de 6 à 11 ans								
Objectif : Permettre à 90 % des élèves inscrits en 1 ^{ère} année primaire de parvenir en fin d'école primaire								
Indicateurs de suivi : Taux des élèves inscrits en 1 ^{ère} année primaire ayant atteint la fin de l'école primaire								
Objectif : Assurer aux élèves du premier cycle de l'école primaire la consolidation et l'extension des apprentissages du préscolaire, et les préparer à poursuivre, avec un maximum d'égalité des chances, leurs apprentissages aux niveaux d'enseignement ultérieur								
Indicateurs de suivi : Evaluation des niveaux d'acquisition des élèves								
Mesures des performances additionnelles en termes de taux de réussite et de moyenne obtenue								
Objectif : Assurer aux élèves du 2 ^{ème} cycle de l'école primaire le développement poussé de leurs habiletés et l'épanouissement précoce de leurs capacités								
Indicateurs de suivi : Evaluation des niveaux d'acquisition des élèves								
Mesures des performances additionnelles en termes de taux de réussite et de moyenne obtenue								

2.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Stabiliser la carte scolaire et renforcer les intrants de l'enseignement primaire								
Indicateurs de suivi :								
Taux de couverture des douars scolarisables								
Taux d'auto-suffisance d'écoles et d'unités scolaires								
Objectif :								
Réduire les taux de redoublement et d'abandon au niveau du primaire								
Indicateurs de suivi :								
Taux de redoublement dans l'enseignement primaire chez les filles								
Taux de redoublement dans l'enseignement primaire chez les garçons								
Taux d'abandon dans l'enseignement primaire chez les garçons								
Taux d'abandon dans l'enseignement primaire chez les filles								
Objectif :								
Structurer l'école primaire en deux cycles : le premier cycle d'une durée de deux années et le second cycle d'une durée de quatre années								
Indicateurs de suivi :								
Taux de généralisation de la scolarisation au primaire								
Taux de stabilisation des moyens pédagogiques et humains du primaire								

3.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Généraliser la scolarisation des jeunes âgés de 12 à 14 ans								
Indicateurs de suivi :								
Taux net de scolarisation des élèves âgés de 12 à 14 ans								
Objectif :								
Assurer aux jeunes le développement de l'intelligence formelle, l'initiation aux concepts de lois de base des sciences naturelles et physiques et de l'environnement, la connaissance générale de leurs milieux et environnements internes et externes								
Indicateurs de suivi :								
Evaluation des niveaux d'acquisition des élèves								
Mesure des performances additionnelles en termes de taux de réussite et de moyenne obtenue								
Objectif :								
Assurer aux jeunes scolarisés dans cet ordre d'enseignement l'apprentissage de compétences techniques professionnelles, artistiques et sportives de base, liées aux activités socio-professionnelles adaptées à l'environnement local et régional de l'école								
Indicateurs de suivi :								
Taux d'orientation vers les options scientifiques, techniques et professionnelles								
Taux de participation aux activités artistiques et sportives								

3.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Permettre à 80 % des élèves inscrits en 1 ^{ère} année du primaire de parvenir en fin de l'enseignement secondaire collégial								
Indicateurs de suivi :								
Taux des élèves inscrits en première année primaire ayant atteint la fin de l'enseignement secondaire collégial								
Objectif :								
Réduire les taux de redoublement et d'abandon au niveau de l'enseignement secondaire collégial								
Indicateurs de suivi :								
Taux de redoublement dans l'enseignement secondaire collégial chez les filles								
Taux de redoublement dans l'enseignement secondaire collégial chez les garçons								
Taux d'abandon dans l'enseignement secondaire collégial chez les garçons								
Taux d'abandon dans l'enseignement secondaire collégial chez les filles								
Objectif :								
Asseoir les structures physiques, pédagogiques et de soutien social en milieu rural et périurbain								
Indicateurs de suivi :								
Bénéficiaires des cantines scolaires, dont filles								
Bénéficiaires des internats, dont filles								
Fournitures scolaires de base (cartables, manuels scolaires, cahiers, etc...) distribuées annuellement aux élèves nécessiteux								
Elèves des zones éloignées bénéficiaires du transport scolaire, dont filles								
Bénéficiaires des services de santé scolaire, dont filles								

4. Enseignement Secondaire Qualifiant

4.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Etendre l'enseignement secondaire qualifiant pour l'accueil de tous les flux scolarisables à ce niveau d'enseignement								
Indicateurs de suivi :								
Taux d'accroissement des nouveaux inscrits en première année du secondaire qualifiant								
Taux de scolarisation des enfants âgés de 15 à 17 ans								
Objectif :								
Consolider les acquis de l'enseignement secondaire collégial et diversifier les domaines d'apprentissage, de façon à offrir de nouvelles voies de réussite et d'insertion dans la vie professionnelle et sociale, ou de poursuite des études supérieures								
Indicateurs de suivi :								
Taux d'élèves parvenant à suivre les études supérieures								
Taux d'élèves parvenant à s'insérer dans la vie active								

4.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Permettre à 60 % des élèves inscrits en première année du primaire de parvenir en fin de l'enseignement secondaire qualifiant et à 40 % d'entre eux d'obtenir le baccalauréat								
Indicateurs de suivi :								
Taux des élèves inscrits en 1 ^{ère} année primaire ayant atteint la fin du secondaire qualifiant								
Taux des élèves inscrits en première année primaire ayant obtenu le baccalauréat								
Objectif :								
Réduire les taux de redoublement et d'abandon au niveau du secondaire qualifiant								
Indicateurs de suivi :								
Taux de redoublement dans l'enseignement secondaire qualifiant chez les filles								
Taux de redoublement dans l'enseignement secondaire qualifiant chez les garçons								
Taux d'abandon dans l'enseignement secondaire qualifiant chez les garçons								
Taux d'abandon dans l'enseignement secondaire qualifiant chez les filles								
Objectif :								
Mettre en place les cycles du secondaire qualifiant concernant le cycle de la qualification professionnelle, le cycle du tronc commun et le cycle du baccalauréat et ainsi que les filières de l'enseignement technologique et professionnel et de l'enseignement général								
Indicateurs de suivi :								
Pourcentage des établissements secondaires équipés en laboratoires et ateliers opérationnels de sciences et de technologies								
Pourcentages des élèves par cycle								
Pourcentage des élèves par filière								

5. L'enseignement originel

5.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Restructurer l'enseignement originel								
Indicateurs de suivi :								
Nombre d'écoles formelles d'enseignement originel créées du préscolaire au secondaire								
Nombre de centres de formation de cadres spécifiques à l'enseignement originel créés								

5.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Développer et améliorer l'enseignement originel								
Indicateurs de suivi :								
Capacité d'accueil nouvelle créée								
Effectifs de cadres spécifiques à l'enseignement originel formés								
Passerelles établies avec l'enseignement général								

6. L'alphabétisation

6.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Réduire le taux global d'analphabétisme à moins de 20 % à l'horizon 2010, pour parvenir à une éradication quasi totale de ce fléau à l'horizon 2015								
Indicateurs de suivi :								
Bénéficiaires globaux des programmes d'alphabétisation								
Femmes bénéficiaires des programmes d'alphabétisation								

6.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Accorder la priorité d'alphabétisation aux travailleurs et travailleuses analphabètes afin de réduire le taux d'analphabétisme à moins de 10 % dans un horizon de 10 ans								
Indicateurs de suivi :								
Travailleuses bénéficiaires des programmes d'alphabétisation								
Travailleurs bénéficiaires des programmes d'alphabétisation (les deux sexes)								
Objectif :								
Accorder la priorité d'alphabétisation aux adultes qui ne possèdent pas un travail stable et régulier, surtout les mères, et notamment celles des milieux rural et périurbain								
Indicateurs de suivi :								
Taux d'analphabétisme des adultes qui ne possèdent pas un travail stable et régulier								
Adultes bénéficiaires des programmes d'alphabétisation								
Mères bénéficiaires des programmes d'alphabétisation								
Taux d'analphabétisme des mères								

7. L'éducation non formelle

7.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Assurer l'alphabétisation de la catégorie de jeunes âgés de 8 à 16 ans non scolarisés ou déscolarisés à l'horizon 2010								
Indicateurs de suivi :								
Effectif global des bénéficiaires								
Effectif des filles bénéficiaires								
Effectif global des bénéficiaires achevant le cycle d'éducation non formelle								

7.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Permettre aux jeunes bénéficiaires de l'éducation non formelle d'acquérir des connaissances nécessaires et d'avoir une deuxième chance d'insertion ou de réinsertion dans les cycles d'éducation-formation								
Indicateurs de suivi :								
Nombre de programmes produits et mis en œuvre								
Nombre de référentiels produits								
Effectif des jeunes réinsérés dans les cycles d'éducation-formation								

8. La gestion pédagogique, administrative et financière

8.1. La gestion pédagogique : L'amélioration de la qualité de l'éducation

a) Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Réviser et adapter les programmes, les méthodes, les manuels scolaires et les supports didactiques								
Indicateurs de suivi :								
Création du comité permanent des programmes								
Révision et validation des programmes								
Intégration des composantes régionale et locale dans les curricula scolaires								
Résultats des élèves à des examens et des tests								
Pourcentage des contenus intégrés dans les curricula et dans les manuels scolaires								
Nouveaux manuels scolaires édités et disponibles								
Pertinence des concepts véhiculés sur l'égalité entre les sexes et l'égalité des chances dans tous les manuels édités								
Elaboration des programmes d'évaluation des curricula								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Optimiser les emplois du temps, les rythmes scolaires et pédagogiques et l'utilisation de l'espace scolaire								
Indicateurs de suivi :								
Adaptation des horaires scolaires journalier et hebdomadaire par chaque établissement scolaire								
Proportion d'établissements ayant adapté l'horaire scolaire en fonction du rythme de vie propre à l'environnement régional et local de l'école								
Répartition de l'année scolaire avec le maintien du volume de 34 semaines identiques pour toutes les provinces								
Objectif :								
Organiser et mettre à niveau les constituants du domaine de l'inspection								
Indicateurs de suivi :								
Elaboration et mise en œuvre du programme continu de formation et de qualification au profit des inspecteurs								
Nombre d'inspecteurs bénéficiaires de la formation continue de mise à niveau								
Innovations intégrées pour améliorer les méthodes et approches d'encadrement pédagogique et d'inspection								
Elaboration du rapport annuel sur le renforcement de la mise à niveau des constituants de l'inspection								
Objectif :								
Renforcer la maîtrise et l'utilisation des langues								
Indicateurs de suivi :								
Mise en place de la cellule d'évaluation linguistique								
Elaboration des outils d'évaluation des compétences linguistiques								
Evaluation des compétences orales et écrites des langues à la fin de chaque cycle								
Nombre de classes de l'enseignement de l'Amazigh créées								
Nombre de livres et de manuels d'Amazigh édités								
Nombre d'enseignants de la langue Amazigh formés								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Renforcer l'utilisation des Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication								
Indicateurs de suivi :								
Pourcentage des établissements ruraux et urbains équipés d'une bibliothèque scolaire, d'un espace multimédia, d'un site WEB, d'une médiathèque, d'une banque de programmes numériques et d'une boîte personnalisée de courrier électronique								
Pourcentage des enseignants et des encadreurs initiés à l'utilisation et à l'exploitation pédagogique des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)								
Certification des compétences des élèves en utilisation des TIC								
Objectif :								
Promouvoir les activités sportives et d'éducation physique scolaire et les activités socio-éducatives								
Indicateurs de suivi :								
Nombre d'espaces aménagés et équipés réservés à l'éducation physique et sportive et aux activités socio-éducatives au primaire								
Affectation de maîtres de sport dans les écoles et les secteurs scolaires								
Indice de parité entre les sexes des participants aux activités socio-éducatives et sportives								
Discipline intégrée dans le contrôle continu au primaire								
Etude socioculturelle sur les jeux ancestraux au niveau de la région pour fin d'intégration dans la discipline								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Renforcer la formation initiale et continue des personnels de l'éducation et rénover les centres de formation								
Indicateurs de suivi :								
Centres de formation régionaux créés								
Centres de formation aménagés et équipés								
Programmes révisés selon la loi 01/ 00								
Effectif des formateurs dont les compétences ont été renforcées								
Effectif des enseignants ayant bénéficié de 5 jours de formation								
Effectif des cadres de l'administration pédagogique ayant bénéficié de 5 jours de formation								
Effectif des cadres administratifs et techniques ayant bénéficié de 5 jours de formation.								
Effectif des enseignants (vacataires, nouveaux recrutés pour enseigner "l'Amazigh", civilistes, enseignants d'anglais aux collèges...) ayant bénéficié de 3 sessions de 5 jours de formation								
Effectif des responsables du DEN ayant bénéficié de 2 sessions de 5 jours de formation								
Effectif des candidats aux examens professionnels formés à distance								
Objectif :								
Améliorer les conditions sociales et matérielles des élèves								
Indicateurs de suivi :								
Bénéficiaires des cantines scolaires, dont filles								
Bénéficiaires des internats, dont filles								
Fournitures scolaires de base (cartables, manuels scolaires, cahiers, etc...) distribuées annuellement à tous les élèves nécessiteux.								
Elèves des zones éloignées bénéficiaires du transport scolaire								
Bénéficiaires des services de santé scolaire par an								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Intégrer les personnes aux besoins spécifiques dans la vie scolaire								
Indicateurs de suivi :								
Nombre d'élèves aux besoins spécifiques intégrés et scolarisés								
Nombre de classes intégrées par académie régionale								
Nombre d'élèves aux besoins spécifiques accueillis et scolarisés								
Nombre d'établissements adaptés aux élèves aux besoins spécifiques ne pouvant s'intégrer dans la vie scolaire ordinaire par académie régionale								
Objectif :								
Réorganiser l'évaluation et les examens								
Indicateurs de suivi :								
Nouvelles réorganisations introduites								
Nombre d'encadreurs ayant réalisé l'évaluation								
Objectif :								
Améliorer le système d'information et d'orientation scolaire								
Indicateurs de suivi :								
Nombre de conseillers en orientation formés								
Nombre de documents d'information produits								
Taux de satisfaction des populations-cibles								

b) Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Mettre en place progressive- ment les nouveaux curricula								
Indicateurs de suivi :								
Nouveaux curricula produits et mis en application								
Curricula évalués et améliorés								
Objectif :								
Produire les nouveaux manuels scolaires en confor- mité avec les réformes des programmes d'enseignement								
Indicateurs de suivi :								
Nouveaux manuels produits et utilisés								
Nouveaux manuels évalués et améliorés								
Objectif :								
Développer de nouveaux modes de gestion de l'emploi du temps des enseignants								
Indicateurs de suivi :								
Pourcentage d'enseignants accomplissant la charge horai- re hebdomadaire complète au secondaire collégial								
Pourcentage d'enseignants accomplissant la charge horai- re hebdomadaire complète au secondaire qualifiant								
Objectif :								
Faciliter l'adaptation des calen- driers et des rythmes scolaires et pédagogiques								
Indicateurs de suivi :								
Proportion d'établissements aux calendriers adaptés								
Proportion d'établissements aux rythmes scolaires et péda- gogiques adaptés								
Objectif :								
Développer de nouveaux modes de l'utilisation de l'espace								
Indicateurs de suivi :								
Nouveaux modes d'utilisation de l'espace définis								
Proportion d'écoles appliquant les nouveaux modes d'utilisa- tion de l'espace								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Mettre en place un nouveau système d'inspection								
Indicateurs de suivi :								
Adoption et mise en place du nouveau cadre d'inspection								
Nombre de visites d'encadrement pédagogique réalisées par an selon la spécialité et le milieu géographique								
Nombre de visites d'inspection réalisées annuellement selon la spécialité, le niveau d'enseignement et le milieu géographique								
Evaluation de l'efficacité du nouveau cadre et définition des ajustements et des améliorations introduites								
Objectif :								
Mettre à disposition les moyens nécessaires pour l'exécution des fonctions d'inspection								
Indicateurs de suivi :								
Crédit annuel alloué à l'exécution des fonctions d'inspection et son taux d'exécution								
Moyens matériels disponibles (bureaux, moyens de transport, autres équipements)								
Etudes réalisées dans le domaine de l'encadrement pédagogique et de l'inspection								
Objectif :								
Perfectionner et étendre l'enseignement et l'utilisation des langues								
Indicateurs de suivi :								
Plan décennal pour l'enseignement des langues élaboré et validé								
Plan décennal mis en oeuvre								
Objectif :								
Assurer un ordinateur pour 40 élèves en moyenne								
Indicateurs de suivi :								
Taux de couverture en ordinateurs au primaire								
Taux de couverture en ordinateurs au secondaire collégial et au secondaire qualifiant								
Taux de couverture des populations ciblées								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Eriger le sport en discipline scolaire au primaire								
Indicateurs de suivi :								
Nombre d'écoles primaires où le sport est érigé en discipline								
Nombre d'écoles primaires dotées de terrains et d'équipements de sport								
Objectif :								
Promouvoir l'éducation physique et le sport scolaire								
Indicateurs de suivi :								
Proportion d'établissements disposant de terrains d'éducation physique et de sport scolaire								
Proportion de terrains équipés convenablement								
Objectif :								
Promouvoir les activités socio-éducatives								
Indicateurs de suivi :								
Proportion d'établissements ayant un programme d'activités socio-éducatives définies								
Proportion d'élèves exerçant les activités parascolaires								
Objectif :								
Renforcer la formation initiale des enseignants, des inspecteurs et des conseillers en orientation dans le domaine de la mesure et de l'évaluation								
Indicateurs de suivi :								
Effectif d'enseignants formés								
Effectif d'inspecteurs formés								
Effectif de conseillers en orientation formés								
Objectif :								
Assurer la rénovation des centres de formation								
Indicateurs de suivi :								
Centres de formation rénovés								
Centres de formation mis à niveau								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Elaborer et mettre en œuvre un programme national de formation continue au profit du personnel des AREF								
Indicateurs de suivi :								
Programme de formation continue élaboré et mis en œuvre								
Effectif du personnel formé								
Objectif :								
Assurer le soutien social aux élèves défavorisés								
Indicateurs de suivi :								
Effectif global d'élèves soutenus sur le plan social, dont filles								
Effectifs d'élèves du milieu rural soutenus, dont filles								
Objectif :								
Assurer le soutien matériel aux élèves défavorisés								
Indicateurs de suivi :								
Effectif global d'élèves défavorisés soutenus matériellement, dont filles								
Effectifs d'élèves du milieu rural soutenus matériellement, dont filles								
Objectif :								
Promouvoir la santé des élèves								
Indicateurs de suivi :								
Nombre d'infirmeries scolaires mises en place								
Nombre de clubs de santé mis en place								
Objectif :								
Mettre en place un cadre d'intégration des élèves aux besoins spécifiques								
Indicateurs de suivi :								
Nombre de classes intégrées mises en place								
Effectif d'élèves aux besoins spécifiques intégrés								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Améliorer le système d'évaluation des apprentissages								
Indicateurs de suivi :								
Système d'évaluation défini et mis en place								
Résultats des enquêtes périodiques d'évaluation diffusés								
Objectif :								
Promouvoir les réseaux d'information et d'orientation								
Indicateurs de suivi :								
Nombre de centres d'information et d'orientation mis en place								
Effectif des cadres d'orientation formés								

8.2. La gestion administrative

a) Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Renforcer les capacités des structures centrales du DEN								
Indicateurs de suivi :								
Mise en place du nouvel organigramme								
Stabilisation et opérationnalisation des structures centrales								
Programmes d'activités périodiques de chaque structure centrale								
Réunion de coordination et d'évaluation réalisées								
Rapports d'évaluation produits								
Taux de satisfaction en moyens techniques								
Taux de satisfaction en moyens humains								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Renforcer les infrastructures et les capacités humaines et techniques des Académies Régionales de l'Education et de la Formation et des Délégations Provinciales								
Indicateurs de suivi :								
Responsables des AREF nommés, personnel et moyens affectés								
Manuels de procédures élaborés et approuvés								
Délégation de pouvoirs aux AREF en matière de gestion des ressources humaines signées								
Instances régionales de recherche, d'évaluation et de promotion de l'éducation physique et du sport scolaire mises en place et opérationnelles								
Arrêtés conjoints relatifs à la mise à la disposition du patrimoine								
Personnel redéployé et affecté								
Services des AREF dotés en équipement nécessaire								
Textes relatifs au transfert de pouvoir aux délégations élaborés et mis en oeuvre								
Cahiers de charges par service (attributions, besoins en profils) élaborés et validés								
Dispositif du contrôle interne défini et mis en oeuvre								
Instances provinciales d'orientation et services provinciaux d'évaluation de leur travail mises en place et fonctionnelles								
Structure ou dispositif de concertation et de coordination des AREF mis en place et opérationnels								
Objectif :								
Développer un nouveau modèle de gestion des établissements scolaires								
Indicateurs de suivi :								
Elaboration du nouveau modèle de gestion des établissements scolaires								
Pourcentage d'établissements scolaires appliquant le nouveau modèle de gestion								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Adopter les contrats-programmes-objectifs-budget avec les structures centrales du DEN, les AREF et les délégations provinciales								
Indicateurs de suivi :								
Contrats-programmes-objectifs-budget établis avec les structures centrales								
Contrats-programmes-objectifs-budget établis avec les AREF								
Contrats-programmes-objectifs-budget établis avec les délégations								
Objectif :								
Actualiser et adapter les modes et les normes des constructions et des équipements et rationaliser leur utilisation et leur fonctionnement								
Indicateurs de suivi :								
Normes et standards actualisés, arrêtés et validés								
Structures nationales et régionales de suivi et d'évaluation de l'application des normes retenues installées et fonctionnelles								
Formation de gestionnaires d'application des normes et standards retenus								
Evaluation de l'impact de l'application des nouveaux standards et normes								
Guide de gestion de l'utilisation de l'espace scolaire élaboré et validé								
Plan de maintenance des constructions et des équipements scolaires, élaboré, validé et mis en oeuvre								
Objectif :								
Redéployer le personnel du DEN								
Indicateurs de suivi :								
Redéploiement au sein des provinces								
Redéploiement au sein des régions								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Rationaliser le recrutement, la promotion, l'utilisation et l'évaluation des ressources humaines								
Indicateurs de suivi :								
Mise en place des systèmes d'information et de gestion des ressources humaines au niveau de l'ensemble des académies et des délégations								
Taux de régularisation des situations administratives en cours								
Disponibilité des textes exécutifs relatifs au statut particulier du personnel du DEN (du recrutement jusqu'à la retraite)								
Adéquation poste/profil								
Taux de réduction des effectifs des fonctionnaires absents de leur poste de travail								
Promulgation des textes exécutifs organisant le recrutement et sa rationalisation								
Mise en place du système d'évaluation du personnel								
Unification et révision des procédures de promotion et d'accès aux postes de responsabilité								
Pourcentage de la représentation des femmes aux postes de responsabilité								
Objectif :								
Promouvoir le secteur de l'enseignement privé								
Indicateurs de suivi :								
Mise en place du cadre fiscal incitatif								
Pourcentage des effectifs scolarisés au préscolaire, au primaire, au secondaire collégial, au secondaire qualifiant								
Taux de réussite aux tests standardisés et résultats aux examens supérieurs à la moyenne nationale								
Effectif des enseignants bénéficiaires de la formation continue par an								
Postes budgétaires créés								
Nombre de visites effectuées par établissement								
Mise en place d'une typologie d'établissements scolaires privés								
Mise en place d'un système de motivation								

b) Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Améliorer la productivité des structures centrales								
Indicateurs de suivi :								
Bilan des activités réalisées								
Valeur ajoutée additionnelle								
Objectif :								
Réhabiliter et réaménager les sièges des AREF et des délégations								
Indicateurs de suivi :								
Sièges d'AREF aménagés								
Sièges de délégations aménagés								
Objectif :								
Développer le système d'information et de gestion des ressources humaines (SIGRH)								
Indicateurs de suivi :								
SIGRH élaboré et mis en place								
SIGRH installé et opérationnalisé au niveau des AREF								
Objectif :								
Généraliser la mise en place des différents conseils des établissements scolaires et les dynamiser								
Indicateurs de suivi :								
Taux de couverture des établissements en différents conseils								
Taux de conseils fonctionnant régulièrement								
Objectif :								
Optimiser les résultats des moyens disponibles et mobilisables								
Indicateurs de suivi :								
Bilan des activités par division								
Bilan des activités								
Objectif :								
Réduire les coûts unitaires de construction et d'équipement								
Indicateurs de suivi :								
Niveaux des coûts unitaires de construction atteints								
Niveaux des coûts d'équipement atteints								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Utiliser rationnellement les ressources humaines								
Indicateurs de suivi :								
Précision des tâches par employé								
Taux de participation à la conception, à l'exécution et l'évaluation des travaux réalisés								
Objectif :								
Renforcer les capacités humaines et techniques								
Indicateurs de suivi :								
Taux de couverture en besoins humains adéquats								
Taux de satisfaction en moyens techniques								
Objectif :								
Adapter les missions, les tâches et les postes aux profils possédés								
Indicateurs de suivi :								
Taux d'adaptation des profils au postes								
Taux d'adaptation des profils aux missions et tâches accomplies								
Objectif :								
Assurer l'utilisation optimale des ressources humaines disponibles								
Indicateurs de suivi :								
Mesures et procédures adoptées pour assurer une utilisation optimale des ressources humaines disponibles								
Objectif :								
Parvenir à l'horizon 2010 à 20 % des effectifs scolarisés par le secteur privé								
Indicateurs de suivi :								
Part des élèves scolarisés dans le préscolaire et le primaire privé								
Part des élèves scolarisés dans le secondaire collégial privé								
Part des élèves scolarisés dans le secondaire qualifiant privé								

8.3. La gestion financière

a) Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Optimiser l'utilisation des ressources financières disponibles à tous les niveaux des sous-systèmes du système éducatif								
Indicateurs de suivi :								
Elaboration et validation des outils de rationalisation et d'optimisation des ressources (Système de calcul des coûts, outils d'allocation des ressources, normes d'utilisation des ressources,)								
Révision des procédures administratives								
L'utilisation généralisée des nouvelles technologies de l'information et de communication dans la gestion financière								
Objectif :								
Instaurer la transparence absolue dans tous les modes de dépense éducative, y compris les marchés et contrats de construction, d'équipement et de maintenance, et généraliser les évaluations comptables et les audits financiers à tous les niveaux du système éducatif								
Indicateurs de suivi :								
Elaboration et approbation de manuels comportant les modes et les critères des constructions scolaires								
Elaboration du guide d'équipement								
Généralisation de la mise en place des structures de fonction d'audit interne								
Mise en place du dispositif d'institution des comptes nationaux d'éducation								
Objectif :								
Mobiliser les ressources propres du DEN par la rentabilisation de son patrimoine (Cession ou location)								
Indicateurs de suivi :								
Nombre de cessions octroyées par le DEN								
Montant récupéré suite aux locations et cessions								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Créer un fonds national réservé au soutien de la généralisation de l'enseignement et de l'amélioration de sa qualité								
Indicateurs de suivi :								
Montant fourni par la contribution nationale								
Fonds créé								
Objectif :								
Associer les collectivités locales à la prise en charge de la gestion et du financement de locaux et d'établissements scolaires								
Indicateurs de suivi :								
Elaboration et mise en place du cadre légal définissant les responsabilités et les pouvoirs des Collectivités Locales vis-à-vis de l'école								
Taux de contribution des Collectivités Locales dans la généralisation de l'enseignement préscolaire et primaire								
Taux de contribution des collectivités locales dans la maintenance des locaux scolaires								

b) Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Réduire les coûts de construction et d'équipement et les coûts récurrents								
Indicateurs de suivi :								
Part de la marge globale économisée par l'application des nouvelles normes de construction et d'équipement par budget alloué à chaque sous système éducatif								
Part de la marge globale économisée par l'introduction de mesures de rationalisation des dépenses de fonctionnement par budget alloué à chaque sous-système								
Objectif :								
Rationaliser l'utilisation des ressources financières mobilisées								
Indicateurs de suivi :								
Taux d'engagement des crédits de paiement par composante de chaque sous-système éducatif								
Taux d'émission des crédits d'engagement par composante de chaque sous-système éducatif								
Objectif :								
Réguler des économies réinvestissables dans le secteur de l'éducation nationale								
Indicateurs de suivi :								
Part de crédits d'investissement transférés d'un sous système éducatif en faveur d'un autre								
Part des crédits de fonctionnement transférés d'un sous système éducatif en faveur d'un autre								
Objectif :								
Appuyer les efforts de financement de la mise en œuvre des objectifs éducatifs								
Indicateurs de suivi :								
Part des contributions des partenaires au financement de l'investissement								
Part des contributions des partenaires au financement du fonctionnement du système éducatif								

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Soutenir l'effort de l'Etat en matière de développement du système éducatif								
Indicateurs de suivi :								
Montant global de prêts au financement du système éducatif								
Montant global de dons au soutien du système éducatif								
Montant global de projets aux coûts partagés en appui au système éducatif								

9. Egalité des chances et égalité entre les sexes

9.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Eliminer d'ici 2015 les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement								
Indicateurs de suivi :								
Indice de parité dans l'accès et le maintien des filles et des garçons dans les cycles du primaire et du secondaire particulièrement en milieu rural								
Ecart de réussite entre les garçons et les filles								
Objectif :								
Contribuer à la promotion de l'égalité entre les sexes et l'égalité des chances au sein du système éducatif en particulier, et au niveau national en général								
Indicateurs de suivi :								
Actions spécifiques mises en œuvre en faveur de la femme								
Pourcentage de femmes promues par rapport à celui des hommes								

9.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Généraliser la scolarisation des filles								
Indicateurs de suivi :								
Taux de scolarisation des filles âgées de 6 à 11 ans								
Taux de scolarisation des filles âgées de 12 à 14 ans								
Taux de scolarisation des filles âgées de 15 à 17 ans								
Objectif :								
Promouvoir les ressources humaines féminines au sein du système éducatif								
Indicateurs de suivi :								
Pourcentage de femmes promues par rapport à celui des hommes								
Pourcentage de la représentation des femmes aux postes de responsabilité								

10. La communication

10.1. Les grands objectifs

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Développer la communication interne et externe avec les différents partenaires afin d'assurer leur participation à la mise en œuvre des réformes préconisées par la Charte Nationale d'Education et de Formation								
Indicateurs de suivi :								
Elaboration et adoption du plan de communication								
Mise en place des supports d'information et de communication								
Publics informés et sensibilisés: enseignants, personnel administratif, parents d'élèves, ONG, opérateurs publics et privés, instances internationales...								
Diffusion des documents de base et des résultats des progrès réalisés auprès de l'ensemble des services centraux et extérieurs								

10.2. Les objectifs spécifiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11
Objectif :								
Elaborer une stratégie de communication pour appuyer la politique de développement du système éducatif								
Indicateurs de suivi :								
Stratégie de communication élaborée et mise en œuvre								
Plan d'action de communication élaboré et mis en œuvre								
Objectif :								
Développer les capacités et mettre en place les mécanismes et les outils d'information et de communication interne et externe requis								
Indicateurs de suivi :								
Nombre de personnes formées en matière de communication								
Mécanismes de communication en place renforcés								
Outils et instruments de communication développés et utilisés								
Degré de satisfaction des usagers et des destinataires des activités								
Forums de la réforme organisés annuellement à chaque niveau								

ANNEXE 1

Évolution des effectifs des élèves du préscolaire

		1990-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Urbain	Total	464 356	456 331	454 433	447 399	437 095
	Filles	212 993	209 933	207 555	208 038	-
Rural	Total	352 698	307 869	293 460	262 589	247 688
	Filles	71 986	62 293	62 212	57 417	-
Ensemble	Total	817 054	764 200	747 893	709 988	684 783
	Filles	284 979	272 226	269 767	265 455	260 588

Evolution des taux nets de préscolarisation (en %)

		1990-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Urbain	Total	67,5	70,5	71,0	66,0	64,6
	Filles	64,0	67,0	66,0	62,8	-
Rural	Total	44,2	38,3	41,3	38,0	35,7
	Filles	19,1	17,5	18,2	17,5	-
Ensemble	Total	55,2	53,4	55,5	51,6	50,1
	Filles	40,2	40,7	41,1	39,6	39,4

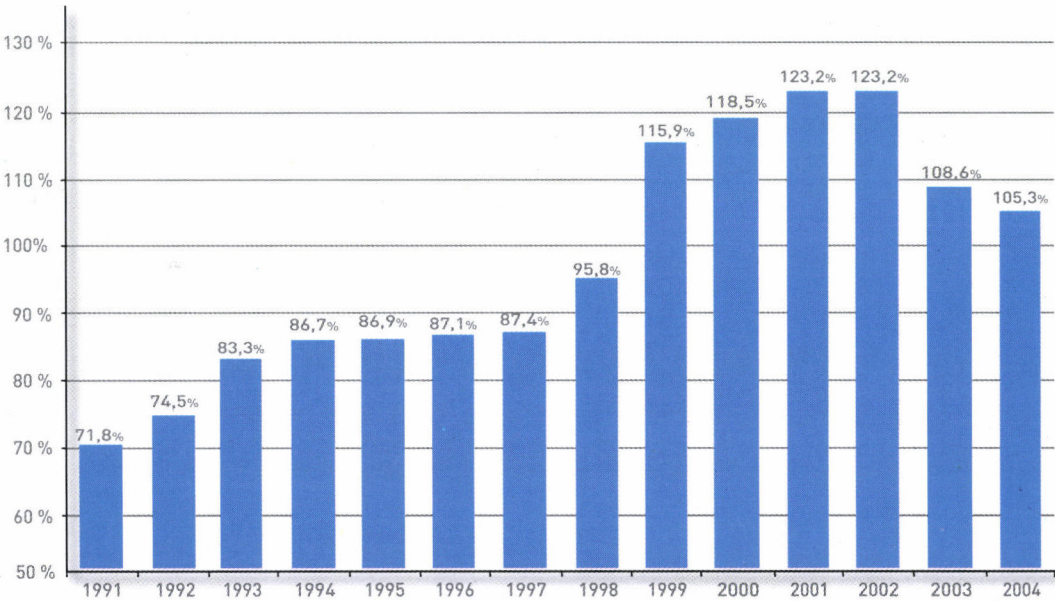
Evolution des taux bruts de préscolarisation (en %)

		1990-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004 (1)
Urbain	Total	83,8	82,8	80,6	77,3	73,9
	Filles	78,6	78,0	75,5	73,5	-
Rural	Total	56,8	49,5	47,8	43,4	41,5
	Filles	23,4	20,4	20,7	19,3	-
Ensemble	Total	69,5	65,1	63,5	60,0	58,0
	Filles	49,3	47,4	46,8	45,8	44,8

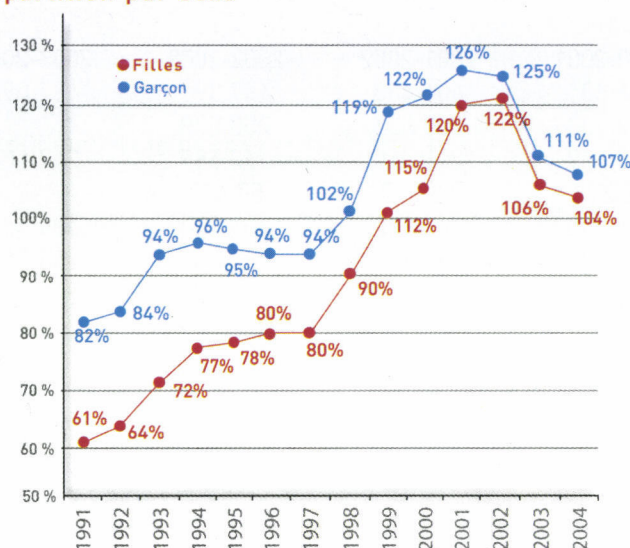
(1) Estimation

ANNEXE 2

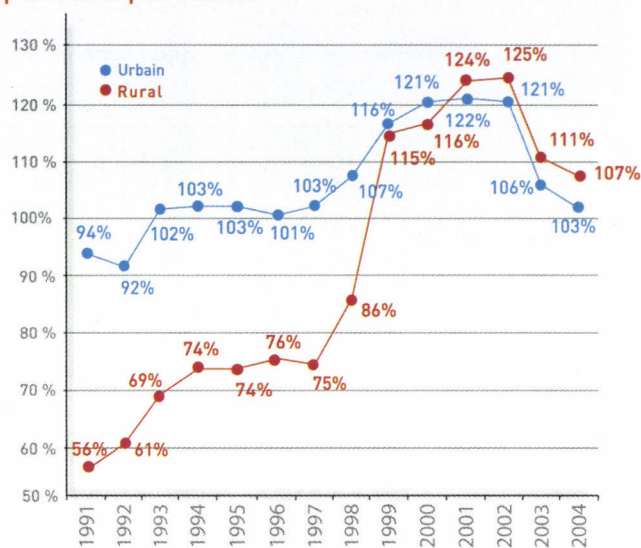
Accès en première année de l'enseignement primaire : Taux bruts d'admission en première année



Répartition par Sexe



Répartition par Milieu



ANNEXE 3

Hypothèses relatives à l'évolution des nouveaux inscrits en première année de l'enseignement primaire (public et privé)

	% Nouveaux Inscrits au Privé	% Nouveaux Inscrits au Public	Nouveaux inscrits et taux d'admission			Nouveaux inscrits		
			Taux d'admission	Nouveaux inscrits		Public	Privé	Total
				Croissance	Nombre			
1998-1999	5,0%	95,0%			731 073	694 622	36 451	731 073
1999-2000	6,3%	93,7%		0,0%	730 950	684 694	46 256	730 950
2000-2001	5,9%	94,1%	123,2%	-0,7%	725 825	683 257	42 568	725 825
2001-2002	6,2%	93,8%	123,0%	-1,1%	718 179	673 406	44 773	718 179
2002-2003	7,3%	92,7%	108,6%	-11,1%	638 410	592 060	46 350	638 410
2003-2004	7,9%	92,1%	105,5%	-2,5%	622 399	573 023	49 376	622 399
2004-2005	8,4%	91,6%	105,0%	-0,1%	621 600	569 421	52 179	621 600
2005-2006	8,9%	91,1%	105,0%	0,3%	623 700	568 300	55 400	623 700
2006-2007	9,4%	90,6%	105,0%	-0,2%	622 650	564 128	58 522	622 650
2007-2008	9,9%	90,1%	105,0%	-0,2%	621 600	559 781	61 819	621 600
2008-2009	10,5%	89,5%	105,0%	-0,5%	618 450	553 368	65 082	618 450
2009-2010	11,1%	88,9%	105,0%	-0,7%	614 250	545 852	68 398	614 250
2010-2011	11,8%	88,2%	105,0%	-0,9%	609 000	537 244	71 756	609 000
2011-2012	12,5%	87,5%	105,0%	-0,2%	607 950	532 154	75 796	607 950
2012-2013	13,2%	86,8%	105,0%	0,5%	611 100	530 482	80 618	611 100
2013-2014	14,0%	86,0%	105,0%	0,3%	613 200	527 602	85 598	613 200
2014-2015	14,8%	85,2%	105,0%	0,3%	615 300	524 415	90 885	615 300
2015-2016	15,6%	84,4%	105,0%	0,3%	617 400	520 903	96 497	617 400
2016-2017	16,5%	83,5%	105,0%	0,3%	619 500	517 046	102 454	619 500
2017-2018	17,5%	82,5%	105,0%	0,3%	621 600	512 822	108 778	621 600
2018-2019	18,5%	81,5%	105,0%	0,3%	623 700	508 209	115 491	623 700
2019-2020	19,6%	80,4%	105,0%	0,3%	625 800	503 183	122 617	625 800

ANNEXE 4

Evolution des départs en retraite des enseignants par cycle d'enseignement

	Effectifs des départs en retraite						Taux de départ en retraite		
	Primaire		Secondaire collégial		Secondaire qualifiant		Primaire	Secondaire collégial	Secondaire qualifiant
	Effectif	Cumul	Effectif	Cumul	Effectif	Cumul			
2001-2002	707	707	167	167	79	79	0,50%	0,30%	0,20%
2002-2003	897	1 604	238	405	101	180	0,70%	0,40%	0,30%
2003-2004	864	2 468	254	659	131	311	0,60%	0,50%	0,40%
2004-2005	861	3 329	321	980	150	461	0,60%	0,50%	0,40%
2005-2006	953	4 282	316	1 296	174	635	0,70%	0,40%	0,40%
2006-2007	979	5 261	406	1 702	218	853	0,70%	0,50%	0,50%
2007-2008	1 056	6 317	542	2 244	313	1 166	0,80%	0,60%	0,60%
2008-2009	1 037	7 354	678	2 922	364	1 530	0,70%	0,70%	0,60%
2009-2010	1 369	8 723	943	3 865	555	2 085	1,00%	0,90%	0,70%
2010-2011	1 421	10 144	1 150	5 015	545	2 630	1,10%	1,10%	0,60%
2011-2012	2 148	12 292	1 775	6 790	842	3 472	1,60%	1,80%	0,80%
2012-2013	2 490	14 782	2 053	8 843	1 018	4 490	1,90%	2,10%	1,00%
2013-2014	3 155	17 937	2 376	11 219	1 221	5 711	2,50%	2,40%	1,10%
2014-2015	3 877	21 814	2 443	13 662	1 370	7 081	3,10%	2,50%	1,30%
2015-2016	5 209	27 023	2 695	16 357	1 634	8 715	4,20%	2,80%	1,50%
2016-2017	6 318	33 341	2 819	19 176	1 738	10 453	5,10%	3,00%	1,60%
2017-2018	7 070	40 411	2 936	22 112	1 912	12 365	5,80%	3,20%	1,80%
2018-2019	7 069	47 480	3 107	25 219	2 045	14 410	5,90%	3,40%	1,90%
2019-2020	6 635	54 115	3 131	28 350	2 187	16 597	5,60%	3,50%	2,10%
Total	54115	-	28350	-	16597	-	43,10%	30,60%	17,80%

ANNEXE 5

Normes et coûts de construction des établissements scolaires

Coût Terrain : Milieu urbain 300 Dh/m² / Milieu rural 100 Dh/m² / Surface circulation : 30% Surface utile

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : Urbain : Ecole - Nombre de salles : 12

	Quantité	Prix unitaire en Dh	Total en Dh
Terrain	8 000 m²	300	2 400 000
Construction			3 180 800
Salle de classe	874 m²	2 000	1 747 200
Bibliothèque et salle d'instituteurs	156 m²	2 000	312 000
Bureaux et WC	73 m²	2 000	145 600
Terrain de sport			350 000
Clôture	350 m²	600	210 000
Logement directeur	117 m²	2 000	234 000
Logement gardien	91 m²	2 000	182 000
Logement enseignants			
Aménagement extérieur			70 000
Equipement			225 000
Mobilier par salle		13 000	156 000
Mobilier par administration		6 500	6 500
Matériel didactique		56 500	56 500
Manuels scolaires		6 000	6 000
Total			5 875 800
Coût par salle en Dh			489 650

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : Rural : Ecole - Nombre de salles : 6

	Quantité	Prix unitaire en Dh	Total en Dh
Terrain	6 000 m ²	100	600 000
Construction			2 386 000
Salle de classe	328 m ²	2 000	655 200
Bibliothèque et salle d'instituteurs			0
Bureaux et WC	36 m ²	2 000	72 800
Cantine	163 m ²	2 400	390 000
Terrain de sport			
Clôture	250 m ²	600	150 000
Logement directeur	117 m ²	2 000	234 000
Logement gardien	91 m ²	2 000	182 000
Logement enseignants	351 m ²	2 000	702 000
Aménagement extérieur			70 000
Panneaux solaire et château d'eau			300 000
Equipement			136 200
Mobilier par salle	6	10 200	61 200
Mobilier par administration	1	6 500	6 500
Matériel didactique	1	26 500	26 500
Manuels scolaires	1	12 000	12 000
Équipement cantine	1	30 000	30 000
Total			3 492 200
Coût par salle en Dh			582 033

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : Ecole micro-satellite - Nombre de salles : 2

	Quantité	Prix unitaire en Dh	Total en Dh
Terrain	200 m ²	100	20 000
Construction			480 000
Salle de classe	84 m ²	2 000	168 000
Bibliothèque et salle d'instituteurs			0
Bureaux et WC	36 m ²	2 000	72 000
Cantine	63 m ²	2 400	150 000
Terrain de sport			
Clôture	150 m ²	600	90 000
Logement directeur	0 m ²	2 000	0
Logement gardien	0 m ²	2 000	0
Logement enseignants	0 m ²	2 000	0
Aménagement extérieur			30 000
Panneaux solaire et château d'eau			160 000
Equipement			61 900
Mobilier par salle	2	10 200	20 400
Mobilier par administration	1	6 500	6 500
Matériel didactique	2	2 000	4 000
Manuels scolaires	2	2 000	4 000
Équipement cantine	1	27 000	27 000
Total			751 900
Coût par salle en Dh			375 950

	Quantité	Prix unitaire en Dh	Total en Dh
Terrain	11 000 m ²	300	3 300 000
Construction			4 460 880
Salle de classe EG (9)	655 m ²	2 000	1 310 400
Salle Scientifique (2)	91 m ²	2 400	218 400
Salle Informatique (1)	73 m ²	2 400	174 720
Salle spécialisée	95 m ²	2 400	227 760
Bibliothèque	156 m ²	2 000	312 000
Laboratoire	39 m ²	2 600	101 400
Salle de professeurs	78 m ²	2 000	156 000
Infirmierie	26 m ²	2 400	62 400
Salle annexe (dépôt, rangement)	29 m ²	2 000	57 200
Préau	112 m ²	1 800	201 600
Vestiaire	80 m ²	2 600	208 000
Administration	130 m ²	2 400	312 000
Toilettes	40 m ²	2 600	104 000
Terrain de sport			300 000
Logement directeur	117 m ²	2 200	257 400
Logement surveillant général	117 m ²	2 200	257 400
Logement gardien	91 m ²	2 200	200 200
Logement enseignants			
Cantine	0 m ²	2 400	0
Logement enseignants			
Aménagement extérieur			500 000
Equipement			1 090 900
Mobilier pour salle EG et Sp	10	15 500	155 000
Mobilier pour salle ES	2	6 500	13 000
Salle Informatique (1)	1	122 500	122 500
Salle de professeurs	1	5 000	5 000
Administration	1	86 600	86 600
Bibliothèque	1	51 200	51 200
Matériel didactique	1	500 000	500 000
Cantine	1	157 600	157 600
Total			9 351 780
Coût par salle en Dh			779 315

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE COLLEGIAL : Rural : Collège - Nombre de salles : 9

	Quantité	Prix unitaire en Dh	Total en Dh
Terrain	10 000 m ²	100	1 000 000
Construction			5 279 280
Salle de classe EG (6)	655 m ²	2 000	1 310 400
Salle Scientifique (2)	182 m ²	2 400	436 800
Salle Informatique (1)	73 m ²	2 400	174 720
Salle spécialisée	95 m ²	2 400	227 760
Bibliothèque	156 m ²	2 000	312 000
Laboratoire	39 m ²	2 600	101 400
Salle de professeurs	78 m ²	2 000	156 000
Infirmerie	26 m ²	2 400	62 400
Salle annexe (dépôt, rangement)	29 m ²	2 000	57 200
Préau	112 m ²	1 800	201 600
Vestiaire	80 m ²	2 600	208 000
Administration	130 m ²	2 400	312 000
Toilettes	40 m ²	2 600	104 000
Terrain de sport			300 000
Logement directeur	117 m ²	2 200	257 400
Logement surveillant général	117 m ²	2 200	257 400
Logement gardien	91 m ²	2 200	200 200
Logement enseignants			
Cantine	250 m ²	2 400	600 000
Aménagement extérieur			500 000
Equipement			1 044 400
Mobilier pour salle EG et Sp	7	15 500	108 500
Mobilier pour salle ES	2	6 500	13 000
Salle Informatique (1)	1	122 500	122 500
Salle de professeurs	1	5 000	5 000
Administration	1	86 600	86 600
Bibliothèque	1	51 200	51 200
Matériel didactique	1	500 000	500 000
Cantine	1	157 600	157 600
Total			7 823 680
Coût par salle en Dh			869 298

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE QUALIFIANT : Urbain : Lycée - Nombre de salles : 15

	Quantité	Prix unitaire en Dh	Total en Dh
Terrain	15 000 m ²	300	4 500 000
Construction			5 334 480
Salle de classe EG (12)	874 m ²	2 000	1 747 200
Salle Scientifique (3)	273 m ²	2 400	655 200
Salle Informatique (1)	73 m ²	2 400	174 720
Salle spécialisée	95 m ²	2 400	227 760
Bibliothèque	156 m ²	2 000	312 000
Laboratoire	39 m ²	2 600	101 400
Salle de professeurs	78 m ²	2 000	156 000
Infirmierie	26 m ²	2 400	62 400
Salle annexe (dépôt, rangement)	29 m ²	2 000	57 200
Préau	112 m ²	1 800	201 600
Vestiaire	80 m ²	2 600	208 000
Administration	130 m ²	2 400	312 000
Toilettes	40 m ²	2 600	104 000
Terrain de sport			300 000
Logement directeur	117 m ²	2 200	257 400
Logement surveillant général	117 m ²	2 200	257 400
Logement gardien	91 m ²	2 200	200 200
Logement enseignants			
Cantine	0 m ²	2 400	0
Aménagement extérieur			500 000
Equipement			986 300
Mobilier pour salle EG et Sp	13	15 500	201 500
Mobilier pour salle ES	3	6 500	19 500
Salle Informatique	1	122 500	122 500
Salle de professeurs	1	5 000	5 000
Administration	1	86 600	86 600
Bibliothèque	1	51 200	51 200
Matériel didactique	1	500 000	500 000
Cantine	0	157 600	0
Total			11 320 780
Coût par salle en Dh			754 719

ANNEXE 6

Evolution des taux d'écoulement des flux de l'enseignement primaire

Taux d'abandon

Enseignement primaire

	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année	6 ^{ème} année	Moyenne
1991-1992	4,8%	3,2%	4,4%	5,5%	6,9%	5,4%	5,0%
1992-1993	5,7%	3,0%	4,2%	5,2%	6,6%	5,1%	4,9%
1993-1994	5,8%	3,2%	4,1%	4,9%	6,3%	4,9%	4,8%
1994-1995	5,7%	3,8%	4,9%	5,5%	7,4%	6,8%	5,5%
1995-1996	6,4%	4,4%	5,9%	6,5%	8,2%	8,4%	6,4%
1996-1997	5,8%	4,4%	6,0%	6,8%	8,9%	10,5%	6,7%
1997-1998	4,6%	3,5%	5,4%	7,0%	8,5%	11,2%	6,3%
1998-1999	4,9%	2,5%	4,1%	5,5%	7,8%	9,3%	5,3%
1999-2000	5,7%	2,9%	3,5%	4,9%	7,1%	8,7%	5,2%
2000-2001	4,7%	2,3%	3,5%	4,2%	6,1%	8,1%	4,5%
2001-2002	6,5%	2,9%	3,6%	4,5%	6,1%	8,5%	5,1%
2002-2003	7,9%	3,7%	5,0%	5,5%	7,1%	9,4%	6,2%

Taux de redoublement

Enseignement primaire

	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année	6 ^{ème} année	Moyenne
1991-1992	15,4%	13,7%	14,4%	12,9%	11,2%	12,0%	13,3%
1992-1993	15,5%	13,5%	14,5%	12,3%	10,9%	11,0%	13,3%
1993-1994	15,3%	13,1%	13,7%	11,5%	9,7%	10,8%	12,7%
1994-1995	15,4%	13,4%	13,8%	11,6%	9,7%	10,1%	12,7%
1995-1996	15,4%	13,6%	14,2%	11,9%	10,2%	10,5%	13,0%
1996-1997	16,0%	13,8%	14,6%	12,4%	10,2%	10,8%	13,3%
1997-1998	16,9%	14,0%	14,8%	12,3%	11,0%	10,9%	13,7%
1998-1999	17,7%	14,3%	14,7%	12,1%	10,4%	8,0%	13,6%
1999-2000	17,8%	15,1%	15,3%	12,2%	10,5%	7,3%	13,9%
2000-2001	17,9%	15,3%	15,5%	12,3%	10,6%	7,9%	14,1%
2001-2002	18,1%	15,6%	16,1%	12,9%	11,1%	9,8%	14,6%
2002-2003	16,8%	15,4%	15,3%	12,5%	10,3%	9,9%	13,8%

Taux de promotion

Enseignement primaire

	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année	6 ^{ème} année	Moyenne
1991-1992	79,8%	83,1%	81,2%	81,6%	81,9%	82,6%	81,6%
1992-1993	78,8%	83,5%	81,3%	82,5%	82,5%	83,9%	81,8%
1993-1994	78,9%	83,7%	82,2%	83,6%	84,0%	84,3%	82,4%
1994-1995	78,9%	82,8%	81,3%	82,9%	82,9%	83,1%	81,7%
1995-1996	78,2%	82,0%	79,9%	81,6%	81,6%	81,1%	80,6%
1996-1997	78,2%	81,8%	79,4%	80,8%	80,9%	78,7%	80,0%
1997-1998	78,5%	82,5%	79,8%	80,7%	80,5%	77,9%	80,0%
1998-1999	77,4%	83,2%	81,2%	82,4%	81,8%	82,7%	81,1%
1999-2000	76,5%	82,0%	81,2%	82,9%	82,4%	84,0%	81,0%
2000-2001	77,4%	82,4%	81,0%	83,5%	83,3%	84,0%	81,5%
2001-2002	75,4%	81,5%	80,3%	82,6%	82,8%	81,7%	80,4%
2002-2003	75,3%	80,9%	79,7%	82,0%	82,6%	80,7%	80,0%

ANNEXE 7

Evolution des taux d'écoulement des flux de l'enseignement secondaire collégial et qualifiant

Taux d'abandon

	Enseignement collégial				Enseignement secondaire			
	7 ^{ème} année	8 ^{ème} année	9 ^{ème} année	Moyenne	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	Moyenne
1991-1992	10,3%	8,1%	17,8%	12,7%	12,6%	11,9%	14,9%	13,0%
1992-1993	9,9%	8,4%	20,3%	13,3%	13,1%	10,2%	16,7%	13,1%
1993-1994	10,5%	7,9%	20,2%	13,3%	15,0%	12,3%	17,7%	14,9%
1994-1995	12,3%	9,2%	20,7%	14,5%	14,0%	14,8%	21,2%	16,4%
1995-1996	13,1%	10,6%	19,8%	14,8%	14,6%	13,3%	23,0%	16,5%
1996-1997	14,9%	12,6%	24,6%	17,8%	15,7%	12,7%	18,8%	15,6%
1997-1998	14,0%	11,7%	22,4%	16,3%	14,6%	12,9%	15,5%	14,3%
1998-1999	11,3%	9,9%	23,1%	14,9%	11,0%	10,0%	14,4%	11,6%
1999-2000	12,1%	9,9%	19,7%	13,9%	12,8%	10,9%	13,7%	12,4%
2000-2001	11,3%	8,7%	18,1%	12,7%	7,7%	10,8%	12,9%	10,1%
2001-2002	12,4%	10,4%	19,1%	14,0%	7,4%	6,4%	12,6%	8,4%
2002-2003	12,6%	10,9%	20,1%	14,6%	7,3%	5,7%	15,2%	9,4%

Taux de redoublement

	Enseignement collégial				Enseignement secondaire			
	7 ^{ème} année	8 ^{ème} année	9 ^{ème} année	Moyenne	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	Moyenne
1991-1992	10,2%	11,6%	42,9%	23,5%	15,7%	12,5%	13,7%	14,2%
1992-1993	10,7%	10,7%	40,8%	21,8%	14,1%	11,3%	18,8%	14,4%
1993-1994	11,4%	11,5%	41,3%	22,4%	15,9%	13,2%	19,6%	16,1%
1994-1995	11,2%	11,7%	40,8%	22,2%	17,1%	13,4%	21,2%	17,2%
1995-1996	11,8%	12,2%	40,9%	22,6%	19,1%	14,5%	19,6%	17,8%
1996-1997	11,7%	12,2%	34,6%	20,2%	18,7%	14,7%	18,1%	17,3%
1997-1998	11,9%	11,9%	35,0%	20,0%	20,3%	15,9%	19,9%	18,8%
1998-1999	11,7%	10,8%	31,6%	18,3%	20,5%	15,2%	19,9%	18,7%
1999-2000	12,2%	11,2%	33,5%	18,9%	21,5%	16,9%	17,3%	18,9%
2000-2001	12,7%	11,8%	34,4%	19,5%	14,0%	16,5%	19,2%	16,2%
2001-2002	12,6%	12,2%	33,0%	19,4%	12,4%	7,2%	19,1%	12,3%
2002-2003	11,0%	11,0%	32,8%	18,3%	13,9%	9,2%	36,8%	19,9%

Taux de promotion

	Enseignement collégial				Enseignement secondaire			
	7 ^{ème} année	8 ^{ème} année	9 ^{ème} année	Moyenne	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	Moyenne
1991-1992	79,5%	80,3%	39,3%	63,8%	71,7%	75,6%	71,4%	72,8%
1992-1993	79,4%	80,9%	38,9%	64,9%	72,8%	78,5%	64,5%	72,6%
1993-1994	78,1%	80,6%	38,5%	64,3%	69,1%	74,5%	62,7%	69,0%
1994-1995	76,5%	79,1%	38,5%	63,3%	68,9%	71,8%	57,6%	66,4%
1995-1996	75,1%	77,2%	39,3%	62,5%	66,3%	72,2%	57,4%	65,6%
1996-1997	73,4%	75,2%	40,8%	62,0%	65,6%	72,6%	63,1%	67,1%
1997-1998	74,1%	76,4%	42,6%	63,7%	65,1%	71,2%	64,6%	66,8%
1998-1999	77,0%	79,3%	45,3%	66,8%	68,5%	74,8%	65,7%	69,7%
1999-2000	75,7%	78,9%	46,8%	67,2%	65,7%	72,2%	69,0%	68,6%
2000-2001	76,0%	79,5%	47,5%	67,7%	78,3%	72,7%	67,9%	73,8%
2001-2002	75,0%	77,4%	47,9%	66,6%	80,2%	86,4%	68,3%	79,3%
2002-2003	76,4%	78,1%	47,1%	67,0%	78,8%	85,1%	48,0%	70,7%

ANNEXE 8

Projections démographiques des classes d'âges scolarisables ⁽¹⁾

	6 ans		Groupe d'Age 6 - 11		Groupe d'Age 12 - 14		Groupe d'Age 15 - 17	
	Nombre	Taux de Croissance	Nombre	Taux de Croissance	Nombre	Taux de Croissance	Nombre	Taux de Croissance
2000-2001	589 000		3 764 000	0.0%	1 939 000	0.0%	1 947 000	0.0%
2001-2002	584 000	-0.8%	3 702 000	-1.6%	1 937 000	-0.1%	1 944 000	-0.2%
2002-2003	588 000	0.7%	3 644 000	-1.6%	1 934 000	-0.2%	1 940 000	-0.2%
2003-2004	590 000	0.3%	3 595 000	-1.3%	1 925 000	-0.5%	1 935 000	-0.3%
2004-2005	592 000	0.3%	3 546 000	-1.4%	1 910 000	-0.8%	1 933 000	-0.1%
2005-2006	594 000	0.3%	3 534 000	-0.3%	1 883 000	-1.4%	1 930 000	-0.2%
2006-2007	593 000	-0.2%	3 537 000	0.1%	1 832 000	-2.7%	1 924 000	-0.3%
2007-2008	592 000	-0.2%	3 544 000	0.2%	1 785 000	-2.6%	1 909 000	-0.8%
2008-2009	589 000	-0.5%	3 547 000	0.1%	1 756 000	-1.6%	1 880 000	-1.5%
2009-2010	585 000	-0.7%	3 541 000	-0.2%	1 758 000	0.1%	1 831 000	-2.6%
2010-2011	580 000	-0.9%	3 529 000	-0.3%	1 765 000	0.4%	1 784 000	-2.6%
2011-2012	579 000	-0.2%	3 515 000	-0.4%	1 770 000	0.3%	1 754 000	-1.7%
2012-2013	582 000	0.5%	3 505 000	-0.3%	1 774 000	0.2%	1 756 000	0.1%
2013-2014	584 000	0.3%	3 497 000	-0.2%	1 774 000	0.0%	1 764 000	0.5%
2014-2015	586 000	0.3%	3 495 000	-0.1%	1 769 000	-0.3%	1 769 000	0.3%
2015-2016	588 000	0.3%	3 493 000	-0.1%	1 764 000	-0.3%	1 774 000	0.3%
2016-2017	590 000	0.3%	3 491 000	-0.1%	1 759 000	-0.3%	1 779 000	0.3%
2017-2018	592 000	0.3%	3 489 000	-0.1%	1 754 000	-0.3%	1 784 000	0.3%
2018-2019	594 000	0.3%	3 487 000	-0.1%	1 749 000	-0.3%	1 789 000	0.3%
2019-2020	596 000	0.3%	3 485 000	-0.1%	1 744 000	-0.3%	1 794 000	0.3%

⁽¹⁾ Source : C.E.R.E.D

ANNEXE 9

Enseignement primaire : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 0			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	3 847 000	135 660	132 980	89 788
2004-2005	3 762 600	132 430	132 430	89 226
2005-2006	3 654 500	130 920	130 920	88 022
2006-2007	3 536 700	128 910	128 910	86 486
2007-2008	3 429 300	127 100	127 100	85 092
2008-2009	3 351 100	126 340	126 340	84 404
2009-2010	3 299 000	126 590	126 590	84 393
2010-2011	3 258 300	125 020	125 020	83 347
2011-2012	3 222 500	123 650	123 650	82 433
2012-2013	3 190 900	122 440	122 440	81 627
2013-2014	3 161 100	121 290	121 290	80 860
2014-2015	3 133 300	120 220	120 220	80 147
2015-2016	3 107 800	119 230	119 230	79 487
2016-2017	3 085 000	118 340	118 340	78 893
2017-2018	3 063 700	117 530	117 530	78 353
2018-2019	3 041 900	116 700	116 700	77 800
2019-2020	3 018 500	115 800	115 800	77 200

ANNEXE 10

Enseignement primaire : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 1			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	3 847 000	135 660	132 980	89 788
2004-2005	3 890 500	137 040	137 040	92 332
2005-2006	3 881 400	139 250	139 250	93 622
2006-2007	3 821 900	139 660	139 660	93 699
2007-2008	3 733 700	138 840	138 840	92 952
2008-2009	3 659 600	138 580	138 580	92 582
2009-2010	3 577 900	137 940	137 940	91 960
2010-2011	3 508 300	135 260	135 260	90 173
2011-2012	3 445 400	132 850	132 850	88 567
2012-2013	3 384 400	130 510	130 510	87 007
2013-2014	3 325 800	128 250	128 250	85 500
2014-2015	3 271 200	126 130	126 130	84 087
2015-2016	3 223 100	124 250	124 250	82 833
2016-2017	3 182 800	122 680	122 680	81 787
2017-2018	3 148 000	121 340	121 340	80 893
2018-2019	3 112 100	119 960	119 960	79 973
2019-2020	3 076 400	118 580	118 580	79 053

ANNEXE 11

Enseignement primaire : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 2			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	3 847 000	132 980	132 980	89 788
2004-2005	3 802 400	131 650	131 650	88 701
2005-2006	3 751 500	130 050	130 050	87 437
2006-2007	3 692 300	128 080	128 080	85 930
2007-2008	3 634 600	126 060	126 060	84 396
2008-2009	3 595 100	124 670	124 670	83 289
2009-2010	3 567 900	123 770	123 770	82 513
2010-2011	3 534 700	122 700	122 700	81 800
2011-2012	3 488 000	121 160	121 160	80 773
2012-2013	3 427 300	119 090	119 090	79 393
2013-2014	3 359 900	116 780	116 780	77 853
2014-2015	3 293 000	114 440	114 440	76 293
2015-2016	3 233 700	112 350	112 350	74 900
2016-2017	3 184 700	110 600	110 600	73 733
2017-2018	3 148 200	109 340	109 340	72 893
2018-2019	3 112 100	108 090	108 090	72 060
2019-2020	3 076 400	106 850	106 850	71 233

ANNEXE 12

Enseignement secondaire collégial : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 0			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	1 134 200	55 200	33 170	25 889
2004-2005	1 206 900	60 950	35 850	27 913
2005-2006	1 296 500	66 520	39 130	30 392
2006-2007	1 380 600	72 000	42 350	32 814
2007-2008	1 425 900	75 590	44 470	34 373
2008-2009	1 417 400	76 410	44 950	34 660
2009-2010	1 370 100	75 140	44 200	34 000
2010-2011	1 310 100	71 850	42 260	32 508
2011-2012	1 259 900	69 090	40 640	31 262
2012-2013	1 226 700	67 270	39 570	30 438
2013-2014	1 207 600	66 230	38 960	29 969
2014-2015	1 195 900	65 580	38 580	29 677
2015-2016	1 186 500	65 070	38 280	29 446
2016-2017	1 176 800	64 530	37 960	29 200
2017-2018	1 166 800	63 990	37 640	28 954
2018-2019	1 158 400	63 530	37 370	28 746
2019-2020	1 152 500	63 200	37 180	28 600

ANNEXE 13

Enseignement secondaire collégial : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 1			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	1 134 200	55 200	33 170	25 889
2004-2005	1 237 100	62 480	36 750	28 613
2005-2006	1 394 200	71 540	42 080	32 684
2006-2007	1 586 100	82 710	48 650	37 695
2007-2008	1 757 200	93 160	54 800	42 358
2008-2009	1 852 300	99 860	58 740	45 294
2009-2010	1 893 900	103 860	61 090	46 992
2010-2011	1 873 800	102 760	60 440	46 492
2011-2012	1 836 500	100 720	59 240	45 569
2012-2013	1 806 100	99 040	58 260	44 815
2013-2014	1 784 100	97 840	57 550	44 269
2014-2015	1 768 200	96 970	57 040	43 877
2015-2016	1 747 900	95 850	56 380	43 369
2016-2017	1 720 500	94 350	55 500	42 692
2017-2018	1 689 700	92 660	54 510	41 931
2018-2019	1 664 600	91 290	53 700	41 308
2019-2020	1 645 300	90 220	53 070	40 823

ANNEXE 14

Enseignement secondaire collégial : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 2			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	1 134 200	55 200	33 170	25 889
2004-2005	1 217 400	59 100	35 600	27 718
2005-2006	1 336 900	64 890	39 090	30 361
2006-2007	1 471 800	71 440	43 030	33 341
2007-2008	1 582 300	76 790	46 260	35 757
2008-2009	1 639 600	79 570	47 930	36 958
2009-2010	1 651 000	80 120	48 270	37 131
2010-2011	1 642 800	79 720	48 030	36 946
2011-2012	1 644 700	79 810	48 080	36 985
2012-2013	1 674 300	81 260	48 950	37 654
2013-2014	1 706 100	82 790	49 880	38 369
2014-2015	1 726 000	83 760	50 460	38 815
2015-2016	1 723 900	83 650	50 390	38 762
2016-2017	1 702 900	82 630	49 780	38 292
2017-2018	1 667 500	80 910	48 740	37 492
2018-2019	1 636 600	79 420	47 840	36 800
2019-2020	1 613 500	78 300	47 170	36 285

ANNEXE 15

Enseignement secondaire qualifiant : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 0			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	573 600	34 690	16 010	14 408
2004-2005	602 800	37 610	17 090	15 178
2005-2006	621 100	39 390	17 910	15 700
2006-2007	637 600	41 110	18 690	16 173
2007-2008	666 200	43 670	19 850	16 960
2008-2009	707 000	47 170	21 440	18 090
2009-2010	752 700	51 120	23 240	19 367
2010-2011	789 200	53 610	24 370	20 308
2011-2012	804 700	54 660	24 850	20 708
2012-2013	797 400	54 160	24 620	20 517
2013-2014	774 800	52 600	23 910	19 925
2014-2015	747 700	50 750	23 070	19 225
2015-2016	724 100	49 150	22 340	18 617
2016-2017	707 000	48 000	21 820	18 183
2017-2018	695 600	47 220	21 470	17 892
2018-2019	687 700	46 690	21 220	17 683
2019-2020	681 200	46 250	21 020	17 517

ANNEXE 16

Enseignement secondaire qualifiant : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 1			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	573 600	34 690	16 010	14 408
2004-2005	613 200	38 250	17 390	15 444
2005-2006	652 900	41 410	18 820	16 497
2006-2007	705 100	45 470	20 670	17 887
2007-2008	794 600	52 100	23 680	20 232
2008-2009	930 700	62 120	28 240	23 827
2009-2010	1 110 200	75 470	34 300	28 583
2010-2011	1 304 600	88 720	40 330	33 608
2011-2012	1 465 700	99 720	45 330	37 775
2012-2013	1 566 600	106 580	48 450	40 375
2013-2014	1 604 300	109 100	49 590	41 325
2014-2015	1 601 100	108 860	49 480	41 233
2015-2016	1 589 300	108 040	49 110	40 925
2016-2017	1 580 100	107 420	48 830	40 692
2017-2018	1 574 900	107 080	48 670	40 558
2018-2019	1 567 300	106 570	48 440	40 367
2019-2020	1 553 000	105 600	48 000	40 000

ANNEXE 17

Enseignement secondaire qualifiant : Projection des effectifs d'élèves et des besoins globaux en enseignants, classes et salles

	Cas du scénario 2			
	Elèves	Enseignants	Classes	Salles
2003-2004	573 600	34 690	16 010	14 408
2004-2005	629 300	37 380	17 800	15 808
2005-2006	645 900	38 920	18 530	16 243
2006-2007	692 500	42 300	20 140	17 428
2007-2008	774 300	47 260	22 510	19 233
2008-2009	892 200	54 440	25 920	21 870
2009-2010	1 038 100	63 350	30 170	25 142
2010-2011	1 188 100	72 550	34 550	28 792
2011-2012	1 312 700	80 230	38 210	31 842
2012-2013	1 384 900	84 740	40 350	33 625
2013-2014	1 421 200	86 970	41 410	34 508
2014-2015	1 442 400	88 250	42 020	35 017
2015-2016	1 474 500	90 200	42 950	35 792
2016-2017	1 511 400	92 470	44 030	36 692
2017-2018	1 541 500	94 330	44 920	37 433
2018-2019	1 554 700	95 160	45 320	37 767
2019-2020	1 547 400	94 730	45 110	37 592

ANNEXE 18

Perspectives d'évolution des besoins en ressources humaines, physiques et financières

Besoin en construction de nouveaux établissements d'enseignement

	Cas du scénario 0								
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
2005	0	0	0	67	135	202	51	0	51
2006	0	0	0	83	165	248	35	0	35
2007	0	0	0	81	161	242	32	0	32
2008	0	0	0	52	104	156	52	0	52
2009	0	0	0	10	19	29	75	0	75
2010	0	0	0	0	0	0	85	0	85
2011	0	0	0	0	0	0	63	0	63
2012	0	0	0	0	0	0	27	0	27
2013	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Besoin en enseignants

	Cas du scénario 0								
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Remplace- ment	Additionnel	Total	Remplace- ment	Additionnel	Total	Remplace- ment	Additionnel	Total
2005	1 192	-3 230	0	473	5 750	6 223	244	2 920	3 164
2006	1 280	-1 510	0	482	5 570	6 052	272	1 780	2 052
2007	1 301	-2 010	0	586	5 480	6 066	321	1 720	2 041
2008	1 374	-1 810	0	731	3 590	4 321	422	2 560	2 982
2009	1 353	-760	593	869	820	1 689	482	3 500	3 982
2010	1 685	250	1 935	1 131	-1 270	0	683	3 950	4 633
2011	1 734	-1 570	164	1 330	-3 290	0	679	2 490	3 169
2012	2 457	-1 370	1 087	1 948	-2 760	0	979	1 050	2 029
2013	2 796	-1 210	1 586	2 221	-1 820	401	1 153	-500	653
2014	3 458	-1 150	2 308	2 542	-1 040	1 502	1 353	-1 560	0
2015	4 178	-1 070	3 108	2 607	-650	1 957	1 497	-1 850	0
2016	5 507	-990	4 517	2 858	-510	2 348	1 757	-1 500	157
2017	6 614	-890	5 724	2 980	-540	2 440	1 858	-1 150	708
2018	7 364	-810	6 554	3 096	-540	22 556	2 030	-780	1 250
2019	7 361	-830	6 531	3 266	-460	2 806	2 162	-530	1 632
2020	6 925	-900	6 025	3 289	-330	2 959	2 303	-440	1 863

Besoin en fonctionnement et en investissement (en millions de Dhs)

	Cas du scénario 0											
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	10 968	63	11 031	6 815	2 222	9 037	6 347	592	6 939	24 130	2 876	27 006
2006	11 120	62	11 182	7 575	2 720	10 295	6 787	405	7 192	25 482	3 186	28 668
2007	11 352	61	11 413	8 422	2 658	11 080	7 244	369	7 613	27 018	3 087	30 105
2008	11 755	60	11 815	9 264	1 721	10 985	7 910	606	8 516	28 929	2 386	31 315
2009	11 863	59	11 922	9 454	337	9 791	8 656	865	9 521	29 973	1 261	31 234
2010	12 032	59	12 091	9 449	24	9 473	9 483	977	10 460	30 964	1 060	32 024
2011	12 104	58	12 162	9 405	23	9 428	10 086	725	10 811	31 596	806	32 402
2012	12 172	58	12 230	9 307	22	9 329	10 414	316	10 730	31 893	396	32 289
2013	12 245	57	12 302	9 226	21	9 247	10 446	14	10 460	31 917	93	32 010
2014	12 308	57	12 365	9 208	21	9 229	10 296	14	10 310	31 812	92	31 904
2015	12 360	56	12 416	9 225	21	9 246	10 099	14	10 113	31 683	90	31 773
2016	12 387	56	12 443	9 246	21	9 267	9 874	13	9 887	31 507	89	31 596
2017	12 393	55	12 448	9 261	20	9 281	9 724	13	9 737	31 378	88	31 466
2018	12 388	55	12 443	9 272	20	9 292	9 631	13	9 644	31 291	88	31 379
2019	12 380	55	12 435	9 287	20	9 307	9 575	12	9 587	31 241	87	31 328
2020	12 377	54	12 431	9 314	20	9 334	9 526	12	9 538	31 218	86	31 304

Inves⁽¹⁾ : investissement

Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

ANNEXE 19

Perspectives d'évolution des besoins en ressources humaines, physiques et financières

Besoin en construction de nouveaux établissements d'enseignement

	Cas du scénario 1								
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
2005	85	254	339	91	182	272	69	0	69
2006	43	129	172	136	271	407	70	0	70
2007	3	8	14	167	334	501	93	0	93
2008	0	0	0	155	311	466	156	0	156
2009	0	0	0	98	196	294	240	0	240
2010	0	0	0	57	113	170	317	0	317
2011	0	0	0	0	0	0	335	0	335
2012	0	0	0	0	0	0	278	0	278
2013	0	0	0	0	0	0	173	0	173
2014	0	0	0	0	0	0	63	0	63
2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Besoin en enseignants

Cas du scénario 1									
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Remplace- ment	Additionnel	Total	Remplace- ment	Additionnel	Total	Remplace- ment	Additionnel	Total
2005	1 204	1 380	2 584	477	7 280	7 757	246	3 560	3 806
2006	1 301	2 210	3 511	495	9 060	9 555	278	3 160	3 438
2007	1 328	410	1 738	613	11 170	11 783	332	4 060	4 392
2008	1 403	-820	583	775	10 450	11 225	443	6 630	7 073
2009	1 383	-260	1 123	928	6 700	7 628	519	10 020	10 539
2010	1 714	-640	1 074	1 203	4 000	5 203	744	13 350	14 094
2011	1 759	-2 680	0	1 407	-1 100	307	767	13 250	14 017
2012	2 480	-2 410	70	2 027	-2 040	0	1 091	11 000	12 091
2013	2 816	-2 340	476	2 301	-1 680	621	1 284	6 860	8 144
2014	3 476	-2 260	1 216	2 621	-1 200	1 421	1 494	2 520	4 014
2015	4 192	-2 120	2 072	2 685	-870	1 815	1 642	-240	1 402
2016	5 520	-1 880	3 640	2 935	-1 120	1 815	1 904	-820	1 084
2017	6 625	-1 570	5 055	3 055	-1 500	1 555	2 007	-620	1 387
2018	7 373	-1 340	6 033	3 168	-1 690	1 478	2 180	-340	1 840
2019	7 369	-1 380	5 989	3 335	-1 370	1 965	2 311	-510	1 801
2020	6 931	-1 380	5 551	3 357	-1 070	2 287	2 451	-970	1 481

Besoin en fonctionnement et en investissement (en millions de Dhs)

Cas du scénario 1												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	11 160	1 294	12 454	6 974	2 985	9 958	6 469	793	7 262	24 603	5 072	29 674
2006	11 548	689	12 237	8 093	4 452	12 545	7 172	806	7 978	26 813	5 947	32 761
2007	11 908	103	12 011	9 527	5 479	15 006	8 075	1 061	9 136	29 509	6 643	36 153
2008	12 361	65	12 426	11 079	5 103	16 182	9 513	1 784	11 297	32 953	6 953	39 905
2009	12 510	65	12 575	11 888	3 226	15 115	11 489	2 730	14 219	35 887	6 021	41 908
2010	12 628	64	12 693	12 427	1 881	14 309	14 082	3 610	17 691	39 138	5 555	44 693
2011	12 689	63	12 752	12 498	33	12 531	16 731	3 816	20 547	41 918	3 912	45 830
2012	12 699	62	12 761	12 465	32	12 497	18 989	3 171	22 160	44 153	3 265	47 418
2013	12 705	61	12 766	12 454	31	12 486	20 521	1 991	22 512	45 680	2 083	47 763
2014	12 702	60	12 761	12 478	31	12 509	21 280	746	22 026	46 460	837	47 297
2015	12 689	59	12 748	12 531	31	12 561	21 543	29	21 572	46 763	119	46 882
2016	12 661	58	12 719	12 553	30	12 583	21 689	29	21 717	46 902	117	47 019
2017	12 627	57	12 684	12 536	30	12 565	21 865	29	21 894	47 028	116	47 144
2018	12 589	57	12 646	12 495	29	12 525	22 087	28	22 115	47 171	114	47 286
2019	12 548	56	12 604	12 480	29	12 508	22 273	28	22 301	47 300	113	47 413
2020	12 515	55	12 570	12 491	29	12 519	22 368	28	22 396	47 374	112	47 485

Inves⁽¹⁾ : investissement

Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

ANNEXE 20

Perspectives d'évolution des besoins en ressources humaines, physiques et financières

Besoin en construction de nouveaux établissements d'enseignement

	Cas du scénario 2								
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
2005	16	49	65	58	180	238	96	0	96
2006	10	29	39	81	252	333	32	0	32
2007	0	1	1	92	288	380	84	0	84
2008	0	0	0	80	250	330	144	0	144
2009	13	40	54	50	155	204	209	0	209
2010	25	75	100	22	70	92	265	0	265
2011	0	0	0	0	0	0	259	0	259
2012	0	0	0	1	4	5	215	0	215
2013	0	0	0	18	57	76	125	0	125
2014	0	0	0	20	62	81	62	0	62
2015	0	0	0	13	39	51	36	0	36
2016	0	0	0	0	0	0	56	0	56
2017	0	0	0	0	0	0	64	0	64
2018	0	0	0	0	0	0	52	0	52
2019	0	0	0	0	0	0	23	0	23
2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Besoin en enseignants

	Cas du scénario 2								
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total
2005	1 196	- 1 670	0	475	6 230	6 705	248	4 550	4 798
2006	1 290	720	2 010	488	7 240	7 728	276	1 730	2 006
2007	1 317	300	1 617	599	8 280	8 879	330	3 700	4 030
2008	1 394	230	1 624	753	7 240	7 993	440	6 130	6 570
2009	1 377	890	2 267	900	4 590	5 490	513	8 790	9 303
2010	1 713	1 410	3 123	1 171	2 200	3 371	732	11 220	11 952
2011	1 762	-1 190	572	1 377	-450	927	748	10 250	10 998
2012	2 485	-1 710	775	2 002	100	2 102	1 066	8 520	9 586
2013	2 821	-2 290	531	2 284	1 640	3 924	1 254	4 950	6 204
2014	3 479	-2 570	909	2 611	1 750	4 361	1 463	2 440	3 903
2015	4 195	-2 600	1 595	2 681	1 100	3 781	1 616	1 430	3 046
2016	5 521	-2 330	3 191	2 933	-120	2 813	1 886	2 200	4 086
2017	6 625	-1 940	4 685	3 054	-1 160	1 894	1 996	2 530	4 526
2018	7 374	-1 400	5 794	3 166	-1 960	1 206	2 175	2 050	4 225
2019	7 369	-1 390	5 979	3 333	-1 700	1 633	2 310	910	3 220
2020	6 932	-1 380	5 552	3 354	-1 270	2 084	2 451	-500	1 951

Besoin en fonctionnement et en investissement (en millions de Dhs)

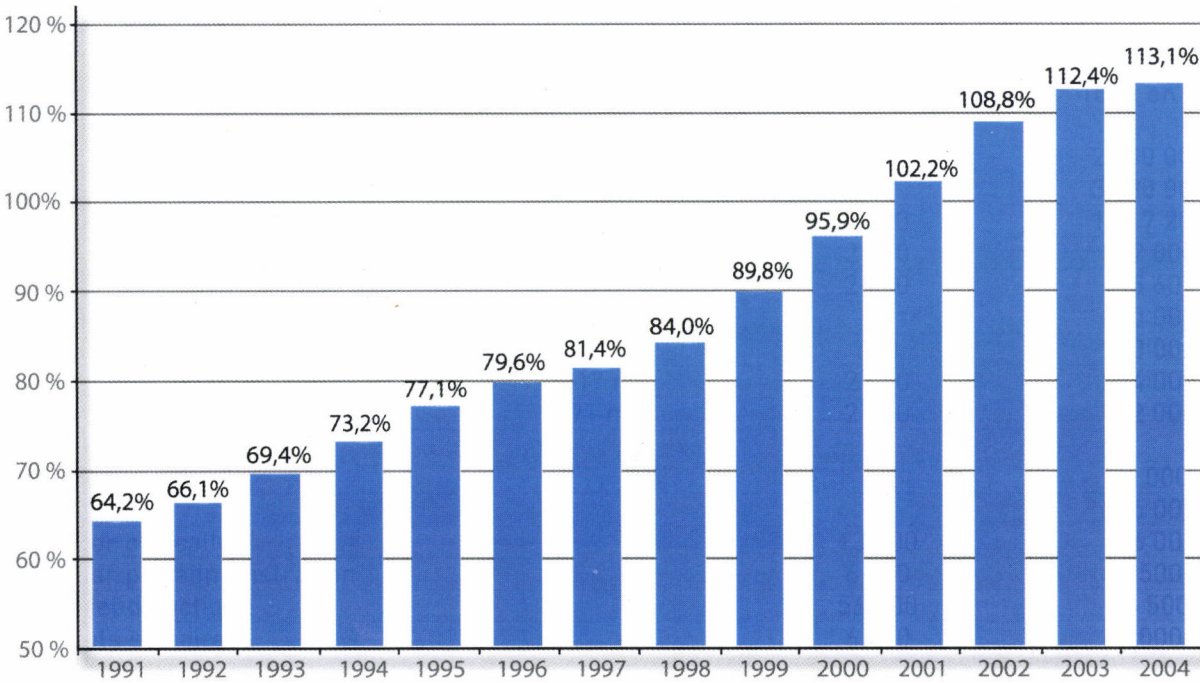
	Cas du scénario 2											
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	10 982	300	11 282	6 878	2 663	9 541	6 658	1 095	7 753	24 519	4 057	28 576
2006	11 269	205	11 473	7 816	3 714	11 530	7 092	372	7 464	26 176	4 291	30 468
2007	11 617	68	11 685	8 961	4 238	13 198	7 926	958	8 884	28 503	5 264	33 767
2008	12 135	63	12 198	10 188	3 683	13 870	9 268	1 639	10 907	31 591	5 385	36 976
2009	12 358	213	12 571	10 778	2 295	13 073	11 015	2 377	13 392	34 151	4 885	39 036
2010	12 612	342	12 954	11 122	1 049	12 171	13 204	3 014	16 218	36 938	4 404	41 342
2011	12 719	64	12 783	11 231	29	11 260	15 294	2 952	18 246	39 244	3 045	42 289
2012	12 776	63	12 839	11 375	81	11 456	17 080	2 458	19 538	41 231	2 602	43 833
2013	12 788	62	12 850	11 672	870	12 543	18 233	1 440	19 673	42 693	2 372	45 065
2014	12 765	61	12 825	11 976	932	12 908	18 938	724	19 662	43 679	1 717	45 396
2015	12 721	59	12 781	12 215	600	12 815	19 463	435	19 898	44 399	1 094	45 494
2016	12 663	58	12 721	12 326	30	12 356	20 122	656	20 778	45 111	744	45 855
2017	12 604	57	12 661	12 337	30	12 366	20 848	751	21 599	45 789	838	46 627
2018	12 561	57	12 618	12 267	29	12 296	21 492	613	22 104	46 319	699	47 018
2019	12 518	56	12 574	12 214	29	12 243	21 927	286	22 213	46 659	371	47 030
2020	12 485	55	12 541	12 201	28	12 229	22 103	28	22 131	46 789	112	46 901

Inves⁽¹⁾ : investissement

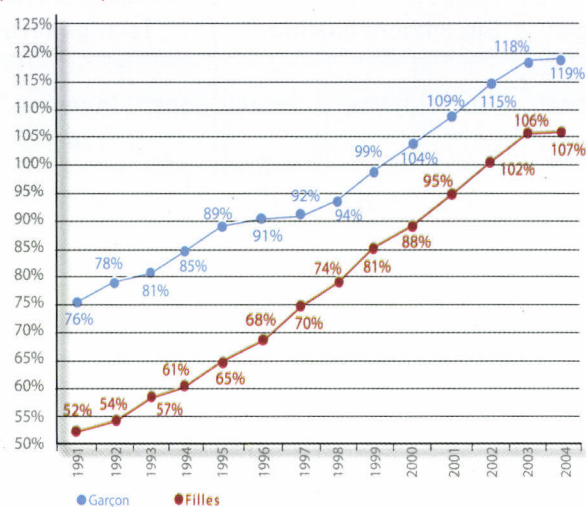
Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

ANNEXE 21

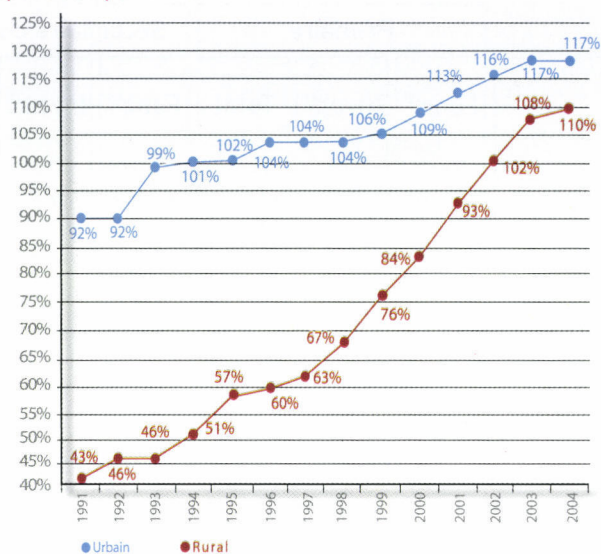
Scolarisation au primaire : Taux brut de scolarisation



Répartition par Sexe

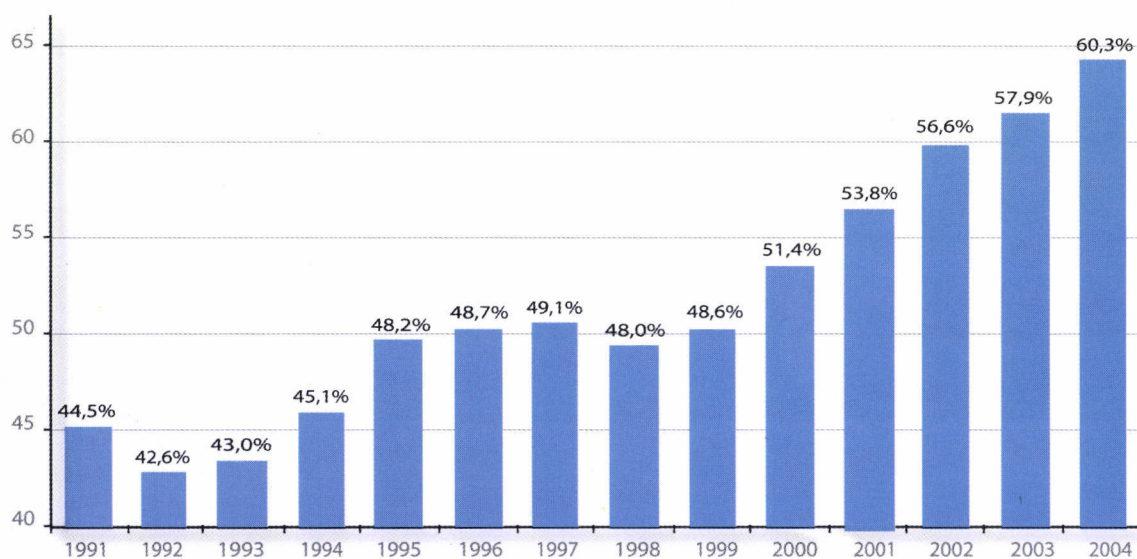


Répartition par Milieu



ANNEXE 22

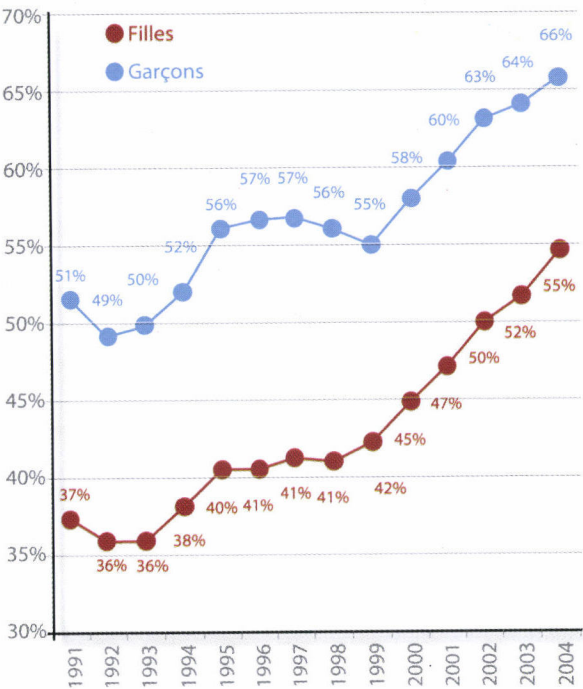
Scolarisation au secondaire collégial : Taux brut de scolarisation



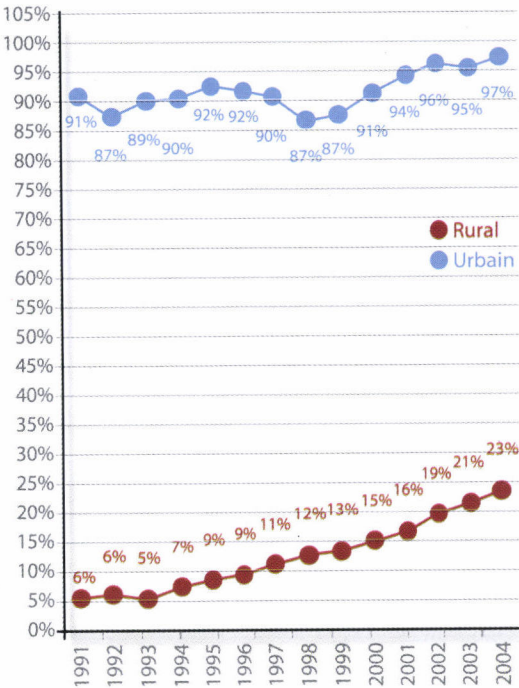
ANNEXE 22

Scolarisation au secondaire collégial : Taux brut de scolarisation

Répartition par sexe

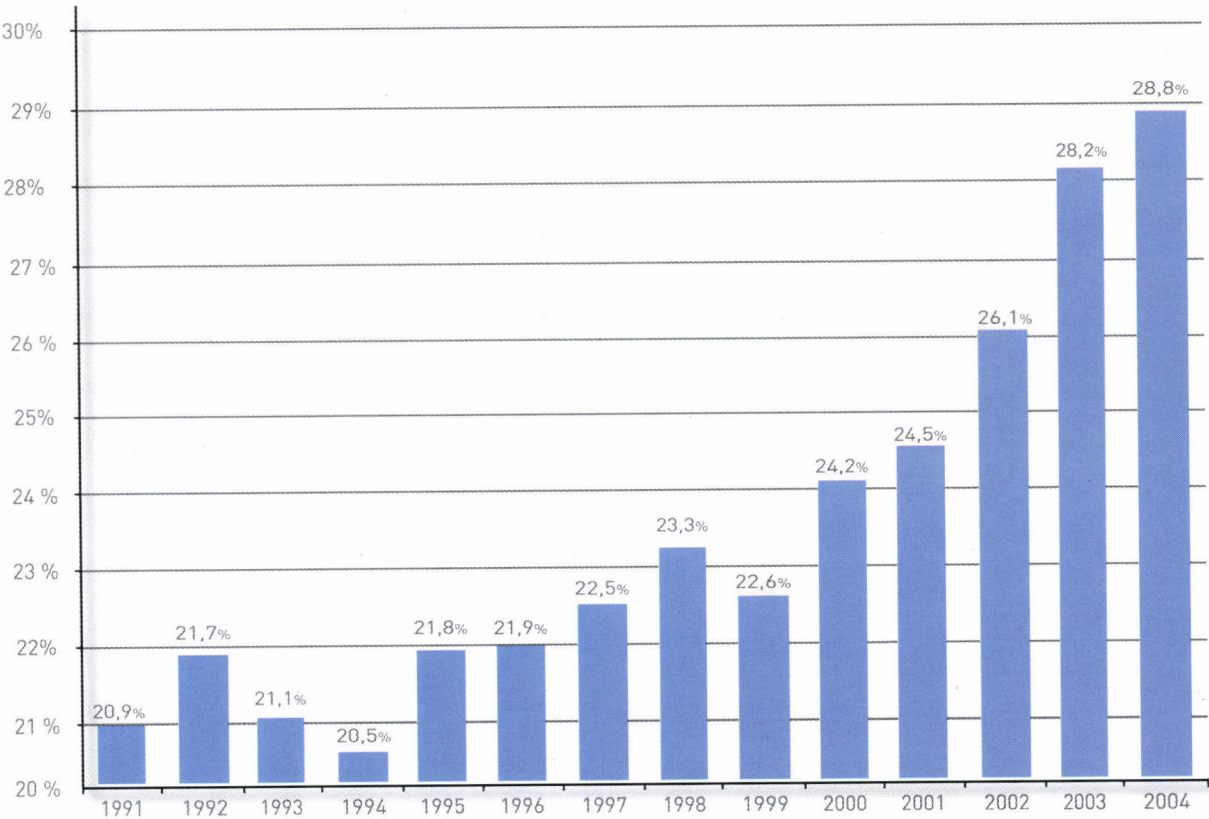


Répartition par milieu



ANNEXE 23

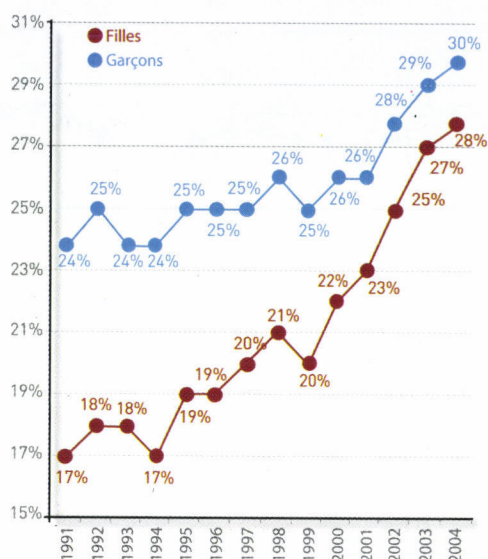
Scolarisation au secondaire qualifiant : Taux brut de scolarisation



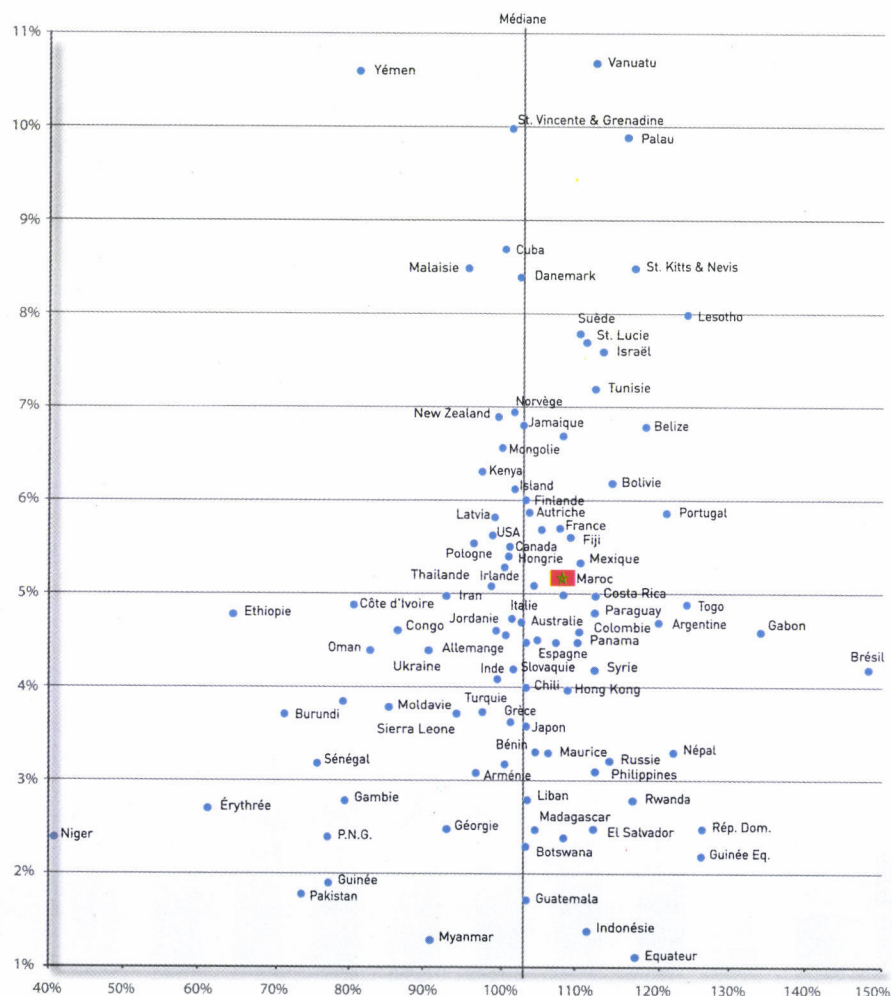
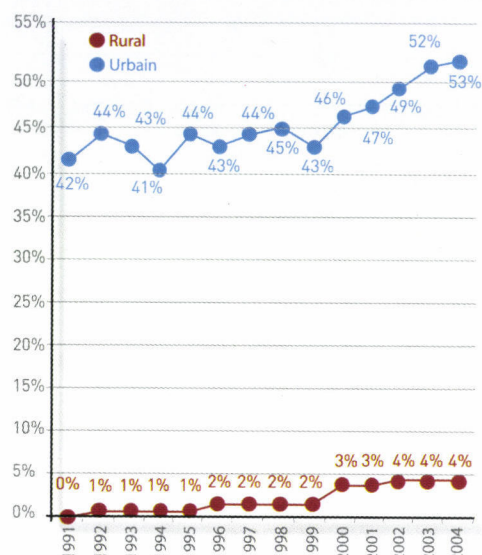
ANNEXE 23

Scolarisation au secondaire qualifiant : Taux brut de scolarisation

Répartition par sexe



Répartition par Milieu



Source : d'après les données de l'UNESCO, 2004

Taux brut de scolarisation au primaire

ANNEXE 25

Perspectives d'évolution du budget de l'Etat (en millions de Dh)

	Fonctionnement	Investissement	Total
2005	101 637	19 040	120 677
2006	101 637	21 163	122 800
2007	101 637	22 221	123 858
2008	103 439	23 332	126 771
2009	108 611	24 498	133 109
2010	114 041	25 723	139 765
2011	119 743	27 009	146 753
2012	125 730	28 360	154 090
2013	132 017	29 778	161 795
2014	138 618	31 267	169 885
2015	145 549	32 830	178 379
2016	152 826	34 472	187 298
2017	160 467	36 195	196 663
2018	168 491	38 005	206 496
2019	176 915	39 905	216 821
2020	185 761	41 901	227 662

Projections des ressources de financement mobilisables pour le DEN (en millions de Dh)

	Fonctionnement					Investissement				
	Primaire	Sec. Collég.	Sec. Qualif.	Total	Fonct. DEN/ Fonct. ETAT	Primaire	Sec. Collég.	Sec. Qualif.	Total	Fonct. DEN/ Fonct. ETAT
2005	11 760	6 615	6 125	24 500	24,1%	273	596	391	1 260	6,6%
2006	11 760	6 615	6 125	24 500	24,1%	301	657	431	1 389	6,6%
2007	11 760	6 615	6 125	24 500	24,1%	317	690	451	1 459	6,6%
2008	13 775	7 748	7 174	28 697	27,7%	332	724	485	1 532	6,6%
2009	14 463	8 136	7 533	30 132	27,7%	349	761	499	1 608	6,6%
2010	15 187	8 542	7 910	31 639	27,7%	366	799	523	1 689	6,6%
2011	15 946	8 970	8 305	33 221	27,7%	385	839	550	1 773	6,6%
2012	16 743	9 418	8 720	34 882	27,7%	404	881	577	1 862	6,6%
2013	17 580	9 889	9 156	36 626	27,7%	424	925	606	1 955	6,6%
2014	18 459	10 383	9 614	38 457	27,7%	445	971	636	2 052	6,6%
2015	19 382	10 903	10 095	40 380	27,7%	468	1 019	668	2 155	6,6%
2016	20 351	11 448	10 600	42 399	27,7%	491	1 070	701	2 263	6,6%
2017	21 369	12 020	11 130	44 519	27,7%	516	1 124	737	2 376	6,6%
2018	22 437	12 621	11 686	46 745	27,7%	541	1 180	773	2 495	6,6%
2019	23 559	13 252	12 270	49 082	27,7%	568	1 239	812	2 619	6,6%
2020	24 737	13 915	12 884	51 536	27,7%	597	1 301	853	2 750	6,6%

Projections des ressources de financement mobilisables pour le DEN (en millions de Dh)

	Fonctionnement + Investissement				
	Primaire	Sec. Collég.	Sec. Qualif.	Total	Fonct. DEN/ Fonct. ETAT
2005	12 033	7 211	6 516	25 760	21,3%
2006	12 061	7 272	6 556	25 889	21,1%
2007	12 076	7 305	6 577	25 958	21,0%
2008	14 107	8 473	7 649	30 229	23,8%
2009	14 812	8 896	8 032	31 740	23,8%
2010	15 553	9 341	8 433	33 327	23,8%
2011	16 331	9 808	8 855	34 994	23,8%
2012	17 147	10 299	9 297	36 743	23,8%
2013	18 004	10 813	9 762	38 580	23,8%
2014	18 905	11 354	10 250	40 509	23,8%
2015	19 850	11 922	10 763	42 535	23,8%
2016	20 842	12 518	11 301	44 662	23,8%
2017	21 885	13 144	11 866	46 895	23,8%
2018	22 979	13 801	12 460	49 239	23,8%
2019	24 128	14 491	13 083	51 701	23,8%
2020	25 334	15 216	13 737	54 286	23,8%

ANNEXE 26

Taux de couverture des besoins de financement ^(*)

	Cas du scénario 0											
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	107%	437%	109%	97%	27%	80%	97%	66%	94%	102%	44%	95%
2006	106%	489%	108%	87%	24%	71%	90%	10%	91%	96%	44%	90%
2007	104%	523%	106%	79%	26%	66%	85%	123%	86%	91%	47%	86%
2008	117%	558%	119%	84%	42%	77%	91%	78%	90%	99%	64%	97%
2009	122%	590%	124%	86%	226%	91%	87%	58%	84%	101%	128%	102%
2010	126%	620%	129%	90%	3356%	99%	83%	54%	81%	102%	159%	104%
2011	132%	660%	134%	95%	3678%	104%	82%	76%	82%	105%	220%	108%
2012	138%	700%	140%	101%	4021%	110%	84%	182%	87%	109%	470%	114%
2013	144%	743%	146%	107%	4341%	117%	88%	4208%	93%	115%	2106%	121%
2014	150%	787%	153%	113%	4623%	123%	93%	4577%	99%	121%	2243%	127%
2015	157%	834%	160%	118%	4901%	129%	100%	4949%	106%	127%	2384%	134%
2016	164%	883%	168%	124%	5196%	135%	107%	5396%	114%	135%	2537%	141%
2017	172%	934%	176%	130%	5509%	142%	114%	5799%	122%	142%	2691%	149%
2018	181%	988%	185%	136%	5813%	149%	121%	6187%	129%	149%	2848%	157%
2019	190%	1043%	194%	143%	6164%	156%	128%	6549%	136%	157%	3011%	165%
2020	200%	1105%	204%	149%	6505%	163%	135%	6932%	144%	165%	3187%	173%

Inves⁽¹⁾ : investissement

Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

^(*) Quand le taux de couverture dépasse 100% , la différence entre la valeur atteinte et 100% représente le pourcentage des économies réalisées sur les dépenses concernées selon la structure de répartition adoptée à l'année de base des projections.

ANNEXE 27

Taux de couverture des besoins de financement

Cas du scénario 1												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	105%	21%	97%	95%	20%	72%	95%	49%	90%	100%	25%	87%
2006	102%	44%	99%	82%	15%	58%	85%	53%	82%	91%	23%	79%
2007	99%	308%	101%	69%	13%	49%	76%	43%	72%	83%	22%	72%
2008	111%	511%	114%	70%	14%	52%	75%	27%	68%	87%	22%	76%
2009	116%	539%	118%	68%	24%	59%	66%	18%	56%	84%	27%	76%
2010	120%	569%	123%	69%	42%	65%	56%	15%	48%	81%	30%	75%
2011	126%	610%	128%	72%	2580%	78%	50%	14%	43%	79%	45%	76%
2012	132%	652%	134%	76%	2760%	82%	46%	18%	42%	79%	57%	77%
2013	138%	696%	141%	79%	2944%	87%	45%	30%	43%	80%	94%	81%
2014	145%	744%	148%	83%	3132%	91%	45%	85%	47%	83%	245%	86%
2015	153%	794%	156%	87%	3320%	95%	47%	2312%	50%	86%	1819%	91%
2016	161%	847%	164%	91%	3521%	99%	49%	2453%	52%	90%	1934%	95%
2017	169%	900%	173%	96%	3759%	105%	51%	2584%	54%	95%	2054%	99%
2018	178%	956%	182%	101%	4014%	110%	53%	2723%	56%	99%	2181%	104%
2019	188%	1015%	191%	106%	4287%	116%	55%	2869%	59%	104%	2314%	109%
2020	198%	1079%	202%	111%	4549%	122%	58%	3045%	61%	109%	2458%	114%

ANNEXE 28

Taux de couverture des besoins de financement

Cas du scénario 2												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	107%	91%	107%	96%	22%	76%	92%	36%	84%	100%	31%	90%
2006	104%	147%	105%	85%	18%	63%	86%	116%	88%	94%	32%	85%
2007	101%	466%	103%	74%	16%	55%	77%	47%	74%	86%	28%	77%
2008	114%	524%	116%	76%	20%	61%	77%	29%	70%	91%	28%	82%
2009	117%	164%	118%	75%	33%	68%	68%	21%	60%	88%	33%	81%
2010	120%	107%	120%	77%	76%	77%	60%	17%	52%	86%	38%	81%
2011	125%	605%	128%	80%	2922%	87%	54%	19%	49%	85%	58%	83%
2012	131%	643%	134%	83%	1084%	90%	51%	23%	48%	85%	72%	84%
2013	137%	686%	140%	87%	106%	86%	50%	42%	50%	86%	82%	86%
2014	145%	735%	147%	89%	104%	88%	51%	88%	52%	88%	120%	89%
2015	152%	787%	155%	91%	170%	98%	52%	154%	54%	91%	197%	98%
2016	161%	842%	164%	94%	3556%	101%	53%	107%	54%	94%	304%	97%
2017	170%	898%	173%	98%	3771%	106%	53%	98%	55%	97%	284%	101%
2018	179%	955%	182%	103%	4041%	112%	54%	126%	56%	101%	357%	105%
2019	188%	1010%	192%	108%	4332%	118%	56%	284%	59%	105%	707%	110%
2020	198%	1077%	202%	114%	4613%	124%	58%	3045%	62%	110%	2465%	116%

Inves⁽¹⁾ : investissement
Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

ANNEXE 29

Perspectives d'évolution des besoins en ressources humaines, physiques et financières

Besoin en construction de nouveaux établissements d'enseignement

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1									
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
2005	16	49	65	58	180	238	96	0	96
2006	10	29	39	81	252	333	32	0	32
2007	0	1	1	92	288	380	84	0	84
2008	0	0	0	80	250	330	144	0	144
2009	13	40	54	50	155	205	209	0	209
2010	25	75	100	22	70	92	265	0	265
2011	0	0	0	0	0	0	259	0	259
2012	0	0	0	1	4	5	215	0	215
2013	0	0	0	18	57	76	125	0	125
2014	0	0	0	20	62	82	62	0	62
2015	0	0	0	13	39	52	36	0	36
2016	0	0	0	0	0	0	56	0	56
2017	0	0	0	0	0	0	64	0	64
2018	0	0	0	0	0	0	52	0	52
2019	0	0	0	0	0	0	23	0	23
2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Besoin en enseignants

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1									
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total
2005	1196	-1670	0	475	6230	6705	248	4550	4798
2006	1290	720	2010	485	5860	6345	274	910	1184
2007	1317	300	1617	593	7350	7943	325	2730	3055
2008	1394	230	1624	744	6180	6924	432	4870	5302
2009	1377	890	2267	889	3510	4399	501	7070	7571
2010	1713	1410	3123	1157	1180	2337	714	8910	9624
2011	1762	-1190	572	1361	-1330	31	723	7600	8323
2012	2485	-1710	775	1984	-810	1174	1032	4810	5842
2013	2821	-2290	531	2266	1510	3776	1219	4210	5429
2014	3479	-2570	909	2593	1610	4203	1427	2070	3497
2015	4195	-2600	1595	2662	1010	3672	1579	1220	2799
2016	5521	-2330	3191	2914	-110	2804	1848	1870	3718
2017	6625	-1940	4685	3035	-1070	1965	1957	2150	4107
2018	7374	-1400	5974	3148	-1800	1348	2136	1740	3876
2019	7369	-1390	5979	3315	-1570	1745	2270	780	3050
2020	6932	-1380	5552	3336	-1170	2166	2411	-430	1981

Besoin en fonctionnement et en investissement (en millions de Dhs)

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	10981	300	11282	6878	2663	9541	6658	1095	7753	24519	4057	28576
2006	11269	205	11473	7717	3714	11431	6974	372	7346	25959	4291	30251
2007	11617	68	11685	8793	4238	13030	7666	958	8624	28075	5264	33339
2008	12135	63	12198	9941	3683	13623	8822	1639	10461	30898	5385	36283
2009	12358	213	12571	10449	2295	12744	10313	2377	12690	33120	4885	38005
2010	12612	342	12954	10714	1049	11763	12157	3014	15171	35483	4404	39887
2011	12719	64	12783	10752	29	10781	13846	2952	16798	37317	3045	40362
2012	12776	63	12839	10822	81	10903	15070	2458	17528	38668	2602	41270
2013	12788	62	12850	11099	870	11970	16079	1440	17519	3996	2372	42338
2014	12765	61	12825	11382	932	12314	16689	724	17413	40836	1717	42553
2015	12721	59	12781	11604	600	12204	17141	435	17576	41466	1094	42561
2016	12663	58	12721	11704	30	11734	17708	656	18364	42075	744	42819
2017	12604	57	12661	11709	30	11738	18334	751	19085	42647	838	43485
2018	12561	57	12618	11639	29	11668	18885	613	19497	43084	699	43783
2019	12518	56	12574	11584	29	11613	19252	286	19538	43354	371	43725
2020	12485	55	12541	11567	28	11595	19387	28	19415	43439	112	43551

ANNEXE 30

Taux de couverture des besoins de financement

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	107%	91%	107%	96%	22%	76%	92%	36%	84%	100%	31%	90%
2006	104%	147%	105%	86%	18%	64%	88%	116%	89%	94%	32%	86%
2007	101%	466%	103%	75%	16%	56%	80%	47%	76%	87%	28%	78%
2008	114%	524%	116%	78%	20%	62%	81%	29%	73%	93%	28%	83%
2009	117%	164%	118%	78%	33%	70%	73%	21%	63%	91%	33%	84%
2010	120%	107%	120%	80%	76%	79%	65%	17%	56%	89%	38%	84%
2011	125%	605%	128%	83%	2922%	91%	60%	19%	53%	89%	58%	87%
2012	131%	643%	134%	87%	1084%	94%	58%	23%	53%	90%	72%	89%
2013	137%	686%	140%	89%	106%	90%	57%	42%	56%	92%	82%	91%
2014	145%	735%	147%	91%	104%	92%	58%	88%	59%	94%	120%	95%
2015	152%	787%	155%	94%	170%	98%	59%	154%	61%	97%	197%	100%
2016	161%	842%	164%	98%	3556%	107%	60%	107%	62%	101%	304%	104%
2017	170%	898%	173%	103%	3771%	112%	61%	98%	62%	104%	284%	108%
2018	179%	955%	182%	108%	4041%	118%	62%	126%	64%	108%	357%	112%
2019	188%	1010%	192%	114%	4332%	125%	64%	284%	67%	113%	707%	118%
2020	198%	1077%	202%	120%	4613%	131%	66%	3045%	71%	119%	2465%	125%

Inves⁽¹⁾ : investissement

Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

ANNEXE 31

Perspectives d'évolution des besoins en ressources humaines, physiques et financières

Besoin en construction de nouveaux établissements d'enseignement

Cas du scénario 2 optimisé, variante 2									
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
2005	0	0	0	46	142	188	93	0	93
2006	0	0	0	66	206	272	29	0	29
2007	0	0	0	74	232	306	79	0	79
2008	0	0	0	60	188	248	120	0	120
2009	0	0	0	30	93	124	176	0	176
2010	0	0	0	4	13	18	218	0	218
2011	0	0	0	0	0	0	243	0	243
2012	0	0	0	1	3	4	203	0	203
2013	0	0	0	17	52	69	119	0	119
2014	0	0	0	18	56	73	59	0	59
2015	0	0	0	11	35	46	34	0	34
2016	0	0	0	0	0	0	52	0	52
2017	0	0	0	0	0	0	60	0	60
2018	0	0	0	0	0	0	49	0	49
2019	0	0	0	0	0	0	22	0	22
2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Besoin en enseignants

Cas du scénario 2 optimisé, variante 2									
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total
2005	1190	-4010	0	469	3740	4209	243	2690	2933
2006	1278	-1600	0	478	5790	6268	271	1540	1811
2007	1299	-1970	0	585	6550	7135	324	3380	3704
2008	1371	-2020	0	734	5350	6084	431	4960	5391
2009	1349	-1390	0	877	2780	3657	500	7180	7680
2010	1678	-900	778	1143	550	1693	713	8910	9623
2011	1728	-1070	658	1349	-400	949	726	9200	9926
2012	2451	-1540	911	1975	90	2065	1043	7680	8723
2013	2788	-2070	718	2256	1450	3706	1230	4510	5740
2014	3447	-2310	1137	2583	1530	4113	1438	2230	3668
2015	4163	-2340	1823	2652	970	3622	1591	1280	2871
2016	5490	-2090	3400	2904	-110	2794	1860	1950	3810
2017	6595	-1750	4845	3026	-1020	2006	1969	2270	4210
2018	7339	-1260	6083	3138	-1720	1418	2148	1860	4008
2019	7339	-1250	6089	3306	-1490	1816	2283	830	3113
2020	6902	-1240	5662	3327	-1120	2207	2424	-430	1994

Besoin en fonctionnement et en investissement (en millions de Dhs)

Cas du scénario 2 optimisé, variante 2												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	10981	62	11043	6684	2104	8788	6386	1068	7454	24051	3234	27285
2006	11154	61	11215	7500	3033	10533	6786	340	7126	25440	3434	28874
2007	11409	60	11470	8495	3418	11913	7567	907	8474	27472	4385	31857
2008	11832	59	11891	9557	2778	12336	8731	1375	10106	30120	4213	34333
2009	11922	58	11981	9986	1396	11381	10230	2006	12235	32138	3460	35597
2010	12038	58	12095	10178	223	10401	12064	2487	14551	34280	2768	37048
2011	12141	57	12198	10274	26	10300	13977	2775	16752	36393	2858	39251
2012	12197	57	12254	10401	69	10470	15615	2324	17939	38213	2450	40663
2013	12210	56	12265	10666	789	11454	16675	1370	18045	39550	2214	41764
2014	12191	55	12245	10935	842	11776	17320	691	18011	40445	1587	42032
2015	12152	53	12205	11145	535	11681	17792	408	18200	41089	997	42086
2016	12096	52	12148	11239	27	11266	18383	610	18993	41718	690	42407
2017	12037	52	12089	11240	27	11267	19038	705	19743	42316	783	43099
2018	11993	51	12044	11170	26	11196	19619	586	20205	42781	663	43444
2019	11947	50	11997	11114	26	11140	20007	278	20285	43068	354	43422
2020	11911	50	11961	11093	25	11118	20156	26	20183	43160	102	43262

ANNEXE 32

Taux de couverture des besoins de financement

Cas du scénario 2 optimisé, variante 2												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	107%	440%	109%	99%	28%	82%	96%	37%	87%	102%	39%	94%
2006	105%	493%	108%	88%	22%	69%	90%	127%	92%	96%	40%	90%
2007	103%	526%	105%	78%	20%	61%	81%	50%	78%	89%	33%	81%
2008	116%	562%	119%	81%	26%	69%	82%	35%	76%	95%	36%	88%
2009	121%	599%	124%	81%	54%	78%	74%	25%	66%	94%	46%	89%
2010	126%	634%	129%	84%	358%	90%	66%	21%	58%	92%	61%	90%
2011	131%	671%	134%	87%	3238%	95%	59%	20%	53%	91%	62%	89%
2012	137%	715%	140%	91%	1272%	98%	56%	25%	52%	91%	76%	90%
2013	144%	763%	147%	93%	117%	94%	55%	44%	54%	93%	88%	92%
2014	151%	817%	154%	95%	115%	96%	56%	92%	57%	95%	129%	96%
2015	160%	876%	163%	98%	190%	102%	57%	164%	59%	98%	216%	101%
2016	168%	937%	172%	102%	3949%	111%	58%	115%	60%	102%	328%	105%
2017	178%	999%	181%	107%	4193%	117%	58%	104%	60%	105%	303%	109%
2018	187%	1061%	191%	113%	4504%	123%	60%	132%	62%	109%	376%	113%
2019	197%	1128%	201%	119%	4802%	130%	61%	292%	64%	114%	740%	119%
2020	208%	1196%	212%	125%	5122%	137%	64%	3242%	68%	119%	2707%	125%

Inves⁽¹⁾ : investissement

Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

ANNEXE 33

Perspectives d'évolution des besoins en ressources humaines, physiques et financières

Besoin en construction de nouveaux établissements d'enseignement

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1 et 2									
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
2005	0	0	0	46	142	188	93	0	93
2006	0	0	0	66	206	272	29	0	29
2007	0	0	0	74	232	306	79	0	79
2008	0	0	0	60	188	248	120	0	120
2009	0	0	0	30	93	124	176	0	176
2010	0	0	0	4	13	18	218	0	218
2011	0	0	0	0	0	0	243	0	243
2012	0	0	0	1	3	4	203	0	203
2013	0	0	0	17	52	69	119	0	119
2014	0	0	0	18	56	73	59	0	59
2015	0	0	0	11	35	46	34	0	34
2016	0	0	0	0	0	0	52	0	52
2017	0	0	0	0	0	0	60	0	60
2018	0	0	0	0	0	0	49	0	49
2019	0	0	0	0	0	0	22	0	22
2020	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Besoin en enseignants

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1 et 2									
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant		
	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total	Remplacement	Additionnel	Total
2005	1190	-4010	0	469	3740	4209	243	2690	2933
2006	1278	-1600	0	475	4490	4965	269	760	1029
2007	1299	-1970	0	579	5710	6289	320	2470	2790
2008	1371	-2020	0	726	4420	5146	424	3810	4234
2009	1349	-1390	0	867	1870	2737	489	5660	6149
2010	1678	-900	778	1131	-280	851	698	6940	7638
2011	1728	-1070	658	1335	-1170	165	705	6820	7525
2012	2451	-1540	911	1959	-710	1249	1013	4360	5373
2013	2788	-2070	718	2240	1330	3570	1198	3830	5028
2014	3447	-2310	1137	2566	1410	3976	1406	1890	3296
2015	4163	-2340	1823	2636	890	3526	1558	1090	2648
2016	5490	-2090	3400	2887	-100	2787	1826	1660	3486
2017	6595	-1750	4845	3009	-940	2069	1935	1930	3865
2018	7339	-1260	6083	3122	-1580	1542	2112	1580	3692
2019	7339	-1250	6089	3290	-1370	1920	2247	710	2957
2020	6902	-1240	5662	3311	-1030	2281	2388	-370	2018

Besoin en fonctionnement et en investissement (en millions de Dhs)

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1 et 2												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	10981	62	11043	6684	2104	8788	6386	1068	7454	24051	3234	27285
2006	11154	61	11215	7406	3033	10439	6674	340	7014	25234	3434	28668
2007	11409	60	11470	8339	3418	11757	7322	907	8228	27071	4385	31456
2008	11832	59	11891	9331	2778	12757	8316	1375	9691	29479	4213	34661
2009	11922	58	11981	9691	1396	12110	9589	2006	11594	31202	3460	35752
2010	12038	58	12095	9818	223	11086	11128	2487	13615	32984	2768	37533
2011	12141	57	12198	9852	26	10041	12681	2775	15456	34675	2858	38377
2012	12197	57	12254	9913	69	9878	13817	2324	16141	35927	2450	39359
2013	12210	56	12265	10161	789	9982	14745	1370	16115	37115	2214	39493
2014	12191	55	12245	10411	842	10949	15305	691	15996	37906	1587	39466
2015	12152	53	12205	10606	535	11252	15711	408	16119	38469	997	39696
2016	12096	52	12148	10690	27	11142	16225	610	16831	39007	690	40293
2017	12037	52	12089	10686	27	10713	16786	705	17491	39510	783	40293
2018	11993	51	12044	10615	26	10641	17283	586	17869	39890	663	40553
2019	11947	50	11997	10557	26	10583	17609	278	17887	40113	354	40467
2020	11911	50	11961	10532	25	10557	17721	26	17748	40164	102	40266

ANNEXE 34

Taux de couverture des besoins de financement

Cas du scénario 2 optimisé, variante 1 et 2												
	Primaire			Secondaire collégial			Secondaire qualifiant			Total général		
	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total	Fonc ⁽²⁾	Inves ⁽¹⁾	Total
2005	107%	440%	109%	99%	28%	82%	96%	28%	87%	102%	39%	94%
2006	105%	498%	108%	89%	22%	70%	92%	22%	93%	97%	40%	90%
2007	108%	526%	105%	79%	20%	62%	84%	20%	80%	91%	33%	83%
2008	116%	562%	119%	83%	26%	70%	86%	26%	79%	97%	36%	90%
2009	121%	599%	124%	84%	54%	80%	79%	54%	69%	97%	46%	92%
2010	126%	634%	129%	87%	358%	93%	71%	358%	62%	96%	61%	93%
2011	131%	671%	134%	91%	3238%	99%	65%	3238%	57%	96%	62%	93%
2012	137%	715%	140%	95%	1272%	103%	63%	1272%	58%	97%	76%	96%
2013	144%	763%	147%	97%	117%	99%	62%	117%	61%	99%	88%	98%
2014	151%	817%	154%	100%	115%	101%	63%	115%	64%	101%	129%	103%
2015	160%	876%	163%	103%	190%	107%	64%	190%	67%	105%	216%	108%
2016	168%	937%	172%	107%	3949%	117%	65%	3949%	67%	109%	328%	113%
2017	178%	999%	181%	112%	4193%	123%	66%	4193%	68%	113%	303%	116%
2018	187%	1061%	191%	119%	4504%	130%	68%	4504%	70%	117%	376%	121%
2019	197%	1128%	201%	126%	126%	137%	70%	126%	73%	122%	740%	128%
2020	208%	1196%	212%	132%	5122%	144%	73%	5122%	77%	128%	2707%	135%

Inves⁽¹⁾ : investissement
Fonc⁽²⁾ : Fonctionnement

ANNEXE 35

Prévisions de constructions et d'équipements scolaires

TOTAL NATIONAL			Prévisions			
		Budget 2004	Budget 2005/2006	2006/2007	2007/2008	TOTAL
Constructions, réhabilitation et équipement de Salles de classes	Primaire	768	2036	1894	1879	6578
	Collégial	384	2718	2715	2697	8514
	Qualifiant	390	1266	1247	1249	4152
La création et l'équipement de salles multimédia	Primaire		950	950	950	2850
	Collégial	82	67	67	69	285
	Qualifiant		27	27	28	82
Construction et équipement des internats	Collégial	32	61	65	65	223
	Qualifiant		32	33	31	96
Aménagement et réhabilitation des internats	Collégial	37	40	40	40	157
	Qualifiant		12	12	12	36
Aménagement et réhabilitation des cantines scolaires	Primaire	113	120	140	160	533
	Collégial		1	1		2
Aménagement et réhabilitation des établissements scolaires	Primaire	22	306	306	306	940
	Collégial	47	66	66	66	245
	Qualifiant	4	34	32	31	101

Aménagement équipement et réhabilitation des C.C.O et des C.P.D.I en 2005/06		Aménagement	Equipement en matériel de bureau	Equipement en matériel informatique
C.C.O		20	16	38
C.P.D.I		5	7	8

ANNEXE 36

Dépenses d'investissement du secteur de l'éducation nationale (en 1.000 Dh)

Année 2004

Rubriques	Report 03/04	CP 2004	Total (1)	Crédit engagés (2)	Taux d'engage- ment (2)/(1)	Emissions (3)	Taux d'émis- sion (3)/(2)
1- Administration centrale		5,000					
Etudes et recherche							
Assistance technique							
Etudes liées à la construction		7,240					
Gros œuvres							
Lots secondaires et lots spécialisés							
Equipement et informatisation des services centraux		3,689					
Aménagement		4,800					
Règlement foncier		15,000					
Institut de recherche et d'anthropologie		2,171					
Complexe pédagogique		2,079					
Musée							
Projet gestion de la maintenance		4,209					
Gestion du pgm de construction							
Sous total 1		44,188					

Rubriques	Report 03/04	CP 2004	Total (1)	Crédit engagés (2)	Taux d'engage- ment (2)/(1)	Emissions (3)	Taux d'émis- sion (3)/(2)
2- Enseignement primaire							
2.1 Programme général							
Construction scolaires adm et logements		4,520					
Etudes liées à la construction		506					
Achat de terrains		20,000					
Equipement		300					
Aménagement		98,229					
Equipement CFI							
Sous total 2.1		123,555					
2.2 Programme BAJ 1							
Equipement							
Aménagement							
Manuels et Fournitures scolaires							
Etudes et Assistance technique							
Sous total 2.2							
2.3 Projet MEDA							
Construction scolaires adm et logements							
Etudes liées à la construction		2,309					
Equipement		3,400					
Manuels et Fournitures scolaires		2,000					
Sensibilisation							
Etudes et Assistance technique							
Aménagement		10,000					
Sous total 2.3		17,709					
Sous total 2		141,264					
3- Enseignement secondaire collégial							
3.1 Programme général							
Construction scolaires adm et logements		30,361					
Etudes liées à la construction		1 981					
Achat de terrains		20 000					
Aménagement		1 019					
Equipement							
Equipement CPR							
Sous total 3.1		53 361					
3.2 projet d'appui BAD et projet MR							
Constructions		248 356					
Etudes liées à la construction		3 432					
Forage et creusement de puies							
Equipement							
Etudes et Assistance technique							
Sous total 3.2		251 788					
Sous total 3		305 149					
3.3 bis Projet JBIC							
Etudes liées à la construction		2 800					
Sous total 3 bis		307 949					
4- Enseignement sec qualifiant							
4.1 Programme général							
Construction scolaires adm et logements		38 560					
Etudes liées à la construction							
Achat de terrains		20 000					
Aménagement		134					
Equipement		113 971					
Sous total 4.1		172 665					

Rubriques	Report 03/04	CP 2004	Total (1)	Crédit engagés (2)	Taux d'engage- ment (2)/(1)	Emissions (3)	Taux d'émis- sion (3)/(2)
4.2 projet const 26 lycées BAD							
Construction scolaires adm et logements		15 566					
Etudes liées à la construction		450					
Equipement							
Sous total 4.2		16 016					
4.3 projet de renforcement BAD							
Construction scolaires adm et logements		4 000					
Etudes liées à la construction		1 900					
Achat de terrains							
Aménagement		4 609					
Assistance technique		400					
Equipement		1 350					
Sous total 4.3		12 259					
Sous total 4		200 940					
5- Equipement services extérieurs		476					
6- AREF							
6.1 Primaire							
Constructions							
Equipement							
Aménagement							
sous total 6.1							
6.2 Collégial							
Constructions							
Equipement							
Aménagement							
sous total 6.2							
6.3 Secondaire							
Constructions							
Equipement							
Aménagement							
sous total 6.3							
6.4 Sièges							
Constructions							
Equipement							
Aménagement							
sous total 6.4							
sous total 6		564,876					
Total général		1 259,693					

Dépenses de fonctionnement : secteur de l'éducation nationale (en 1.000 Dh)

Année 2004

Rubriques	Crédits ouverts (1)	Crédits engagés(2)	Taux d'engagement	Emissions(3)	Taux d'émission (3)/(2)
1- Personnel					
Administration centrale	2,122,227				
Administration extérieure	19,043,973				
Total	21,166,200				
2- Matériel et dépenses diverses					
2.1 Administration centrale	62,090				
2.2 Inspection générale					
2.3 Directions pédagogiques					
Curricula					
Appui pédagogique	994				
Coopération	950				
Sport scolaire					
Nouvelles technologies					
Sous total directions pédagogiques	1,944				
2.4 Affaires juridiques	1,400				
2.5 Affaires administratives					
Bourses secondaire qualifiant					
Denrées sèches					
Dépenses de balayage et gardiennage	95,836				
Total Affaires administratives	95,836				
2.6 Formation des cadres					
CNIFE	428				
COPE	362				
CPR					
CFI					
ENS	5,166				
Formation continue					
Allocations CFI et CPR	61,500				
Allocations ENS					
Stages	3,000				
Total formation des cadres	70,456				
2.7 MEDA	4,000				
2.8 Œuvres sociales	900				
2.9 Fondation Med VI	423,460				
2.10 AREF	657,550				
Total Matériel et dépenses diverses	1,317,636				
Total Fonctionnement	22,483,836				

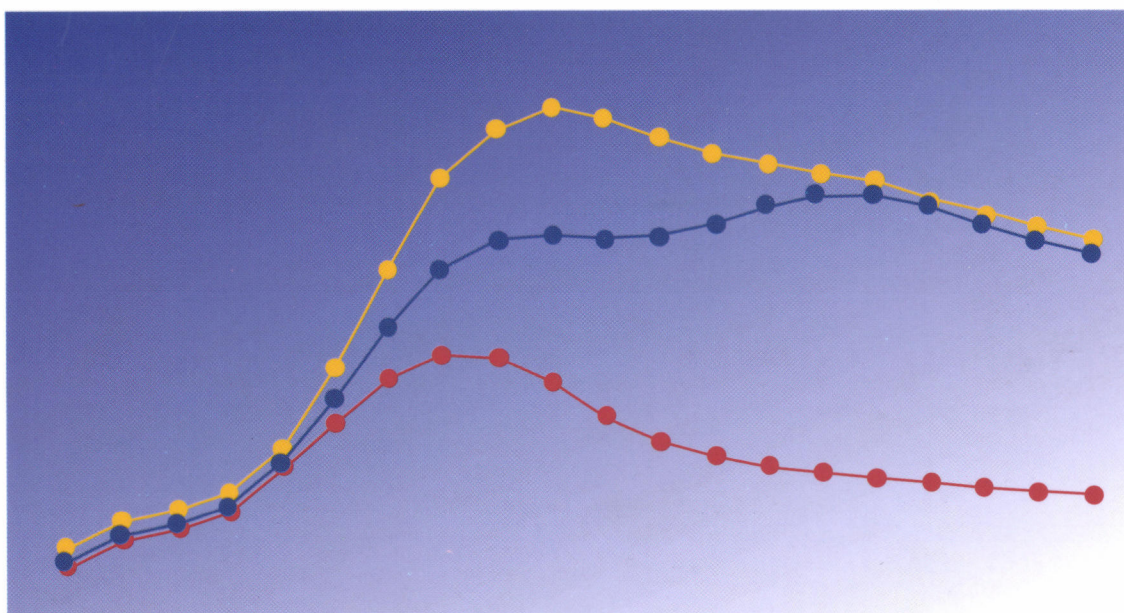
ANNEXE 37

Exécution des dépenses

Rubriques	Crédits de paiement 2004	Crédits de report	Subventions reçues	Crédits disponibles (CD)	Crédits engagés (CEG)	Crédits émis (CEM)	CEG/CD	CEM/CEG

BIBLIOGRAPHIE

- Commission Spéciale d'Education et de Formation (1999), Charte Nationale d'Education et de Formation Rabat - Octobre 1999.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique (Département de l'Education Nationale). Cadre stratégique de développement du système éducatif. Rabat - Version février 2004.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique (Département de l'Education Nationale). Cadre stratégique de développement du système éducatif. Rabat - Version décembre 2004.
- Ministère de l'Education Nationale (2003). Planification stratégique du Ministère de l'Education Nationale et de la jeunesse. Rabat - Décembre 2003.
- Equipe canadienne de planification stratégique (ACDI). Planification stratégique cadre conceptuel, Ottawa, Canada - 2003.
- Equipe canadienne de planification stratégique (ACDI). Planification Stratégique : guide méthodologique Ottawa, Canada - 2003.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique. Recueil de statistiques scolaires pour les années 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique. Analyse des déterminants de la scolarisation en zones rurales au Maroc - Juin 1993.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, UNESCO, IREDU université de Bourgogne. Analyse du fonctionnement du premier cycle de l'enseignement fondamental au Maroc - Juin 1997.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, UNESCO, UNICEF. Evaluation du niveau d'acquisition des élèves de la quatrième année fondamentale - Mai 1995.
- Dan.E.Inbar. Planifier pour l'innovation en matière d'éducation , UNESCO, IPE, Paris - 1996.
- L.Carrizo, C.Sauvageot et N.Bella : Outils d'information pour la préparation et le suivi des plans de l'éducation. UNESCO - 2003.
- Gabriel Carron - Ta - Ngoc Châu. La qualité de l'école primaire dans des contextes de développement différents. Editions UNESCO, IPE - 1998.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, UNESCO, IREDU, Université de Bourgogne. L'accès au second cycle de l'enseignement fondamental au Maroc - Juin 1997.
- Muriel Poisson. Stratégie pour les jeunes défavorisés. Etudes des lieux dans la région arabe. UNESCO, IPE - 1999.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, Commission Spéciale Pour l'Education et la Formation. L'enseignement préscolaire : Etat des lieux et propositions. Rabat - Mars 2003.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, Commission Spéciale Pour l'Education et la Formation. Stratégie de développement de l'éducation préscolaire - Septembre 2003.



**CADRE STRATÉGIQUE
DE DÉVELOPPEMENT
DU SYSTÈME ÉDUCATIF**